

SERVICES

Abonnement	18
Abonnement aux États-Unis	18
Abonnement à l'étranger	21 25
Carte	18
Mécanisme	17
Mécanisme	17
Mécanisme	17
Mécanisme	17
Mécanisme	18

TÉLÉMATIQUE

• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18
• Une ligne directe	18

La guerre du Golfe

La pression irakienne s'accroît sur tout le front

Le régime de Bagdad a réaffirmé sa position de « non-alignement » en refusant de rejoindre la coalition anti-irakienne. Le 12 juillet, le régime irakien a annoncé le retrait de ses troupes du sud du front, mais a maintenu ses positions au nord.

Le régime de Bagdad a réaffirmé sa position de « non-alignement » en refusant de rejoindre la coalition anti-irakienne. Le 12 juillet, le régime irakien a annoncé le retrait de ses troupes du sud du front, mais a maintenu ses positions au nord.

Le régime de Bagdad a réaffirmé sa position de « non-alignement » en refusant de rejoindre la coalition anti-irakienne. Le 12 juillet, le régime irakien a annoncé le retrait de ses troupes du sud du front, mais a maintenu ses positions au nord.

La révolte en Cisjordanie et à Gaza

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Deux jeunes Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Les autorités israéliennes ont déclaré que les deux jeunes hommes étaient des combattants armés.

Escalade en Arménie

Un nouveau degré a été franchi dans l'escalade de la tension en Transcaucasie soviétique avec le vote quasi unanime, par les députés du Haut-Karabakh, d'une motion proclamant unilatéralement le rattachement de leur région à l'Arménie. Comme il était à prévoir, cette décision a été aussitôt déclarée « nulle et non avenue » par les autorités d'Azerbaïdjan, qui l'estiment contraire aussi bien à la Constitution de leur République qu'à celle de l'URSS.

Il est vrai qu'il y a plusieurs manières d'interpréter cette Constitution. Les Arméniens, y compris leurs représentants officiels tels que le « ministre des affaires étrangères » d'Erevan, fondent leur revendication sur l'article 70, qui se réfère au « principe de libre autodétermination » des nations dans le cadre de l'Union soviétique. Selon eux, ce droit est imprescriptible et n'a pas à faire l'objet de négociations.

N'est-ce pas d'ailleurs ce que reconnaissait la Constitution soviétique de 1936, qui allait jusqu'à autoriser les Républiques fédérées à faire sécession de la Fédération et à se proclamer indépendantes ? Cette disposition — totalement théorique, bien entendu, du temps du « Petit Père des peuples » — avait été retirée de la Constitution « braïnévienne » de 1977. Mais le statut de la région autonome « reconnue » au Haut-Karabakh devrait tout de même, si les mots ont un sens, permettre à ses habitants de disposer de leur sort.

Les dirigeants de l'Azerbaïdjan se fondent en outre sur l'article 78 de la Constitution, qui exige l'accord de tous les intéressés pour procéder à une modification des frontières des Républiques soviétiques. Leur point de vue a été soutenu par Moscou, y compris par M. Gorbatchev, qui, dans son rapport devant la récente conférence du parti, a souligné le refus de l'URSS de modifier le statut de la région autonome.

La solution sera-t-elle trouvée dans une révision de la Constitution soviétique ? C'est ce qu'espère le nouveau chef du parti en Arménie, mais il a peu de chances d'être entendu dans l'immédiat. La reprise de l'agitation en Transcaucasie est une conséquence directe de la déception provoquée par les maigres résultats de la conférence de Moscou en matière de relations interethniques, et pas seulement sur le problème arménien.

Ainsi, une bonne partie des demandes souvent audacieuses présentées par l'Estonie (autonomie financière, réforme de la planification dans un sens beaucoup plus conforme aux intérêts nationaux, limitation de la russification démographique et linguistique, etc.) n'ont pas été reprises dans la résolution « ad hoc » adoptée par la conférence, ou n'ont été mentionnées que d'une manière très atténuée. Une session plénière du comité central devrait se pencher sur la « question nationale » dans les prochains mois, mais l'on ne voit pas très bien à ce stade en quoi elle pourrait innover.

M. Gorbatchev a raison de penser que la reprise de l'agitation est un danger pour la « perestroïka ». Mais il est tout de même vrai que cette dernière ne se prouve que par le fait.

(Lire nos informations page 9)

Le « ticket » démocrate pour l'élection américaine

M. Dukakis fera équipe avec un conservateur texan

Après des semaines de tergiversations et de calculs minutieux, le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, M. Michael Dukakis, a finalement choisi comme coéquipier sur le « ticket » de son parti le sénateur du Texas Lloyd Bentsen. Choix semble-t-il purement « stratégique ». M. Bentsen étant aussi conservateur que M. Dukakis est libéral. Cette décision rassure l'appareil du parti. Mais elle est aussi un affront évident au pasteur noir Jesse Jackson, dont le charisme et l'efficacité avaient dominé les « primaires » démocrates.



Lire page 4 Article de JAN KRAUZE.

Un entretien avec M. Jean-Pierre Chevènement

« La France, promesse d'une Europe de la défense »

A Luxeuil, où il s'est fait présenter, le mardi 12 juillet, les Mirage 2000-N armés d'un missile nucléaire préstratégique, M. Mitterrand a annoncé la convocation d'un conseil de défense pour examiner, le 20 juillet, le calendrier d'exécution de la programmation militaire 1987-1991. « La priorité est à l'éducation nationale, a-t-il dit, même si la nécessité militaire n'est pas méconnue. Le déroulement de cette loi de programmation doit se poursuivre. »

« A plusieurs reprises, vous avez indiqué que la loi de programmation militaire 1987-1991 devrait être appliquée puisqu'elle était la loi de la République approuvée par le Parlement à une très large majorité. Cela veut-il dire qu'elle ne sera pas révisée à la baisse et que tous les engagements de programmes d'armements (nucléaires, chimiques et classiques) qu'elle contient seront tenus malgré le coût de l'ensemble de ces investissements ? »

« L'effort d'équipement de nos forces armées répond à un concept de défense et s'inscrit naturellement dans le long terme. »

Concernant une éventuelle collaboration avec le Royaume-Uni sur un missile nucléaire aéroporté, le chef de l'Etat a déclaré : « Pourquoi pas ? Cela pourrait être souhaitable. C'est une voie sur laquelle il faudrait pouvoir s'engager. » Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Chevènement considère que le Mirage 2000-N, armé de son missile nucléaire aéroporté, contribue à l'émergence d'un concept européen de défense.

Entre la conception d'une arme et son retrait du service, il n'est pas rare qu'un demi-siècle s'écoule. Le temps de la défense est par excellence celui de la longue durée. C'est ainsi que la défaite de 1940 s'inscrit dans les choix stratégiques effectués dans les années 20 (la ligne Maginot).

« La loi de programmation militaire votée en 1987 repose sur des « maquettes » d'armées à l'horizon d'une quinzaine d'années correspondant à l'analyse qu'on peut faire des menaces pesant sur la liberté de la France. Tel est en effet le sens du projet politique qui sous-tend notre effort de défense. La première

priorité de la loi est le maintien de notre capacité de dissuasion, qui est la clé de voûte de notre défense : comme l'a dit le président de la République, « notre but n'est pas de gagner la guerre mais de l'empêcher ».

« Mais il ne faut pas que notre dissuasion puisse être contournée par quelque côté : d'où l'effort engagé pour moderniser nos forces conventionnelles sur terre, sur mer et dans les airs, ce qui, en maints domaines, implique un véritable saut technologique. »

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 11.)

Prélèvements sur la fortune et revenu minimum

Les centristes veulent « tester » l'ouverture lors du débat sur l'impôt de solidarité

Le gouvernement devait adopter, au conseil des ministres du 13 juillet, deux projets de loi importants. L'un prévoit d'instituer un « impôt de solidarité sur la fortune » (ISF), l'autre de créer un revenu minimum d'insertion. Le débat sur l'ISF qui aura lieu à l'automne au Parlement sera aux yeux des centristes un « test de l'ouverture ». C'est ce qu'a déclaré, le 12 juillet, M. Pierre Méhaignerie, au nom du groupe de l'Union du centre (UDC), qu'il préside. Le gouvernement doit « choisir » entre le soutien des centristes et celui des communistes. « Nous allons voir de quel côté il penche. »

L'enquête que nous publions ci-dessous explique les difficultés de l'insertion à la lumière de l'expérience des départements qui l'ont mise en œuvre.

Les thérapies de la pauvreté

BELFORT de notre envoyé spécial

« Nous revendiquons l'expérimentation. Nous pouvons nous tromper mais d'autres, ailleurs, trouveront une solution. Nous devons être modestes et ne pas penser qu'avec le revenu minimum nous allons régler le problème de la pauvreté en France. » Dans la bouche de Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort, militant, si l'on peut dire, du revenu minimum, cette prudence peut surprendre.

Et quoi ? Ce département, avec l'Ille-et-Vilaine, n'est-il pas l'un des premiers à s'être mobilisé, avec les

avantages d'une superficie et d'une population assez restreintes (cent trente-cinq mille habitants, dont la moitié pour le chef-lieu) et d'une communauté de vues entre les collectivités locales qui dépasse l'appartenance au même parti, voire au même courant du PS ? N'est-il pas le seul à verser ce revenu, « à guichets ouverts » : le budget 1988, fixé à 9 millions de francs, vient d'être révisé à 11 millions, qui ne suffiront d'ailleurs peut-être pas.

Cette mobilisation est née du désir d'« agir intelligemment » contre la pauvreté, au lieu de distribuer des secours ponctuels lorsque la réforme du « minimum vieillesse », en 1982, a achevé de faire passer la

plupart des personnes âgées au-dessus de la barre de la pauvreté. Des simples prêts sans intérêts aux locataires endettés, on est passé à ce qu'on appelle pudiquement un « rééchelonnement » pour les plus endettés, c'est-à-dire un remboursement mensuel de 50 francs à 100 francs seulement, puis, après une enquête auprès des travailleurs sociaux, au « minimum social » : une formule baptisée « contrat-réponse personnalisé d'autonomie (CRPA) », sanctionnée par un accord avec l'Etat, signé en mars 1986 par M^{me} Georgina Dufour.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 20 et nos informations page 28.)

L'attentat contre le « City-of-Poros »

Sur une piste palestinienne

L'enquête sur l'attentat commis à bord du navire de croisière grec « City-of-Poros » progresse difficilement mais semble s'orienter vers une piste palestinienne. Trois hommes et une femme, qui étaient en possession de passeports de pays arabes, sont recherchés par la police.

ATHÈNES de nos envoyés spéciaux

C'est la Grèce qui était visée. Quarante-huit heures après l'attentat contre le « City-of-Poros » qui a fait 11 morts et 98 blessés (dont 24 sont toujours hospitalisés), c'est le sentiment général à Athènes, où l'on estime que cette affaire pourrait être consécutive à une opération de chantage sur le gouvernement grec qui aurait mal tourné. Malgré de nombreux points d'interrogation, une chose est sûre : le lien entre l'explosion de la voiture piégée qui a tué ses deux occupants près de l'embarcadere du Trocadero d'où était

parti le bateau et la tuerie sur le navire.

La voiture bourrée d'explosifs — du pentrite selon une source policière — a sauté quelques heures avant l'attentat sur le bateau. Selon l'hypothèse la plus couramment envisagée, les terroristes auraient projeté de prendre le bateau et ses passagers en otages pour exiger du gouvernement grec la libération de Mohamed Rachid, arrêté à Athènes le 30 mai pour usage de faux passeport, mais dont les Etats-Unis réclament l'extradition.

Mohamed Rachid, un Palestinien, est recherché aux Etats-Unis pour un attentat à l'explosif contre un avion de la PANAM à Hawaï en 1982. Une personne avait été tuée. Une commission de juges d'appel devait se réunir le mercredi 13 juillet dans la capitale grecque pour se prononcer sur la demande d'extradition déjà refusée une première fois.

FRANÇOISE CHIPAUX et THÉODORE MARANGOS.

(Lire la suite page 9.)

L'organisation de l'Elysée
La nouvelle panoplie du président.
PAGE 10

Rebondissement de l'affaire Michel Droit
M. de Chaisemartin, principal collaborateur de M. Hersant, inculpé de corruption.
PAGE 21

Chronique de 1789
La chute de Loménie de Brienne.
PAGE 2

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

■ Avignon : « Pinton », une création de Philippe Marouy.
■ « Armida », à Aix-en-Provence. ■ Holbein le Jeune à Bâle.
■ Clichés du XIX^e siècle à Orléans et au CNP.

Pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve en page 28

BIENVENUE
DANS UN MONDE
DE PROGRES,
D'INNOVATION,
D'AVENIR.

RHÔNE-POULENC

3. La chute de Loménie de Brienne

La réunion des Etats généraux est peu à peu devenue la revendication de tous les sujets du royaume. Y compris des représentants de la noblesse et du clergé, qui ne pressentent pas qu'ils en seront les victimes. Principal ministre de Louis XVI, Loménie de Brienne tente d'en retarder la convocation. En vain. Un arrêt du Conseil royal les fixe au 1^{er} mai 1789. De quoi calmer le jeu ? Pas vraiment.

LES événements du Dauphiné avaient ouvert une brèche. Là, contrairement à ce qui se passait dans le reste de la France, la révolte des notables avait été relayée par les entreprises du Tiers Etat, auxquelles Jean-Joseph Mounier avait prêté ses idées et Antoine Barnave l'éloquence de sa plume. L'Assemblée de Vizille est un immense écho à travers le pays. Il devenait évident que la résistance des parlements était une phase dépassée dans le conflit qui opposait le pouvoir central aux sujets de Sa Majesté : le roi risquait de se heurter non plus à la coalition des privilégiés, mais à un soulèvement national. « Tandis que partout ailleurs, écrit Barnave, l'aristocratie était seule encore en insurrection contre le trône, la province de Dauphiné réclamait les droits du troisième ordre et, mettant en avant les grandes questions du doublement du Tiers et de la délibération par tête, posait les premières bases d'une révolution démocratique. » La convocation des Etats généraux, promise dans un avenir incertain, allait cristalliser tous les espoirs.

Par un fâcheux aveuglement, tout le monde en effet, y compris ceux qui n'y avaient nul intérêt, finit par les vouloir, on le veindra de les vouloir. Tel était le cas notamment du principal ministre, Loménie de Brienne. Ce grand personnage, descendant d'une non moins grande famille, qui avait les faveurs de la reine, symbolisait assez bien les contradictions des couches dirigeantes à la veille de la Révolution. Par ambition, il avait choisi la carrière ecclésiastique, cela en dépit de son droit de noblesse, et de sa vocation à être un des sympathiques philosophiques qui faisaient de lui un archevêque de Toulouse pas très catholique. Malgré le relâchement de ses mœurs, il passait pour excellent administrateur ecclésiastique. Il fut retenu loin des conseils par Louis XVI, qui n'appréciait pas son impiété, mais il avait su gagner l'estime de Marie-Anne-Louise, tout l'entraine zèle des résistances de Lamoignon : en mai 1787, il devenait chef du conseil des finances.

Ce choix n'était pas arbitraire. Face à Calonne, il n'y avait fait qu'un pas de l'opposition. Calonne remuait, il était logique qu'on l'appelât. Devenu principal ministre, ayant le sens de la famille, il fit son frère, le comte de Brienne, ministre de la guerre. Entre-temps, il avait rompu des fiances avec le Parlement de Paris, émis des emprunts pour renforcer un Trésor déliquéscent, tout en se faisant attribuer l'avancement de son grade de lieutenant-général, pour désarmer l'antipathie des parlementaires, il avait rendu aux protestants leurs droits civiques et politiques. Très vite dépendant, la nécessité d'une réforme fiscale en profondeur s'imposait à lui comme à son prédécesseur, d'où résultèrent, comme on l'a vu, le conflit ouvert avec les magistrats, les édits de Mai et tout le bruit qui s'ensuivit.

Pour calmer ses adversaires, Brienne, en juillet, avait promis la réunion des États généraux. A vrai dire, il s'en défiait, sachant trop le risque que l'exhumation de cette vieille coutume faisait courir au pouvoir royal, et donc à celui des ministres. Dans une lettre adressée à M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, il écrivait : « J'ai souvent dit au roi : Ne paraîtrait pas éloigné de convoquer vos sujets, mais retardez cette convocation le plus que vous pourrez : votre autorité ne peut qu'y perdre, et votre royaume qu'y gagner fort peu... »

Cependant, cette petite leçon de machiavélisme ordinaire, il devenait chaque jour plus difficile de la snivre à la lettre, tant l'espoir placé dans les futurs Etats se transformait en exigence universelle. Que cette réunion dût avantager le Tiers Etat, nous le savions aujourd'hui, et peut-être ne fallait-il

pas être grand clerc pour le pressentir. Justement, les grands clercs n'en eurent pas plus l'intuition que les grands noms de la noblesse, et Brienne, loin de pouvoir s'assurer de leur appui, fut contraint bientôt par leur rébellion de ne plus reporter la convocation des Etats généraux aux calendes grecques.

MÊME le clergé, qu'il croyait contrôler, lui fit faux bond. Réunis dans une assemblée extraordinaire, au lendemain de la messe, les représentants avaient à délibérer sur une provision de 8 millions de livres, demandée par le roi, en attendant l'estimation de ses biens. Remontrances du clergé publiées le 15 juin : ses biens sont consacrés à Dieu et aux pauvres ; le clergé seul peut estimer la quotité des dons à consacrer à l'État. Pour l'heure, vu la difficulté, le roi se rabattra sur 4 millions, 8 millions demandés : le roi devait se contenter de 1 800 000 livres. Pis : le clergé prenait parti en faveur des parlements abaissés et contre la cour plénière instaurée : « Notre sénéchal serait un de ces crimes dont le nation et la postérité ne voudraient jamais nous absoudre. » Abbés, évêques et laïques savaient, comme d'habitude, savoir leur intérêt, particulier de l'intérêt général.

Quant au deuxième ordre, le problème, il était directement visé par la réforme judiciaire : non seulement la noblesse locale fournissait la majeure partie du personnel des cours souveraines, mais les justices seigneuriales étaient elles-mêmes menacées par l'espèce de professionnalisation de la justice criminelle qu'impliquaient les édits. En Bretagne, la solidarité de la noblesse avec le parlement fut particulièrement active. Chateaubriand nous raconte dans les *Mémoires d'outre-tombe* comment, à cette occasion, il fit son apprentissage politique. Une assemblée houleuse à Rennes : « On monta sur les tables et sur les fauteuils ; on gesticula, on parlait tous à la fois. » Une déclaration solennelle contre la Cour plénière ; doute gentillehommes dépêchés à Paris pour la donner au roi : « A leur arrivée à Paris, on les coffra à la Bastille, d'où ils sortirent bientôt en façon de héros ; ils furent reçus à leur retour avec des branches de lauriers. » Toute cette agitation, les hommes de la noblesse bretonne, venant de la province, s'illustrent, conquis, conquis, dans le *Journal de la Cour et de la plus haute société*, « est par encoire être maîtrisée, n'edt été la situation effrayante du Trésor. Faute du soutien des puissants, la menace de banqueroute allait contraindre Brienne, quoi qu'il en eût, à recourir aux Edits sévères. »

Défendant la pureté de ses intentions, il avait dicté au roi sa réponse du 6 juillet au clergé : « Je n'ai point entendu substituer à

« Les troubles du moment nécessitent ma retraite. Je le sens comme Sa Majesté. J'ai cherché, dans tout ce que j'ai fait, les intérêts du roi : voilà ma justification. »

la nation une cour, dont les membres tiendraient de moi leurs pouvoirs et leurs fonctions. Nulle cour ne peut représenter la nation, qui ne peut l'être que par les Etats généraux. - A cet effet, Loménie de Brienne demandait aux Etats provinciaux et aux assemblées provinciales de faire connaître leur avis sur les modalités de la convocation. De date, il n'était pas encore question. La manœuvre restait dilatoire. Mais la crise du Trésor, au début d'août, était trop avancée pour qu'il pût s'imaginer calmer les esprits avec de l'espièglerie.

Pour maintenir le budget de 1788 en équilibre, Brienne n'avait plus à sa portée que des expédients, empruntés à court terme et autres tours de passe-passe. L'équilibre n'était que dans les livres ; dans les faits, la recette était purement abstraite, et, au début du mois d'août, le premier commis des finances Gogard révélait au ministre principal que la caisse était vide. Pour le plus pressé, Brienne alla jusqu'à solliciter des avances de la Cour des invalides et détourner le produit d'une loterie qu'on venait d'ouvrir en faveur des victimes de la grêle... Pour rassurer les détenteurs de capitaux, il fallait créer un choc psychologique. Le 3 août, un arrêt du Conseil fit la convocation des Etats généraux au 1^{er} mai 1789, et suspendit l'établissement de la Cour plénière. Mais l'heureux effet de cette décision fut contrarié par l'urgence : Brienne dut recourir à l'emprunt d'urgence, une bonne partie des paiements de l'Etat étant dus jusqu'au 31 décembre 1788 en billets du Trésor royal portant intérêt à 5 %. L'arrêt du Conseil qui en décide date du 16 août ; il déclenche un accès de fièvre publique.

La reine, protectrice de Brienne, pense alors lui adjoindre Necker, dont la popularité reste grande dans l'opinion depuis son passage aux affaires, sept ans plus tôt. Elle charge son confident, le comte de Mercy, de la négociation. Celle-ci était malaisée :

Brienne se sentait désavoué ; Necker réduisait d'être associé à l'impopularité de l'archevêque ; le roi ne pouvait guère le banker qu'après l'effort qu'il s'était débarrassé en 1781 et qu'il avait exilé par lettre de cachet l'année précédente, pour avoir écrit un mémoire accusateur contre son ministre Calonne... *« Je crains, écrit Marie-Antoinette à Mercy, le 19 août, que l'archevêque ne soit obligé de partir tout à fait, et alors quel homme prendre pour mettre à la tête de tout, car il en faut un, surtout avec M. Necker ? Il lui faut un frein... Et la reine de commenter : « Le personnage accusé de moi n'en est pas en état, et moi, quelque chose qu'on dise et qui arrive, je ne suis jamais qu'en second ; et malgré la*

confiance du premier, il me le fait sentir souvent. » Brienne propose donc à Neckler le contrôle général des finances, mais celui-ci, quitte à revenir sur affaires, n'entend pas hypothéquer sa liberté d'action.

LOMÉNIE DE BRIENNE doit se faire une raison : sous sa démission coupera un peu d'air à son gouvernement. La reine, elle-même, poussée par la coterie des Polignac autour du comte d'Artois, l'a convaincu de cette nécessité, tout en lui gardant sa confiance. Il tire donc sa révérence, non sans empêcher pour cause de hémorrhagie une confortable indemnité, évaluée à 800 000 F de revenus en pensions ou bénéfices. En plus, il se fait promettre le chapeau de cardinal, et, népotisme oblige, obtient que le jeune abbé de Brienne sera son coadjuteur à l'archevêché de Sens, tandis que sa nièce, M^{me} de Caniz, aura une place de dame d'honneur à la Cour. L'académicien qui, chez lui, sait toujours lire par la plume envoie à la reine cette jolie lettre pour lui congédier : « Les troubles du moment me nécessitent ma retraite. Je le sens comme Sa Majesté. » Ici, chez lui, dans tout ce que j'ai fait, les intérêts du roi : voilà ma justification. J'ai trouvé des opposants : voilà ma peine. J'emporte l'estime de Vos Majestés, et ma retraite n'est pas une disgrâce : voilà ma gloire et ma consolation. » Marie-Antoinette le rassure tout à fait sur ses sentiments : « C'est toujours avec plaisir que la reine saisira l'occasion de témoigner ses bonités à M^l. l'archevêque. »

Rideau.
Dès que la nouvelle du départ de Lom-
lie de Brienne est connue, la joie fait sortir
les Parisiens de chez eux ; ils brûlent son
effigie sous la statue d'Henri IV. La place
Dauphine devient pour quelque temps le
rendez-vous d'une jeunesse railleuse,
bruyante et démonstrative. La chanson
nouvelle ne fait pas défaut :



**Les effigies
de M. de Brienne
et du garde des Sceaux
Lamoignon,
brûlées par le peuple
de Paris.**

Pour gouverner la France
Point ne faut de prélat,
Cette maudite engeance
Abattrait l'Etat (bis)
Richelieu, Mazarin,
Ne valaient tous deux rien.
En malice profonde,
Brienne encore abonde,
Sa face rubiconde
Est face de fripon.
Fripou, fripon,
Et aussi (bis). Lamotte.

Le 27 août, une gravure circule, qui représente la France sous les traits d'une femme dont le sein est poignardé par un prêtre ; le sang qui gicle retombe en lui formant un chapeau de cardinal. Le lendemain, les premiers heurts violents ont lieu avec les soldats du gât. Le 29, une foule menaçante se dirige vers l'hôtel du comte de Brienne, frère de l'archevêque et toujours ministre de la guerre, et tente d'y mettre le feu. Les forces de l'ordre doivent tirer. Le 30, gardes-françaises et gardes suisses, sous le commandement du maréchal de Biron, doivent user de leurs armes pour rétablir l'ordre.

Le 26 août, Jacques Necker était entré au Conseil muni du titre de directeur général des finances. Le 27, il était fait ministre d'Etat. Dans la lieuse populaire, le soulèvement provoqué par le départ de Brienne se confondait avec le bonheur de voir revenir l'ancien ministre. Sa popularité était due à sa gestion lors de son passage au pouvoir, mais aussi à son talent de publiciste habile à défendre sa réputation, dénoncer les abus de l'Assemblée et même attendrissant les cœurs des indigents en retraçant leurs misères actuelles.

« L'humanité veut de tous côtés. La grêle d'éclaircissements de tous côtés. Le peu de ceux qu'on fit de ses successeurs, Joly de Fleury, Quérmonf, Calonne, ajoutés encore à sa gloire. Il était devenu l'homme providentiel. Louis de Bouteillé, qui ne l'aime pas, écrit : « Tous les vœux et toutes les espérances se tournaient en ce moment vers lui. Je pense même que, dans les maladies politiques, les tristes, on a recours aux enrôlements ».

DE fait, la maladie était grave : les caisses sonnaient creux, le crédit était nul, la disette entretenait un état de misère qui risquait d'attiser la révolte... On pouvait, certes, rêver mieux pour un retour en grâce ! Mais le nom seul de Necker provoquait un subtil regain de confiance — mot-clé

**Sur France-Culture, à 19 h 30,
du lundi au vendredi,
MICHEL WINOCK commente
avec un historien
chaque épisode
de cette chronique de 1789.**

Mercredi 13 juillet :
« La chute de Loménie
de Brienne »,
avec Roger Dupuy
Jeudi 14 juillet :
« La Société des Trente
et l'opinion publique »,
avec Roger Dupuy.

de toutes les conjonctures financières ! Sa rente fit fortune en vingt-quatre heures, les effets publics de 30 % d'esprit général, convaincus de son utilité à la cause de l'Etat, lui puisa 2 millions dans sa propre fortune pour les prêter au gouvernement. L'exemple fut suivi : les notaires de Paris, notamment, firent une avance de 6 millions au Trésor. Vaillie que vaillie, il allait maintenir le monarchisme à flot jusqu'à la réunion des Etats généraux. Il pouvait donner carrière à toutes ses ressources de banquier qui avait su faire fortune, non pas comme les fermiers généraux en se payant sur le dos des contribuables — la ferme était la source habituelle des grandes fortunes, — mais dans de grandes spéculations commerciales, où il avait gardé une réputation intacte d'honnêteté. Sa maison, depuis son mariage en 1764, était ouverte aux plus brillants esprits de son temps. La philanthropie ambiante, sa religion protestante, le commerce qu'il entretenait avec les Lumières, lui avaient enlevé le goût du bien public. Mais Neckar, ministre désintéressé et homme de finances avéré, n'était peut-être pas exactement de l'étoffe des grands chefs d'Etat. Un caractère indécis, un désir de plaire à tous, peut-être une estime excessive de ses propres dons, virent le prédisposer à un optimisme naïf. Des futurs Etats généraux, il croyait devoir être le tuteur suprême. En fait, un engrenage implacable le tira en avant, qu'à son moment il ne se verra ni maître ni valet.

A la fin d'août 1788, l'absolutisme paraît avoir perdu une bataille décisive. Les notables ont été à l'origine de son ébranlement. Depuis le seizième siècle, clergé, noblesse et église, maître de robe, ont dû subir la main impérieuse du pouvoir royal, et ceux, qui a su jouer cartes et de tous les moyens : les sinécures versaillaises aussi bien que les embastillements. Ils ne sont pas fichés de la faiblesse nouvelle du pouvoir royal, à la faveur de laquelle ils espèrent recouvrer leurs anciennes prérogatives. Mais le problème juridique qui ronge la monarchie a contraint celle-ci à la réforme. Or, dans un sursaut équivoque, les parlements, le clergé, la noblesse, sont dressés contre les ministres du roi. Dans ce conflit, où les uns et les autres alternent dans le succès, un mot d'ordre s'est imposé : les États généraux. Evocation rusée. Personne, ni du roi ni des parlements, qui les premiers en parlent, ne désire réellement la convocation d'un conseil des trois ordres. Mais l'enchâssement des événements y oblige, la royauté, aux applaudissements candides des aristocrates. Chateaubriand résume d'une formule ce que les notables avaient déclenché sans le vouloir : *« Nous triomphons de la Cour dont tout le monde triomphait, et nous tombons avec elle dans le même abîme. »*

Demain : La Société des Trente et l'opinion publique (automne 1788).

**L'Algérie n'est pas favorable
à l'union politique avec la Libye**

[illegible][illegible][illegible]

Le Liban renouvelle ses conditions pour une paix avec l'Iran

[illegible]

**L'Action
de l'Action Française**

Les Nations unies, le Conseil
économique de l'O.N.U. et
l'Organisation pour
la Sécurité et la
Coopération Internationale
ont été créés pour
maintenir la paix et
la sécurité internationale.
Ces organismes ont
été créés pour
maintenir la paix et
la sécurité internationale.
Ces organismes ont
été créés pour
maintenir la paix et
la sécurité internationale.

Les agents militaires
 de la Gendarmerie et de la
 Police de Québec, ainsi
 que les autres autorités
 locales, ont été informés
 par la police de la
 capitale, que les
 membres du mouvement
 étaient en route de
 Québec vers la capitale.
 Les agents de la police
 de la capitale ont été
 informés par la police
 de Québec, que les
 membres du mouvement
 étaient en route de
 Québec vers la capitale.

3. La chute de Brienne



Etranger

Le Monde • Jeudi 14 juillet 1988 • 3

La première réunion de la commission maghrébine

L'Algérie n'est pas favorable à une union politique avec la Libye

ALGER
de notre correspondant

Chargée de « mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'édification du Grand Maghreb », la commission de « réflexion, d'animation et de coordination » devait se réunir, pour la première fois, le mercredi 13 juillet, dans la capitale algérienne. Elle avait été créée lors du sommet des cinq chefs d'Etat du Maghreb, le 10 juin à Alger.

De source algérienne, on indique que cette réunion de la commission est plus destinée à établir « une méthodologie commune pour la construction de l'ensemble maghrébin » qu'à traiter de problèmes spécifiques. La commission pourrait être amenée à se réunir régulièrement par rotation dans les capitales des cinq pays voisins.

La première réunion intervient au lendemain de la visite en Libye du premier ministre tunisien, M. Hedi Baccouche, qui a rencontré, à Syrte, le colonel Kadhafi, et une semaine après la signature, à Rabat, d'un accord de coopération entre le Maroc et l'Algérie. La normalisation entre les deux pays est maintenant effective deux mois après la reprise des relations diplomatiques, le 16 mai.

Cette réunion a lieu également une quinzaine de jours après la visite en Algérie du commandant Djalloul, le numéro deux de l'Etat libyen, au terme de laquelle un communiqué diffusé par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS) évoquait, à nouveau, l'union entre l'Algérie et la Libye et l'indispensable consultation préalable des masses populaires. En fait, il s'agit aujourd'hui de rendre public le document de travail proposé à l'examen des directions politiques des deux pays, l'an passé, après la visite du commandant Djalloul.

Apparemment enterré pendant un an, ce texte, articulé autour de l'intégration économique et de la

création de structures étatiques de coordination présidées alternativement par chacun des chefs d'Etat, est ressorti des cartons après le sommet maghrébin. Etait-il temps de faire un geste en direction du colonel Kadhafi pour le remercier d'avoir participé aux deux sommets arabe et maghrébin du mois de juin et le maintenir en bonnes dispositions d'esprit pour la présente réunion ? Tous jours est-ce la position algérienne ne semble pas avoir varié : plutôt l'unité fondée sur la complémentarité économique que l'union politique pure et simple comme la prône le « Guide » de la révolution libyenne.

Texte soumis à référendum

Soumettre le texte à la consultation des masses et l'enrichir ne signifie pas autre chose que d'organiser des débats populaires dans l'esprit de ceux qui avaient précédé l'enrichissement de la Charte nationale algérienne au deuxième semestre de 1985. Selon cette logique, il devrait être tenu compte de l'opinion des citoyens, et le texte serait reformulé avant d'être finalement soumis à référendum, ce qui ne pourrait, de toute évidence, intervenir au mois de septembre comme le précisait le communiqué de l'APS.

Car cette année s'achève sur le sixième congrès du parti, qui désignera son secrétaire général, candidat unique à la présidence de la République lors d'un scrutin au début 1989. Toutes les énergies politiques sont tendues vers cette échéance. Il paraît impossible d'organiser deux consultations populaires, l'une nationale, l'autre régionale. Alger, qui milite maintenant ostensiblement pour le consensus maghrébin, doit continuer de composer avec toutes les susceptibilités. Celle du colonel Kadhafi exige une attention particulière.

FREDERIC FRITSCHER.

AFRIQUE DU SUD

L'exécution des « six de Sharpeville » est reportée « sine die »

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, a annoncé, dans un communiqué rendu public le mardi 12 juillet, que l'exécution des « six de Sharpeville », fixée au 19 juillet, était reportée sine die. Cette nouvelle suspension permettra à ces cinq hommes et à cette femme d'utiliser toutes les voies de recours possibles à leur disposition », précise le communiqué.

Après le refus de la Cour suprême de Pretoria de rouvrir leur procès, le 13 juin, la défense avait interjeté appel de cette décision, le 4 juillet. Le président de cette juridiction ne pouvant se prononcer avant l'expiration du sursis à exécution, les autorités judiciaires en ont donc accordé un nouveau, illimité, le troisième en quatre mois.

Les six condamnés devaient normalement être exécutés le 17 mars dernier pour le lynchage d'un conseiller municipal le 3 septembre 1984, le premier jour de la révolte dans les townships. Ils avaient obtenu, in extremis, un report d'un mois après que la défense ait fait valoir que l'un des témoins à charge

s'était rétracté et que ses accusations avaient été obtenues sous la menace de la police. La demande de réouverture du dossier avait alors permis aux « six de Sharpeville » de bénéficier d'un nouveau sursis jusqu'à ce que la Cour suprême se prononce, ce qu'elle fit le 13 juin en rejetant la requête. Elle avait donc fixé une nouvelle date pour la pendaison, le 19 juillet.

Désormais, il faudra attendre que le président de la cour d'appel se prononce à son tour. En cas de nouveau refus, les avocats des six condamnés pourraient adresser une dernière requête au chef de l'Etat, qui pourra soit saisir la justice, s'il estime qu'il y a des éléments nouveaux qui justifient un réexamen de l'affaire, soit commuer la sentence. Le président Pieter Botha avait, une première fois, refusé de faire usage de son droit de grâce.

Si les « six pariares », comme les ont appelés certains mouvements anti-apartheid, bénéficient, une fois encore, d'un nouveau répit, ils n'ont pas définitivement échappé à la potence. Leur sort ne sera connu qu'au terme de la procédure judiciaire qui prendra sans doute plusieurs mois.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Plus de ségrégation dans les trains de banlieue sud-africains. — Après une première expérience tentée il y a six semaines au Cap, les autorités ont décidé de mettre un terme à toute discrimination raciale dans les trains de banlieue circulant dans les quatre provinces d'Afrique du Sud. Toutefois, ces nouvelles mesures ne s'appliqueront pas aux trains de grande ligne. « Le temps est venu, a dit le responsable des transports en commun, d'effacer tous ces symboles discriminatoires. » Cette réforme a suscité la colère de l'extrême droite.

ANGOLA : M. Savimbi en Allemagne fédérale. — Le chef de l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, en visite en Allemagne fédérale, a été reçu, le lundi 11 juillet, à Munich, par le président de l'Union chrétienne sociale (CSU), M. Franz-Joseph Strauss, puis à Bonn par le conseiller pour les affaires étrangères du chancelier Kohl. Le chef du mouvement rebelle va déposer une demande de visa pour le Portugal bien que les autorités de Lisbonne aient déclaré qu'il lui serait refusé. — (AFP.)

Après l'expulsion de l'ambassadeur américain à Managua

Washington riposte en renvoyant l'ambassadeur du Nicaragua

Comme on pouvait s'y attendre après la décision du gouvernement sandiniste d'expulser l'ambassadeur américain au Nicaragua et sept de ses collaborateurs (le Monde du 13 juillet), Washington a vivement réagi. Le président Ronald Reagan a annoncé lui-même, mardi 12 juillet, depuis la Maison Blanche, qu'il avait demandé au département d'Etat de « renvoyer l'ambassadeur [du Nicaragua] et sept « camarades » chez eux ». « Nous leur rendons la monnaie de leur pièce », a-t-il expliqué aux journalistes présents, en précisant toutefois que cette mesure ne signifiait pas pour l'instant une rupture diplomatique.

Cependant, la décision d'expulser l'ambassadeur nicaraguayen aux Etats-Unis, M. Carlos Tunnerman, reste pour l'instant largement symbolique. M. Tunnerman est en effet représentant permanent de son pays à l'Organisation des Etats américains (OEA) dont le siège est à Washington ; il pourrait donc y rester à ce titre, sinon cela ne manquerait pas de soulever un épineux problème juridique.

Justifiant la colère de Washington (le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, avait parlé la veille d'« outrage intolérable » le porte-parole du département d'Etat, M. Oakley, a déclaré, mardi, que le régime sandiniste avait « violé presque quotidiennement son engagement à démocratiser le pays », pris le 7 août 1987 lors de la signature à Guatemala du plan de paix pour l'Amérique centrale. C'était une allusion à la double offensive menée en début de semaine par les sandinistes, à la fois contre les Etats-Unis, dont ils accusent les représentants d'« ingérences flagrantes », et aussi contre l'opposition interne.

Le même jour la station de radio catholique, Radio Católica, a été fermée et le journal indépendant, la Prensa, suspendu officiellement pour une quinzaine de jours. Et, selon des informations recueillies par des diplomates américains, une quarantaine d'arrestations d'opposants auraient suivi la manifestation qui s'est tenue ce week-end à Nandame au sud de Managua.

Ces expulsions de diplomates, qui mettent brutalement fin à une période de calme relatif dans les relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua, coïncident également avec un regain de tension militaire entre l'armée sandiniste et les rebelles de la Contra. Deux des dirigeants de la Résistance nicaraguayenne (RN) ont déjà prédisé mardi, depuis Miami, la reprise de combats. Cela paraît d'autant plus inévitable que les négociations de paix, après plusieurs rencontres prometteuses à haut niveau entre sandinistes et « contras », sont à nouveau suspendues depuis plusieurs semaines.

Soulignant l'état d'affaiblissement dans lequel se trouve la Contra, depuis qu'en février dernier le Congrès américain a rejeté toute aide militaire, M. Adolfo Calero, membre du directoire de la RN, a ainsi rejeté la responsabilité des derniers événements sur Washington « qui a été à la résistance la force dont elle avait besoin pour obliger les sandinistes à venir à la table des négociations ». C'était apporter de l'eau au moulin de la Maison Blanche, qui n'a jamais souscrit que du bout des lèvres aux accords de paix de Guatemala. Le président américain a lui-même évoqué, sans autre explication, la possibilité de « nouvelles mesures » de rétorsion à l'encontre de Managua. — (Reuters, AFP.)

Après ses nouvelles victoires militaires

L'Irak renouvelle ses conditions pour une paix avec l'Iran

Après la « libération totale » de la région de Zoubeidate dans le sud-est de l'Irak, le mardi 12 juillet, par l'armée irakienne et le retrait des forces iraniennes le même jour de la ville kurde de Halabja, Bagdad a renouvelé ses conditions pour une paix avec l'Iran, en menaçant de continuer à porter des coups « sévères » au régime de Téhéran si celui-ci refuse de mettre fin à la guerre. L'état-major de Bagdad a rappelé à cette occasion les cinq conditions plusieurs fois posées par le président Saddam Hussein pour une telle paix, ajoutant que le régime irakien « n'a désormais plus qu'à accepter ces conditions ».

L'état-major irakien a une fois de plus énuméré ses conditions, formulées pour la première fois en août 1986 : retrait total et inconditionnel de l'armée iranienne du territoire irakien ; échange des prisonniers de guerre ; droit de l'Irak de profiter entièrement des eaux du Chatt el Arab et de celles du Golfe et obligation pour l'Iran de se comporter d'une manière positive et responsable vis-à-vis des pays arabes du Golfe ; signature d'un traité de paix et de bon voisinage ; non-ingérence dans les affaires intérieures pour que tous les pays de la région, y compris l'Irak et l'Iran, vivent en paix, dans le respect de leurs choix politiques respectifs.

L'Irak a annoncé d'autre part que son armée occupe « provisoirement » une zone de 4 000 kilomètres carrés en territoire iranien, à la suite de son offensive qui a permis, mardi, la libération totale de la région de Zoubeidate. Le directeur du département politique du ministère irakien de la défense, M. Abdel Jabbar Mohsen, a affirmé dans une conférence de presse que les forces irakiennes avaient pénétré, « pour des raisons techniques », de 40 kilomètres en profondeur dans le territoire iranien sur un front de 100 kilomètres, mais envisageant de se retirer dans quelques jours. M. Abdel Jabbar a d'autre part confirmé le retrait des troupes irakiennes de la localité kurde de Halabja, mais a précisé qu'elles étaient toujours installées « dans la région surplombant cette localité ».

A Téhéran, le commandement général iranien avait indiqué, mardi, que ses forces armées avaient « jugé bon » de se retirer de Halabja « en raison des circonstances critiques actuelles ». Peu après, le gouvernement iranien, dans un communiqué lu à la radio de Téhéran, affirmait que ce retrait était le résultat d'« un plan réfléchi du commandement général afin de mobiliser les forces pour la défense des régions plus vitales du territoire », en soulignant que les tout prochains mois seront décisifs pour la « défense sacrée » du pays contre le « monde des infidèles ». Le communiqué ajoute que « les forces d'oppression internationales, en particulier les Etats-Unis et la réaction régionale, qui considèrent la révolution islamique comme une épave dans leurs yeux, ont mobilisé tous leurs moyens pour nous faire capituler ».

L'affaire de l'Airbus iranien

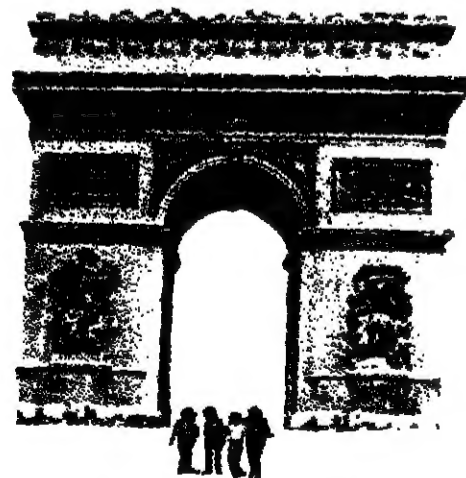
Aux Nations unies, le Conseil de sécurité de l'ONU a ajourné à jeudi l'ouverture, prévue mardi après-midi, de ses travaux sur l'affaire de l'Airbus iranien abattu il y a dix jours dans le golfe Persique par la marine américaine. Un nouveau document a été versé au dossier de cette affaire, avec la reconnaissance officielle par le Pentagone du fait que l'Airbus ne descendait pas vers le croiseur Vincennes, contrairement à ce que les autorités militaires américaines avaient d'abord affirmé. Le Pentagone accepte désormais les informations fournies par deux navires de guerre américains qui se trouvaient près du Vincennes lors du drame et qui ont rapporté que l'avion iranien avait un vol soit descendant soit horizontal.

Un nouvel incident a opposé, mardi, Américains et Iraniens dans les eaux du Golfe. Deux hélicoptères de la marine américaine ont échangé des tirs avec deux vedettes iraniennes qui attaquaient un pétrolier panaméen, l'Universal Monarch, dans le centre du golfe Persique. Selon le Pentagone, l'incident est demeuré sans suite, les hélicoptères n'ayant pas subi de dégâts. On ignore si les vedettes iraniennes ont été touchées. — (AFP.)

1789
1989

SALON DU CITOYEN

JUILLET 1989 PARIS



Le grand rendez-vous des Services Publics à la rencontre des Citoyens...

1989... en route vers un Etat Moderne.

Dans le cadre d'une Grande Exposition les Citoyens découvrent l'ensemble des Services Publics, les Grandes Administrations, les Institutions, les Sociétés Nationales.

La Fonction Publique change de visage.

Les Agents Publics rencontrent les Usagers.

Réalisation : RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE 7 Bis, Place du Palais Bourbon 75007 PARIS Tél : (1) 47.53.93.16.

Demain... Le Service Public
Tremble et change
d'automne 1989

● **COLOMBIE** : nouveaux incidents meurtriers. — Vingt-cinq personnes ont trouvé la mort, le mardi 12 juillet, en Colombie. Une quinzaine de militaires et un nombre inconnu de rebelles ont été tués dans un affrontement entre l'armée et le mouvement Coordination nationale de la Guérilla (CNG) dans la province d'Antioquia. A Medellín, des coups de feu très près des inconnus ont fait quatre morts, tandis que des attaques attribuées à la guérilla ont causé la mort de plusieurs personnes.

**La Fondation Nationale pour
la Prévention des Risques Naturels**

Contact : Olivier MEYER, Secrétaire Général
Tél. : (1) 40.54.28.00.

Un outil privilégié de la communication entre la Région et ses 913 partenaires : Info-Maire, un périodique qui profitera de l'opportunité de Mairie-Expo pour présenter son nouveau « look » et sa nouvelle périodicité.

Surveiller, éduquer les promeneurs, prévenir les imprudents, traquer les pyromanes, telle est la mission des jeunes « Casques Verts » symbole d'une saine occupation dans le cadre d'un « mécénat vert ».



18, rue Claude-Veyron
69007 LYON
Tel 72 73.46.76

Avec ce niveau record, les investissements locaux représentent aujourd'hui près des 3/4 du total des investissements publics et 12 % du total de la FBCF française.



De même, les établissements prêteurs se sont diversifiés autour d'Etablissement de référence, le Crédit Local de France.

Rendez-vous le 14
Par G. G. G. G. G.
PAGE 10



MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO88

CNIT PARIS - LA DEFENSE

Rendez-vous le 14 juillet 1989

Par Christian PELLERIN
P.D.G. du Groupe SARI

Bientôt le CNIT, Centre des Nouvelles Industries et Technologies, retrouvera sous sa voûte majestueuse, dans le respect d'une architecture extérieure épurée, les fonctions économiques qui lui avaient été attribuées à l'origine de sa construction. Il avait été édifié pour être « au service de l'industrie française et de sa productivité ». Il le sera plus encore, au-delà même des espérances de ses premiers auteurs, son objet pourtant clair, n'ayant pas été totalement rempli.

fiants des structures adaptées aux ambitions des entreprises et à l'emploi des plus hautes technologies de gestion et de communication.

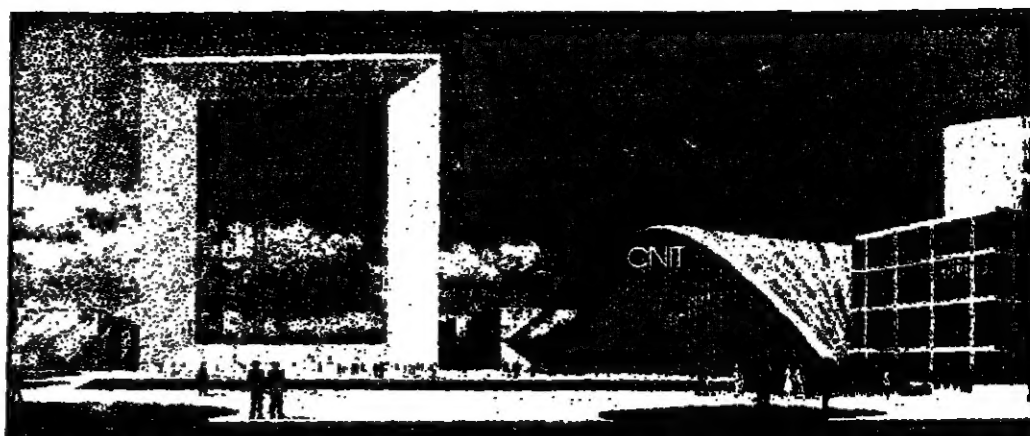
Le CNIT voici 30 ans, a été, lors de son édification, décrié, critiqué, disqualifié. On rapporte à son sujet des propos qui font aujourd'hui sourire ! Faudra-t-il en entendre à nouveau ? Tout est possible... Il est des esprits chagrins qui partent, en tous temps, récusent par habitude la novation et la réalité.

Mais l'histoire donne finalement raison à ceux qui entreprennent : encore faut-il que par l'usage, la vitalité et l'expansion, les initiatives soient justifiées et, par la clairvoyance, impose une juste appréciation des contraintes du moment et des buts à atteindre.

On sait l'attachement que j'éprouve à l'art de construire, comme à l'architecture. Je crois avoir démontré par nos ouvrages que je n'étais assujéti à aucune idéologie et savais m'écarter des querelles d'écoles ; je demeure pragmatique. On comprendra à cela que le CNIT, appelé à devenir un instrument fonctionnel exemplaire, servira dans ses formes intérieures la beauté de sa voûte et celle de ses façades, la réputation de ses maîtres d'œuvres et d'ouvrages et de ceux qui, pour le compte de l'administration et des bâtiments de France, en ont approuvé le nouveau dessin. Est-ce présomptueux d'espérer que la SARI, ses associés et les collaborateurs, qui autour de moi contribuent avec passion à la renaissance du bâtiment, en soient pour leur part remerciés, au terme des travaux le 14 juillet 1989.

Christian PELLERIN
Président-Directeur
Général du Groupe SARI

Par un équipement intérieur ambitieux, fonctionnel, dense et puissant, il s'ouvrira 365 jours par an au développement des affaires et des échanges internationaux, en of-



En 1989, le CNIT renoué deviendra, le cœur de La Défense. En effet, il accueillera un ensemble d'équipements au service des entreprises installées sur un site qui constitue déjà le plus grand pôle tertiaire en Europe.

Premier équipement : l'informatic, la cité des affaires de l'informatique, où 150 entreprises d'informatique, de bureautique et de télécommunications présenteront, en permanence, les matériels et logiciels destinés aux marchés de la communication.

Deuxième équipement : le « World trade center » qui regroupera, sur 40 000 mètres carrés, tous les services indispensables aux entreprises et aux agents intervenant dans le domaine des échanges internationaux.

Troisième équipement, enfin : le centre de congrès avec 30 000 mètres carrés de surface d'exposition divisibles, des salles et auditoriums et un complexe hôtelier de haut niveau. Cet ensemble d'équipements fera du CNIT, le nouveau Palais de l'économie, de la

technologie et de l'entreprise.

Dans un rayon de quelques centaines de mètres autour du CNIT, prendront place, par ailleurs :

— une cité ludique et aquatique dans le nouveau quartier Valmy avec un ensemble hôtelier de 600 chambres,

— une cité de l'automobile à côté du centre commercial des Quatre Temps avec un musée et un centre d'exposition des principales marques.

HYMNE

LA MARSEILLAISE...
DE MARSEILLE

Parti de la Salle du Jeu de paume phocéenne... la Marseillaise : « un chant de guerre devient hymne national ».

Des murs lépreux, une corniche mal recouverte d'une peinture bleu sale : c'est là, au 25 de la rue Thubaneau, au cœur du quartier arabe de Marseille, qu'est née « La Marseillaise ». C'est de là tout au moins, de cet immeuble ravagé par le temps et transformé désormais en hammam, qu'un banal chant patriotique est parti sur les chemins qui devaient le conduire au rang d'hymne national...

On était en juin 1792. La Révolution avait trois ans et la fragilité de son âge. Malgré le veto de Louis XVI, l'Assemblée législative avait donc décidé de constituer un camp de vingt mille hommes près de Paris. Et, chose promise (au Ministre de l'Intérieur Roland) chose due, l'avocat Barbaroux avait entrepris d'envoyer un contingent marseillais afin de le soutenir. Cinq cents hommes se regroupèrent donc dans cet immeuble de quatre étages de la rue Thubaneau qui abritaient, depuis deux ans, la salle du Jeu de Paume phocéenne. Et attendirent l'arrivée de deux députés venus de Montpellier pour convenir d'une date de départ commune aux bataillons constitués dans chacune des deux cités méditerranéennes.

L'un s'appelait Henri GOGUET, l'autre François MIREUR. Et si l'histoire a oublié leurs noms, elle a retenu que leurs poches étaient bourrées d'exemplaires du chant de guerre composé deux mois plus tôt par Rouget de Lisle et chanté seulement, jusqu'à lors, chez le Maire de Strasbourg H. DIETRICH.

On ne l'appelait encore que « Chant de guerre pour l'armée du Rhin ». Et une plaque de marbre gris, plantée entre deux fenêtres de l'immeuble, vient aujourd'hui encore le rappeler aux rares curieux qui passent par là :

« Ici fut chantée pour la première fois à Marseille, par François MIREUR, l'hymne de Rouget de Lisle (un capitaine du Génie qui n'était pas un vrai révolutionnaire et quitta très tôt le service pour ne pas trahir son serment au roi) dut attendre la Monarchie de juillet ».



Robert P. VIGOUROUX, Maire de Marseille et le sculpteur CESAR travaillent actuellement sur un projet de monument dédié à la Marseillaise et qui prendrait tout naturellement place dans la ville de Marseille l'année prochaine.

Martelé tout au long du chemin, il devint, en arrivant aux Tuileries, ce « Chant des Marseillais » que Dumouriez fit entonner à ses troupes, un moment découragées, aux combats de Jemmapes. Et se transforma purement et simplement, après l'insurrection du 10 août, en « Marseillaise ».

De ce chant-là, officialisé hymne national par un décret du 26 messidor an III (14 juillet 1795), rien n'a changé. Sinon le dessin mélodique qui a été régularisé, et le septième couplet (dit

« des enfants »), que l'on a ajouté ultérieurement... Quant à l'immeuble de la rue Thubaneau, son heure de gloire dura quelques temps encore. Pas longtemps. De siège de l'Assemblée des « Amis de la Constitution », il se transforma d'abord en « Club des Jacobins » qui accueillit le poste de commandement de la Révolution à Marseille. Puis devint, après la Terreur, un théâtre où l'on donnait un spectacle quotidien de comédies et de vaudevilles. Et de salle de concert enfin, il se mua en établissement de bains après qu'un incendie en ait dévoré la toiture en juin 1834. Symbole d'un centre-ville en pleine mutation sociologique, le voilà aujourd'hui hammam...

Aussitôt imprimé, on le distribua à chaque soldat du bataillon marseillais qui le chantèrent, avant de partir vers la capitale, sous les vivas d'une foule rassemblée autour de l'Arbre de la Liberté récemment planté sur le Cours Saint Louis.

C'était le 2 juillet 1792.

AVEC
L'ARBRE
JE SUIS
100%
MAIRE

BULL, un des tout premiers groupes informatiques, bureautique et télématique européens, est aussi le premier partenaire informatique des mairies, des départements et des régions.

BULL propose une offre cohérente dans tous les domaines du traitement de l'information : et participe ainsi à chacun des événements de la vie du citoyen : état civil, élections, culture, santé, cadastre, informations, aide sociale.

Pour une maîtrise de ses données, BULL se charge de la gestion des stocks, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Du micro-ordinateur aux grands systèmes, il existe une solution BULL adaptée à la taille de toutes les collectivités.

Avec BULL, l'y gagne, les mairies y gagnent, les administrés y gagnent à 100 %.

Pour tous renseignements, télé-phoniez à l'Agence BULL, ou contactez Collectivités Verticales, au (01) 39.02.48.37 ou (01) 39.02.56.61.



CENAT

notre patrimoine forestier



ombardiers les hélicoptères à intervenir devant le courageant le feu

Surveillance permanente des incendies... des agents de la Gendarmerie... de la forêt

Le CNIT... le développement des affaires et des échanges internationaux, en of-

DIT

IENTS LOCAUX
I RECORD EN 1988

A travers correspondants BUL pour l'année 1988, les villes ont obtenu des records de performance.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

Les villes ont obtenu des records de performance dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, de la gestion du personnel, de la gestion financière, et de la comptabilité en un mot de toutes les affaires courantes.

MAIRIES DE FRANCE
MAIRIE-EXPO88

CONFLANS SAINT-HONORINE

UN PROJET D'ENTREPRISE POUR UN MEILLEUR SERVICE PUBLIC

« Une démarche de projet d'entreprises dans une mairie peut paraître originale et même quelque peu inappropriée pour un service public... » C'est Michel Rocard, lui-même, qui le disait en présentant en janvier 87 son projet d'entreprise, en compagnie de son Premier Adjoint, Jean-Paul Huchon, devenu son directeur de cabinet à Martignon. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine ajoutait aussitôt : « Il n'y a pourtant aucune contradiction à mettre derrière le mot entreprise, le mot performance et derrière le mot qualité, dans une mairie comme ailleurs ». Et il est vrai que dans une certaine mesure, la mairie de Conflans-Sainte-Honorine est une grande entreprise avec 650 agents. C'est même la 2^e entreprise de la ville, qu'il faut gérer au mieux.

LA PARTICIPATION DE TOUS LES AGENTS

Les responsables de services ont animé 69 groupes d'expression entre février et mai 87. Plus de 550 participants ont pu s'exprimer sur le fonctionnement de leur service, leurs relations avec les élus... Selon le secrétaire général, Marie-Renée Toullec, trois types de problèmes préoccupent les agents : les conditions et l'organisation du travail, les relations internes (avec les élus, l'encadrement...) et enfin l'information et la communication.

Une seconde étape a démarré en juin 87 avec l'organisation de journées interactives permettant questions et réponses en direct et en toute confidentialité. Basée sur le volontariat, la participation à ces journées a été excellente puisque 75 % des agents y ont assistés et 217 questions ont été posées. Michel Rocard attribue le succès de ces journées à la transparence de la démarche, la non-censure de l'expres-



Michel Rocard, Maire de Conflans-Sainte-Honorine et Jacques Toubon, Maire de Lyon, ont choisi la Mairie de Conflans pour le stand de La Caisse des Dépôts et Consignations à Mairie Expo 88.

sion, l'écoute et le dialogue entre agents et élus. A partir de là, Marie-Renée Toullec a eu la conviction que le message avait été compris et qu'il serait relayé dans la mairie.

DES PROPOSITIONS CONCRETES

En effet, dès la rentrée de

septembre 87, des commissions créatives ont été mises en place pour trouver des réponses concrètes aux problèmes soulevés pendant les journées interactives. Ces séances de travail ont fait l'objet de rapports — « Des solutions pour l'amélioration des services » — présentés aux élus et à l'encadrement.

Le projet d'entreprises est donc en voie d'achèvement et se compose de deux volets : un plan d'action à court terme reprenant les propositions avalisées par le maire et une description plus qualitative du fonctionnement de la mairie, sorte de règles du jeu interne. Pour crédibiliser la démarche, des mesures d'accompagnement avaient été prises : information du personnel sur le budget, octroi à 100 agents d'un crédit de 1 000 F chacun pour améliorer la qualité de ses conditions de travail, actions de formation...

LA MAIRIE DE L'AN 2000

Encore très orienté vers le fonctionnement interne de la mairie, le projet d'entreprise doit aboutir à l'amélioration de la qualité du service public. En instituant un véritable management participatif, c'est la mairie de l'an 2000 que préparent Michel Rocard et son équipe.

FETES ET CEREMONIES



Le Maire de NEW-YORK, Edward L. KOCH, a reçu au CITY HALL de NEW-YORK, Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO. Le Premier Magistrat lui a fait les honneurs de l'Hôtel de Ville, lui faisant visiter notamment le service de presse. Le Commissaire Général de MAIRIE-EXPO lui a fait part de son souhait de le recevoir comme invité d'honneur à MAIRIE-EXPO MARSEILLE. N'oubliant pas qu'Alain TRAMPOGLIERI est aussi Conseiller Municipal à SAINT-TROPEZ, Edward L. KOCH lui a demandé spontanément des nouvelles de Brigitte BARDOT.



Alain POCHER, Président du Sénat, a remis à Marins BROUSSIER le prix Roland POZZO DI BORGO le sacrant père le plus méritant de France. Monsieur et Madame BROUSSIER ont élevé 17 enfants. Il est aussi Maire de la commune de RANG DU FILIER, une commune de 3 500 habitants du Pas de Calais. Roland FAURE, Président de RADIO FRANCE, avait tenu à venir féliciter ce couple méritant et le « Père Maire » le plus méritant de France.



Mireille MATHIEU vient d'enregistrer l'Hymne National accompagnée par l'Orchestre Symphonique de la Garde Républicaine, placé sous la direction du Colonel Roger BOUTRY. L'Hymne de la Liberté dit « des Marseillais » (1792) de Rouget de Lisle arrangé à grand cœur et orchestré par Gossec sera un enregistrement de 4'35 de prestige qui sortira en décembre prochain. Ce sera un des grands événements de 1989, année du Bicentenaire.



Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, qui a choisi Mireille MATHIEU comme Mariamne 88 assistait à cet enregistrement.

Le Tour de France du tableau SAINT-THOMAS s'est terminé début juillet à TOULOUSE où Christian PELLERIN, Président Directeur Général de la SARI était accueilli par le Député-Maire de la ville, Dominique BAUDIS.

MAIRIES DE FRANCE
Réalisation : Christian HOYOS
Photocomposition : Flash Compo
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE
7 bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS - Tél. (1) 47.53.93.16
Prochaine parution : 8 septembre 1988

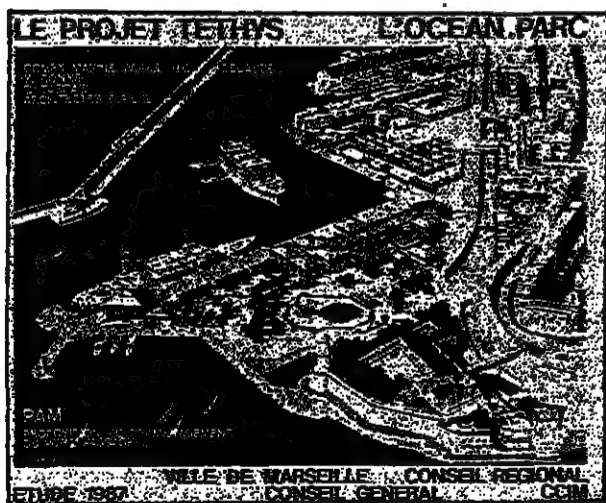
MARSEILLE
LE DYNAMISME AVEC LA MER

Née de la mer, après avoir peut-être trop tourné le dos à l'horizon qui l'ouvre sur le Monde, Marseille mire son nouvel avenir dans l'eau de son port.

Eclosion de projets nés de l'imaginaire des architectes, discussions et débats, prises de position, tout s'agit derrière les grilles du port autonome pour la restructuration d'espaces portuaires jugés très urbanisables...

L'idée n'est pas nouvelle. Dès 1973, on avait osé proposer l'implantation d'un palais des Congrès, sur ces cinq hectares magiques, au pied du Fort Saint Jean, face au Fort Saint Nicolas, à l'entrée du vieux port. C'était bien trop tôt pour demander au port l'éventuel abandon de ce terrain.

D'ailleurs, le Maire de Marseille Robert VIGOUROUX, refuse avec force toute idée qui serait, si peu soit elle, contraire aux activités du port. « Marseille tire une part prépondérante de ses emplois directs et indirects de l'activité portuaire. Je suis bien sûr favorable, dit-il à toute idée novatrice, susceptible de renforcer cette activité primordiale. Tout doit être fait pour développer le trafic marchand, et le trafic passager dont on sous-estime l'importance ».



« OCEAN PARC »

Le projet des architectes Yves BONNEL et Bernard TARRAZI et de la COMEX, Robert P. VIGOUROUX ne cache pas l'intérêt qu'il porte à ce projet. 1 million de visiteurs pourraient ainsi découvrir Marseille.

Trois projets sont sortis des cartons, et soumis par l'initiative du Grand Quotidien de Marseille « Le Méridional » à l'appréciation de ses lecteurs.

André STERN, Architecte a beaucoup construit en Afrique. Il jette le premier le pavé dans la mare et propose un vaste port de plaisance entouré d'un ensemble bureaux-commerces. Un geste architectural non sans souffle qu'il appelle le Triangle Or Bleu.

Atelier 9. Groupe pluridisciplinaire d'architecture et d'urbanisme, propose

née. De plus, je souhaite également que le Port soit plus ouvert aux Marseillais et le projet Thetys-Océan Parc crée les conditions d'accueil indispensables à ces retrouvailles.

Les Marseillais jugeront-ils ?... Il reste aux décideurs, Port autonome, ville de Marseille de prendre la mesure du temps et savoir écrire vite, très vite cette nouvelle page de l'histoire du Port de Marseille.

Pour sa part, le Maire Robert VIGOUROUX est tout prêt à être dans cette partie, un partenaire actif.

une vaste réflexion sur tout le domaine portuaire urbain, du Fort Saint Jean à l'estaque, plus de 200 ha livrés la reconversion. Une dimension internationale dans cette proposition qui prévoit également des logements, et la relocalisation de centres de décisions tels que Mairie, Hôtel de région, Foire de Marseille, Palais des Congrès, etc...

La prestigieuse Société COMEX, présidée par H.G. DELAUZE, et les architectes Y. BONNEL et B. TARRAZI avec le projet « Océan Parc » apportent l'idée forte d'un parc à terme autour du « sous-marin ». Plus d'un million de visiteurs pourraient ainsi découvrir les charmes de Marseille en venant pour le parc.

Robert VIGOUROUX ne cache pas l'intérêt qu'il porte à ce type de programme. Je retrouve, dit-il dans cette proposition « un ensemble tout à la fois susceptible de rénover l'image de notre ville et celle de son port, mais aussi de conserver à ce site le caractère portuaire indispensable. Je suis très attaché à la création proposée d'une gare maritime de croisières qui devrait permettre à notre ville de devenir une des principales escales en Méditerranée ».

Les députés du Haut-Karabagh le rattachement de leur région

Les députés du Haut-Karabagh, région d'Arménie, ont voté le rattachement de leur région à l'Arménie. Cette décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

La décision a été prise à l'unanimité lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale du Haut-Karabagh. Les députés ont souligné l'importance de cette décision pour la stabilité et la paix dans la région.

Europe

URSS

Les députés du Haut-Karabakh ont proclamé le rattachement de leur région à l'Arménie

Les députés arméniens de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh ont pris, le mardi 12 juillet, une décision sans précédent dans l'histoire de l'URSS : ils ont décidé de proclamer unilatéralement que leur région, rebaptisée de son nom arménien Artsakh, ne faisait plus partie de l'Azerbaïdjan et serait rattachée à l'Arménie. Cette décision, votée dans le bâtiment du Soviet de la région entouré par la troupe, la place dans l'illégalité au regard de la Constitution soviétique, telle du moins qu'elle est comprise à Moscou.

MOSCOU
de notre correspondant

Deux fois déjà, en février et en juin, les députés du Haut-Karabakh avaient voté des textes « demandant » au Soviet suprême de l'URSS de se prononcer, la première fois sur leur rattachement à l'Arménie, la seconde sur leur rattachement provisoire à des autorités centrales.

Le présidium du Soviet suprême doit précisément se réunir prochainement pour étudier la demande présentée par ces députés il y a quelques semaines. La rumeur circule à Erevan que ce sera le 18 juillet. De toute façon, les Arméniens ont conclu, au retour de leurs députés à la récente conférence du PC, que cette réponse sera négative. Et ils ont décidé de prendre les devants : en Arménie, ils déclaraient une grève qui dure encore, tandis que dans le Haut-Karabakh les députés locaux déclaraient de mettre à profit leur prochaine session ordinaire pour voter leur sortie pure et simple.

« Cette décision est nulle et non avenue »
déclare un porte-parole à Moscou

Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré, le mercredi 13 juillet, à Moscou, que le présidium du Soviet suprême (parlement) d'Azerbaïdjan s'était réuni la veille, quelques heures après que le Nagorno-Karabakh ait unilatéralement déclaré qu'il se séparait de l'Azerbaïdjan.

« Le présidium du Soviet suprême d'Azerbaïdjan considère comme une violation des constitutions azerbaïdjanaise et soviétique la décision du conseil de gouvernement du Nagorno-Karabakh », a déclaré ce porte-parole. « En vertu de l'article 114 de la Constitution azerbaïdjanaise, le présidium a le droit d'annuler la décision de la région autonome. En conséquence, cette décision a été déclarée nulle et non avenue », a-t-il ajouté.

de l'Azerbaïdjan. Ce qu'ils ont fait mardi.

Selon un texte lu au téléphone à l'AFP par un des membres du comité Karabakh d'Erevan, M. Yalastian Hambartsum, la résolution, adoptée à l'unanimité par les cent deux députés arméniens présents à la session du soviet (qui en compte 144), prévoit :

- 1) de considérer que la région du Nagorno Karabakh ne fait plus partie de l'Azerbaïdjan ;
- 2) d'entamer les démarches visant à son rattachement pratique à la République d'Arménie, conformément au vote du parlement arménien du 15 juin dernier (celui-ci avait accepté d'accueillir « le Haut-Karabakh ») ;
- 3) de demander au peuple soviétique sa compréhension envers la décision prise ;
- 4) de donner à la région son nom arménien, Artsakh (karabakh est un nom turc signifiant « jardin noir ») ;
- 5) de demander aux journaux soviétiques de publier leur résolution.

Ce texte, qui a été communiqué à Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, et à Moscou, devait être publié mercredi dans l'organe du soviet local, *Sovietiki Karabakh*.

Des renforts de troupe avaient pris position dans la nuit précédant le vote à Stepanakert, le chef-lieu de la région, où l'élection avait été coupée et où l'armée soviétique entourait le bâtiment du soviet. Les habitants avaient reçu la consigne de ne pas sortir dans les rues. Le « comité Karabakh » de la région, tout comme celui d'Arménie, avait été officiellement dissous en mars dernier, mais ses activistes continuent à « coordonner » le mouvement, notamment la grève observée à Stepanakert depuis le 23 mai.

Ces activistes ont été décrits lundi par les *Investia*, l'organe du gouvernement soviétique, comme « une

certaine de jusqu'au-boutisme », prêts, si la situation venait à leur échapper, à provoquer des heurts avec la communauté azerbaïdjanaise de la région (quelque 40 000 personnes, contre 135 000 Arméniens) ou même avec l'armée qui y stationne depuis les heurts inter-ethniques de février dernier.

Le vote de mardi à Stepanakert peut ne pas changer grand-chose à la situation sur le terrain. En effet, les zones à concentration arménienne de la région vivent depuis des mois coupées de tout lien avec Bakou. Elles sont par contre reliées à Erevan par plusieurs vols quotidiens, ainsi que par quatre autobus qui précèdent les arméniens, font les 200 kilomètres séparant les deux centres une fois tous les deux jours, escortés par l'armée dans la portion du trajet passant en zone habitée par des Azéris.

Tout dépend en effet, non seulement de la réaction du Kremlin, mais aussi de celle de l'Azerbaïdjan. La situation y est « tendue en plusieurs endroits », a indiqué mardi à la presse le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Vadim Pavlov, se refusant à plus de détails.

Manifestations à Erevan

Les députés du Haut-Karabakh ont affirmé mardi dans leurs interventions précédant le vote que l'Azerbaïdjan ne dispose plus du « droit moral » de gouverner le Haut-Karabakh, où sont installés plus de 3 000 Arméniens réfugiés de Soumgaït, un nombre semblable ayant cherché refuge en Arménie. Le pogrom anti-arménien de Soumgaït, près de Bakou, avait fait fin février trente-deux morts, selon un bilan officiel.

A Erevan, dont la population était informée à l'avance des intentions des députés du Haut-Karabakh, l'annonce du vote a été accueillie par une explosion de joie des manifestants réunis, pour la troisième soirée consécutive, sur la place du bâtiment des archives. Selon les activistes arméniens, ce sont près de 300 000 personnes qui y étaient à nouveau rassemblées mardi soir et qui ont décidé de reconquérir leur grève entamée il y a huit jours.

Des estimations sur la proportion de grévistes et des consignes

pour le lendemain sont annoncées chaque soir au meeting. La grève a été suivie à « 70 % lundi et à 75 % le mardi et le sera à 90 % mercredi », assure le militant nationaliste Movses Gordislian.

Une réunion s'est tenue lundi soir au comité central du PC d'Arménie, décidant de « demander aux chefs d'entreprises de prendre des mesures pour le repos du travail et rattraper les pertes », a annoncé l'agence Tass. Des sources arméniennes ont précisé qu'une forte délégation du PCUS était arrivée lundi de Moscou et que certains de ses membres s'étaient rendus à Stepanakert.

La presse soviétique a de nouveau déploré mardi que les responsables du PC, en Arménie comme à Stepanakert, ne parviennent pas à « se faire entendre » des grévistes. Or, selon des sources concordantes à Erevan, le comité Karabakh aurait lui-même des difficultés à contrôler le mouvement, malgré sa propre radicalisation depuis février dernier.

Il aurait notamment tenté de s'opposer à l'occupation de l'aéroport, à laquelle la troupe avait mis fin il y a une semaine en faisant des dizaines de blessés et un mort par balle. Le porte-parole du comité Karabakh a exprimé mardi ses craintes qu'une « nouvelle provocation » n'amène les troupes à intervenir encore une fois, « donnant au président du Soviet suprême le prétexte voulu pour refuser, comme il en a l'intention, les demandes arméniennes ».

C'est un scénario plus optimiste qu'a évoqué mardi soir l'écrivain Zori Balyan, un des deux interlocuteurs arméniens de M. Gorbatchev à Moscou en février dernier. La réaction des autorités soviétiques aux deux premiers votes des députés arméniens était conforme au degré relatif de glissement et de démocratisation atteint dans le pays et pourrait être encore cette fois-ci, a-t-il affirmé. Les Arméniens du Haut-Karabakh peuvent, si on leur laisse la possibilité de se sentir autonomes en droit et de fait rattachés à l'Arménie, reprendre le travail. Bref, les rumeurs alarmistes, selon lui, ne sont pas nécessairement fondées. Un optimisme que d'autres habitants d'Erevan se gardaient d'afficher.

(Interim).

POLOGNE : la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev

Promenade insolite dans Cracovie

CRACOVIE
de notre envoyé spécial

S'il n'y avait pas eu, à l'entrée de chacune des rues menant au Rynek (la place du marché) de Cracovie d'infranchissables barrières de police, on se serait cru dans un décor d'opéra. Les pigeons occupaient le dallage sans aucune crainte. Derrière leurs états ambulants, les marchandes de fleurs arboraient leurs plus beaux costumes brodés. Les petites groupes de citoyens enthousiastes étaient alignés dans un ordre tout militaire et chacun ou presque avait en poche un exemplaire du livre de M. Gorbatchev à lui faire signer.

Si ces disciplines Cracoviennes n'avaient pas tous, à chaque instant, au réflexe de vous demander vos laissez-passer et de les examiner avec un professionnalisme éloquent, on aurait donc presque pu trouver la scène exquise. Car, débarrassée de toute population superflue, la grand-place du marché laissait mieux que jamais voir la majesté de ses six étages d'âge, rendus plus splendides encore par le silence qu'assurait la police.

Finalement, M. Gorbatchev est sorti du Wierzynek, le plus célèbre et plus vieux restaurant de Pologne. Il a traversé la place, et son goût des bains de foule, son évident désir de dialogue et de poignée de main, se sont heurtés aux applaudissements rythmés et aux sourires réglés. Cracovie était tenue à l'écart, officiellement pour éviter les embouteillages, mais en fait pour éviter l'imprévu.

Pourt-être les autorités polonaises avaient-elles craint un déploiement de banderoles intempestif demandant la régularisation de Solidarité ? Peut-être avaient-elles voulu empêcher un enthousiasme trop bruyant pour M. Gorbatchev et ses réformes, afin que cela ne vienne trop évidemment souligner que le général Jaruzelski ne bénéficie pas, lui, d'une sorte de mythe. Surtout, ces deux raisons ont joué, pour cette deuxième journée de sa visite en Pologne, M. Gorbatchev avait été placé en quarantaine de luxe.

Lorsqu'il a pénétré - premier dirigeant soviétique en exercice à entrer publiquement dans une église - dans la basilique pour admirer les bas-reliefs du triptyque surplombant l'autel, il n'y avait ainsi pas une âme qui vive, hormis deux jeunes religieuses rousses et deux vieillards déjà incrustés dans les bancs de bois. Les projecteurs de la télévision brillaient. Les « porte-fingues » de la sécurité bombaillaient le torse, la presse grattait furieusement ses carnets, et l'évêque auxiliaire de Cracovie détaillait l'histoire de ce chef-d'œuvre. Mais il n'y avait pas un bébé à embrasser, pas une main à serrer, pas de paroissiens ni de touristes, ni d'amateurs d'art.

Le secrétaire général a signé le livre d'or (« grand moment de la culture polonaise », etc.). Le général Jaruzelski en a fait autant (« grande œuvre de notre histoire ») et l'on est ressorti vers la Smolna noire, longue comme une salle du Kremlin, et dans laquelle M. Gorbatchev n'a pas eu le temps de sourire à des fonctionnaires dont la tension trahissait le calcul intérieur des heures « sup ».

Authentiques applaudissements

Le cortège a démarré, l'évêque auxiliaire a refusé de livrer ses impressions, on a été les barrières, les pigeons ont cédé la place aux pions et les vêtements brodés ont disparu. Tout cela avait sans doute été un rêve que les porte-parole officiels ont d'ailleurs énergiquement dissipé le soir en se félicitant de tant d'enthousiasme et de spontanéité populaire.

Il est vrai qu'entre temps MM. et Mmes Gorbatchev et Jaruzelski s'étaient rendus au château du Wawel, pour une rencontre en plein air avec les jeunes soviétiques et polonaises. Les rires étaient inépuisables, les chaises bien alignées, ces jeunes parfaitement représentatifs de leurs organisations officielles, et pourtant, là, quelque chose s'est produit. Puissant derrière son micro, convaincu de ce qu'il disait

et de la nécessité de convaincre, M. Gorbatchev a fait passer la force d'une volonté, transmise la fièvre d'un enthousiasme à ces carriéristes gominés, et son éloge de la « deuxième révolution mondiale depuis la naissance du socialisme » a fini par susciter d'authentiques applaudissements.

On a ensuite cédé la tribune à des groupes folkloriques et à Andrzej Roziewicz, le chanteur qui s'est taillé depuis un an un succès national avec sa chanson *Mikhaïl ! Mikhaïl ! Le printemps souffle de l'est, Mikhaïl ! Mikhaïl ! Tu construis un nouveau monde*. M. Gorbatchev batissait des mains en cadence ; M. Gorbatchev souriait sans fausse modestie, et ce débordement surveillé convenait parfaitement au général Jaruzelski qui a presque semblé content.

Sur la route de l'aéroport (la prochaine étape, mercredi, devait le conduire aux chantiers navals de Szczecin), le cortège s'est arrêté devant un immeuble qui a abrité, à la fin de la guerre, un hôpital improvisé dans lequel le père de M. Gorbatchev, blessé, avait été soigné. Propriété d'une paroisse, le bâtiment est aujourd'hui le siège des éditions catholiques Znak, l'un des bastions de l'opposition intellectuelle. Malgré l'heure indue - aucune organisation n'est sans faille - deux collaborateurs du groupe étaient encore là. M. Gorbatchev leur a serré la main, et a signé quelques exemplaires de revues qui ne sont pas exactement en odeur de sainteté au comité central polonais.

La matin, il avait visité, dans les montagnes du sud de Cracovie, le musée Lénine de Poronin, où le père du socialisme réel avait séjourné en 1913 et 1914. Député de gorbos, plaider en faveur de la « perestroïka » et des réformes politiques, devant d'autres socialistes professionnels, grand soleil sur les chapeaux des montagnards, et difficultés de M. Gorbatchev à concilier paves et talons aiguilles. Pour ce qui est du tourisme, c'était parfait, pour ce qui est de la politique, franchement brumeux.

BERNARD GUETTA.

GRÈCE : l'attentat contre le « City-of-Poros »

Sur une piste palestinienne

(Suite de la première page.)

Mohamed Rachid aurait été dénoncé aux Grecs par les services américains qui auraient exercé de très fortes pressions pour qu'il soit arrêté, au moins pour fausse identité.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Grèce a rencontré récemment à ce sujet le vice-premier ministre, M. Koutsyorgas, pour lui demander de faciliter son extradition, ce que le gouvernement grec ne semblait pas disposé à faire. Les services américains auraient prévenu les Grecs de la possibilité d'un attentat pour faire libérer Mohamed Rachid.

L'incertitude demeure toutefois sur la personnalité réelle de Mohamed Rachid et le but de sa présence en Grèce. A quelle organisation appartient-il ? Le nom d'Abou Nidal a été prononcé, mais rien jusqu'à maintenant n'est venu confirmer ou infirmer cette thèse. Sur l'attaque même du bateau, de nombreuses questions restent sans réponse. Combien de personnes ont participé à l'attaque ? Comment sont-elles montées à bord ? Et surtout, comment se sont-elles ensuite échappées ?

Pour l'instant, la police grecque a fait distribuer à tous les postes-frontières les photos de quatre individus, trois hommes et une femme, qui s'étaient mercredi à la « une » de tous les quotidiens. Deux des photos ont été prises sur le bateau par un photographe professionnel qui, au cours de ces croisières, fait des clichés des touristes pour les leur vendre à la sortie. C'est ainsi que l'on peut voir un couple affable très décontracté et souriant, jouant aux cartes sur le bateau. L'homme, jette, cheveux bouclés, était porteur d'un passeport libanais, faux, estimation de source policière, au nom de Joasand Mohamed, vingt-deux ans. La femme, cheveux noirs longs, dont l'identité n'a pas été révélée, serait détentrice d'un passeport marocain, dont on ignore

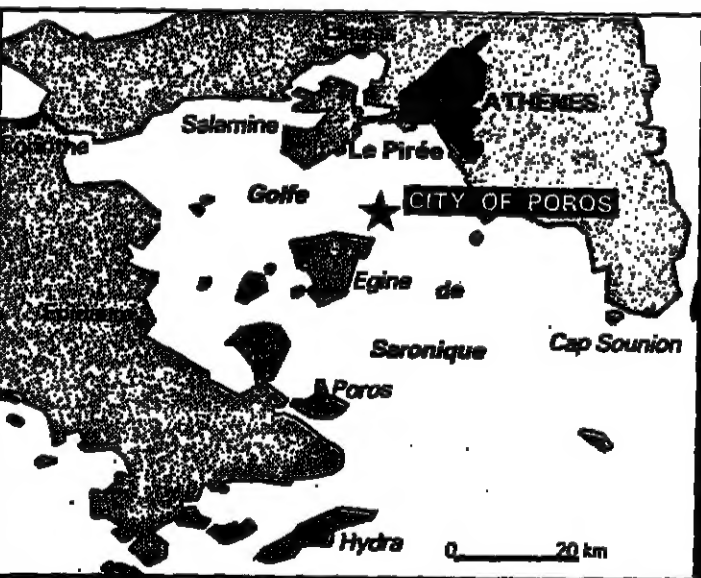
s'il est vrai ou faux. Les deux autres photos auraient été trouvées dans les restes de la voiture qui a explosé et l'une serait celle d'Ahmed Abdul Hamid, trentenaire, qui avait loué le véhicule. On ne sait s'il est l'une des victimes de l'explosion, les corps des deux occupants ayant été déchiquetés.

Deux ou trois commandos ?

L'identité du deuxième homme, dont la photo est aussi diffusée, n'a pas été établie. Joasand Mohammed et Ahmed Abdul Hamid étaient descendus dans le même hôtel qu'ils ont quitté ensemble. Le premier, selon un témoignage publié par la presse grecque, aurait été vu jeudi dernier dans l'île d'Egine, en compagnie d'un ami. On sait montés les terroristes ? Difficile de le dire. Pour ce genre de croisière d'une journée, contrairement aux voyages de plusieurs jours, aucun contrôle n'est effectué à l'embarquement, et les listes de passagers ne semblent pas dressées de façon très rigoureuse.

C'est au retour vers le port du Pirée que l'attentat a eu lieu, et le bateau avait alors fait trois escales à Hydra, Bozoe et Egine. En règle générale, selon le capitaine du bateau, on ne prend pas de passagers aux escales. Mais, là encore, les touristes descendent à chaque arrêt et lors de leur remontée les contrôles sont approximatifs. Les terroristes ont donc très bien pu se faufiler dans la foule.

Comment sont-ils partis après l'attentat ? Là, deux hypothèses demeurent, et les officiels grecs ne semblent pas d'accord entre eux pour savoir laquelle est la bonne. Les terroristes se seraient enfuis à bord d'un voilier équipé d'un moteur. Ont-ils à ce moment-là rejoint un autre bateau qui les a ensuite ramassés sur des rivages



moins dangereux pour eux, ou ont-ils débarqué sur la côte grecque impossible à surveiller sur toute sa longueur ? Nul ne le sait. La deuxième hypothèse envisagée, selon des sources proches de la marine marchande grecque, est que les terroristes se seraient, comme de nombreux passagers, jetés à la mer ; ils auraient alors été recueillis par les navires de secours et se seraient perdus dans la foule à l'arrivée au port.

Autre point d'interrogation : la prise d'otages devait-elle avoir lieu en mer ou au retour au port ? Dans cette dernière hypothèse, la mission des hommes de la voiture aurait été de monter des explosifs à bord du bateau et de renforcer l'équipe déjà sur place.

Il semble en tout cas que c'est l'explosion prématurée de la voiture qui a donné le signal de la tuerie. Dans ce cas, une troisième équipe aurait prévenu, par radio sans doute, les terroristes à bord. Ont-ils essayé quand même de neutraliser l'équipage du bateau ? Et le geste courageux du capitaine en second qui actionna le signal de détresse les aurait-ils

alors amenés par désespoir à vider leurs chargeurs sur les passagers ? Selon le récit d'un Français blessé, un terroriste au moins venait des étages inférieurs quand il s'est mis à tirer sans distinction sur la foule. Tous les témoignages concordent pour dire que les tueurs « balayaient » les deux ponts, supérieur et inférieur, sans viser personne en particulier. Le feu qui s'est déclaré à bord du bateau serait dû, d'autre part, aux grenades incendiaires que possédaient les terroristes.

Pour l'instant, trois corps seulement ont pu être identifiés. Outre le capitaine en second du bateau, Andonis Deimezis, trente-huit ans, il s'agit d'un Danois, Karl Johan Krumbas, et d'un Américain, Carl Johns. Deux jeunes Français figuraient au nombre des morts.

Vingt-quatre blessés sont toujours hospitalisés, mais la plupart des victimes françaises devaient regagner Paris, mercredi, en compagnie des passagers qui ont préféré interrompre leurs vacances. Certains toutefois sont restés,

mais l'on s'inquiète à Athènes des conséquences néfastes de ce drame sur la saison touristique. Déjà tous les journaux évoquent les annulations possibles de voyage. Pour la Grèce, qui reçoit chaque année 7 à 8 millions d'étrangers, le tourisme représente une ressource importante.

Sur le plan politique, le premier ministre, M. Andreas Papandréou, qui a réuni mardi son cabinet, a condamné « cet acte horrible, odieux, barbare » et déclaré que les mesures de sécurité allaient être renforcées en Grèce. La police a déjà procédé à de nombreuses arrestations parmi les ressortissants des pays arabes. M. Papandréou, dont le pays préside la Communauté européenne pour six mois, a en outre indiqué qu'il allait proposer une initiative visant à mieux coordonner la lutte contre le terrorisme, non seulement, a-t-il précisé, au sein des Douze, mais plus largement au niveau international. Un signal, dit-on à Athènes, destiné à rassurer les Etats-Unis et dont Washington s'est déjà déclaré satisfait.

Jusqu'à présent, en effet, le premier ministre s'était montré réticent à une coopération trop étroite entre les services secrets grecs et américains, craignant une trop grande emprise de ces derniers. Quoi qu'il en soit, le gouvernement socialiste grec fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de l'opposition de droite qui lui reproche d'avoir laissé filer les terroristes et d'une façon générale, d'être laxiste en matière de sécurité. Cette double affaire survient en effet après l'assassinat, le 28 juin à Athènes, de l'attaché naval des Etats-Unis, le capitaine William Nordeen, et d'autres attentats (1) commis par un groupeuscule prétendant dénoncer la pollution dans la capitale.

FRANÇOISE CHIPAUX
et THEODORE MARANGOS.

(1) (Le Monde du 10/11 juillet).

(Public)

ETES ET CEREMONIES



NEW-YORK. Edward I. KOCH, à la tête du COMITÉ DE LA MAIRIE EXPO, le Premier Magistrat lui a fait le tour de l'Hôtel de Ville, lui faisant visiter notamment le site de son transfert de la gare comme invité d'honneur de l'EXPO MARSEILLE. N'oubliant pas qu'Edouard I. KOCH fut un Conseiller Municipal à SAINT-ETIENNE, M. KOCH lui a demandé spontanément de



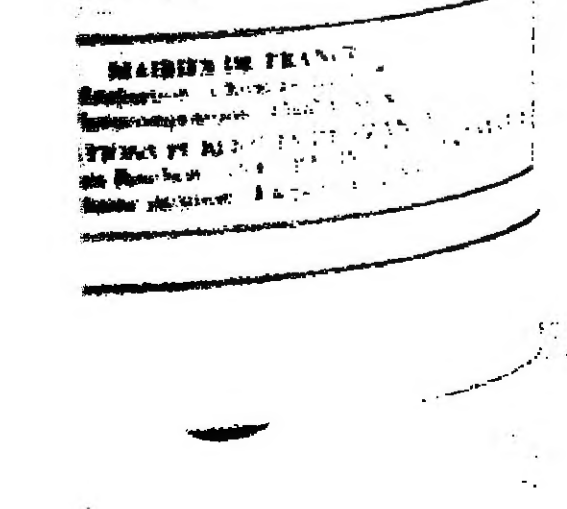
LE Président du Soviet, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO. Le maire de la commune de SAINT-ETIENNE, M. Gorbatchev, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO. Le maire de la commune de SAINT-ETIENNE, M. Gorbatchev, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO.



LE Président du Soviet, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO. Le maire de la commune de SAINT-ETIENNE, M. Gorbatchev, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO. Le maire de la commune de SAINT-ETIENNE, M. Gorbatchev, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO.



LE Président du Soviet, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO. Le maire de la commune de SAINT-ETIENNE, M. Gorbatchev, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO. Le maire de la commune de SAINT-ETIENNE, M. Gorbatchev, a remis à M. Gorbatchev le diplôme de la MAIRIE EXPO.



Politique

Réorganisation à l'Elysée pour le second septennat

Les collaborateurs du chef de l'Etat

Secrétaire général
M. Jean-Louis Bianco.

Chef de l'état-major particulier
Général d'armée aérienne Jean Fléry.

Conseiller spécial
auprès du président de la République
M. Jacques Attali.

Directeur du cabinet
M. Gilles Ménage.

Secrétaire général adjoint
M. Christian Sautter.

Porte-parole
M. Hubert Védrine, conseiller pour les questions stratégiques et le désarmement.

Chargés de mission auprès du président de la République
MM. Pierre Dreyfus; Edgar Pisani; M. Georges Dufoix (solidarité); M. Régis Doherty; M. Elisabeth Guigou (économie internationale, affaires européennes, sciences, commerce extérieur); M. Hervé Hamon (économie, finances, budget, plan, aménagement du territoire).

Attachés de presse
de la présidence de la République
M. Nathalie Dubamel.

Conseillers à la présidence de la République
MM. Gérard Colé (communication); Jean-Christophe Mitterrand (affaires africaines et malgaches).

Conseiller diplomatique
pour les affaires africaines et malgaches
M. Jean Audibert.

Chef de cabinet
M. Béatrice Marre.

Conseiller social
M. Bernard Pêcheur (emploi, travail, formation professionnelle, éducation, sécurité sociale, santé, fonction publique, syndicats).

Conseillers techniques
M. Georges Elgy (études historiques); MM. Jean-Daniel Lévi (énergie et matières premières, recherche et technologie, aéronautique, espace); Jean Muscatelli (conseiller diplomatique, affaires étrangères); Christian Pro-

tean (sécurité); Charles Salomann (communication, information); Marc Boudier (économie internationale, commerce extérieur); Bernard Candier (agriculture, pêche, commerce et artisanat, tourisme, organisations patronales, cadres, environnement, consommation).

Chargés de mission
M. Jean-Louis Chambon (presse); M. Christine Corin (communication); Paul Dayan (justice, relations avec le Parlement, rapatriés, professions libérales); M. Michel François (presse écrite, radios locales); M. Dominique Herve (secrétariat de M. Mitterrand); M. Claude Masseron (culture, commémoration de la Révolution de 1789); M. Laurence Soudet (édition, toxicomanie); Marie-Ange Théobald (relations avec le Parlement); Caroline de Marguerie (affaires étrangères, désarmement); M. Didier Ory (industrie, équipement, transports, construction navale, logement, postes et télécommunications, reconversions); Jean-François Mary (presse régionale); M. Hervé Hamon (économie, finances, budget, plan, aménagement du territoire); Sophie Bouchet (culture, affaires sociales); M. David Desmaux (études); M. Françoise Fugère (grands travaux, Bicentenaire); Genevieve Monnier (archéologie, archives des grands travaux).

Chargés de mission au service de presse du président de la République
M. Isabelle de Comarmond (analyses et études); Elisabeth Normand (presse d'outre-mer); Evelyne Richard (organisation des déplacements de la presse).

Secrétariat particulier du président de la République
M. Pauline Desnos (transcription); Marie-Claire Papey; Christiane Dufoir (assistants); Joëlle Jaillette (assistante).

Etat-major particulier
Colonel Gérard Montigny; colonel Michel Billot; capitaine de vaisseau Michel Berge; commissaire en chef de la marine Pierre Laroche; lieutenant-colonel Jean-Pierre Meyer; lieutenant-colonel Philippe Michélin.

Commandant militaire du Palais
Colonel de gendarmerie Michel Jean-jan.

La nouvelle panoplie du président

A lui seul, pour les initiés, il incarne jadis un symbole redouté. Tout au long du premier règne de François Mitterrand, Alain Boubill, aux yeux de l'establishment industriel, personnifiait le conseiller élyséen omnipotent et mystérieux, gardien sourcilieux de l'orthodoxie socialiste, dressant dans l'ombre les trous et les échafauds.

Où, on l'a mandé, autour des tapis verts des conseils d'administration, où murmurent et vitupèrent les patrons français. Et on l'a crû, dans les comités interministériels où le tout-Etat socialiste nationalisait et restructurait. Glorieuse époque, où M. le conseiller pouvait se draper dans les cent dix propositions de François Mitterrand et, au moment fatidique, laisser tomber la sentence-coupure : « Le président pense que... »

Les temps changent. Ce vivant vestige du socialisme triomphant vient d'abandonner son bureau élyséen. Certes pas pour tomber aux oubliettes, puisqu'il dirige le cabinet de Pierre Bérégovoy, et se flatte d'occuper là un des tout premiers postes de l'Etat. Mais son départ permet de mesurer, en sept ans, le chemin parcouru. A l'ère de l'ouverture, alors que se sont effondrées les certitudes flamboyantes de 1981, que François Mitterrand a proclamé, notamment dans la Lettre à tous les Français son goût pour une présidence « arbitrale », plutôt qu'impréiale, il ne fait plus bon arborer à l'Elysée un rose trop vil, un orgueil trop visible, un interventionnisme trop ostentatoire.

L'époque n'est plus au militantisme. Une grosse moitié des membres de l'actuel cabinet élyséen n'est jamais déteu de carte de PS. « Voici sept ans, soupire, encore abasourdi, une familière du chef de l'Etat, qui aurait pu prédire qu'un Gilles Ménage deviendrait un jour directeur de cabinet ? » Ancien collaborateur de très peu socialiste, Gilles Ménage, recruté par les soins d'André Rousselet, intime du président, Gilles Ménage, même si sa loyauté envers le chef de l'Etat est évidemment sans faille (lire ci-dessous), ne s'est jamais signalé par d'ardentes convictions de gauche. Et encore : il n'en a pas honte.

La encore, les temps changent. Dans son bureau seulement séparé de celui du président par le secrétaire particulier, Gilles Ménage succède à un André Rousselet - PDG de Canal Plus - et à un Jean-Claude Colliard - tout récent directeur de cabinet de Laurent Fabius - qui furent aux redactions de l'audiovisuel ce que Boubill fut au gotha industriel : une présence indéfectible, parfois insupportable à force de zèle. Ce n'est certes pas Gilles Ménage, qui se flatte de n'avoir jamais touché à l'audiovisuel que par le biais des « dossiers de fond », qui se laisserait aller à monter des cabales contre tel ou tel éditorialiste radiophonique du matin.

Boubill et Colliard partis, le très politique Michel Charasse promut ministre délégué au budget (1), est-ce vraiment la fin des « châteaux » ? Promis, juré, l'époque est à l'humilité. Toute la maison ne retentit que de protestations de modestie, de proclamations quasi-jansénistes. « Le président, assure un entourage miraculeusement à l'unanimité, ne supporte plus que l'on se substitue aux ministres. » La phrase fatidique : « Le président pense que... » est désormais bannie.

Silence, on boisse. La machine a aussi profité du passage de Mitterrand à l'Elysée. Il pour exister, parfois sans donner, les éléments qui, d'une façon ou d'une autre, troublent l'ambiance. Ainsi la querelle lancinante entre Michèle Gendreau-Massoloux, qui avait du mal à s'acquiescer de sa double tâche (secrétariat général adjoint et porte-parole), et Jean Glavany, ancien chef de cabinet, qui faisait remonter chaque préparation de voyage provincial du chef de l'Etat, s'est résolu, pour des raisons différentes, par le départ des combattants. Ayant échoué aux élections législatives dans les Hautes-Pyrénées, Jean Glavany a dû céder la place à Béatrice Marre, qu'il avait lui-même recruté à l'Elysée pour la campagne présidentielle.

Le président en avait averti tous ceux de ses collaborateurs tenus par l'aventure législative : élus ou battus, ils ne pourraient rester à l'Elysée.

De tous les départs, celui de Jean Glavany, opportunément nommé préfet peu de temps avant les législatives, a été le plus douloureux : « C'est dur, soupire l'intéressé, même si on a envie au fond de soi, de quitter quelqu'un pour qui on a été prêt à se faire tuer, au sens propre, pendant des années. » Après quelques mois de « décompression », l'ancien chef de cabinet devrait être chargé d'une mission dans le cadre de la préparation des JO d'Albertville. Le départ le plus brutal a été celui de Michèle Gendreau-

Massoloux, qui remplace Catherine Tassot à la moribonde CNCL. Par un bel après-midi d'été, elle s'est vu ni plus ni moins privée de bureau et de voiture, et s'en est allée, seule.

Une autre forte personnalité vient de quitter le « château ». Pour avoir un peu trop laissé dire par la presse qu'il serait « l'homme à l'idée » du second septennat, pour avoir eu, précisément, beaucoup trop d'idées - restées dans les corbeilles - Jean-Michel Gaillard s'était fait taper sur les doigts à plusieurs reprises. Il a

prévu. De quoi rabattre les ambitions ministérielles de plus d'un technocrate.

Seule zone de turbulence dans une maison désormais studieuse et sage, la communication, sur laquelle règne un publicitaire qui vend du président comme de la lessive ou du cambert. Gérard Colé, l'homme s'est forgé quelques solides inimicités pendant la cohabitation et la campagne électorale, périodes hantées par quelques principes élevés à la hauteur de dogmes - le président doit être rare, il est le président avant d'être candidat et doit donc bénéficier d'un traitement de faveur - Gérard Colé n'a jamais hésité à rejeter sans douceur les suggestions émises par les conseillers.

Ainsi, quand on suggère il y a quelques années que François Mitterrand se montre avec Michel Gillibert, fondateur d'une association de handicapés, aujourd'hui ministre, Colé s'y oppose : « Ce n'est pas la France qui gagne », François Mitterrand passera outre. Quand on envisage une rencontre présidentielle avec l'historien Georges Duby, Colé biffe la note d'un sec : « Duby, c'est qui ? »

De ces micro-drames qui déchirent le cœur, François Mitterrand, de son calme bureau du premier étage, a-t-il seulement connaissance ? En joue-t-il, au contraire ? Depuis qu'il y a pénétré, il a toujours eu à cœur de préserver sa vie hors les grilles. Son irrigation, loin s'en faut, ne prend pas seulement sa source à l'Elysée. Que pèse après tout une semaine de notes diverses contre une heure de conversation avec l'ancien Pétit, le vieux compagnon de ses balades parisiennes ? La Nièvre, les Landes, les réseaux inextricables constitués tout au long d'une carrière politique presque cinquantenaire, tout cela ne compte-t-il pas davantage que les avis bien ronds de ses têtes d'œuf ?

Après avoir, dans un premier temps, ressenti le besoin de s'entourer d'intimes, à la fidélité trempée par les épreuves de la vie, François Mitterrand semble laisser à la machine la faculté de se reproduire elle-même. Dans les faits, la responsabilité du recrutement est largement déléguée à Jean-Louis Bianco, dont le choix s'oriente quasi automatiquement vers des valeurs sûres : des énarques.

Mais, au fond, de qui d'autre a-t-on besoin ? Il ne s'agit plus aujourd'hui, de lancer les chantiers « pharaoniques » de 1981. Il ne s'agit plus même de gouverner, puisqu'un certain Michel Rocard, par-là, a été engagé pour cela. Quant à la marmite politicienne - l'ouverture et ses intrigues de l'ombre, les luttes fratricides du PS, - le président entend y tremper seul les doigts, connaît-elle, plus que jamais, être le seul maître en son palais.

Une zone de turbulence
Avait-il trop parlé ? Ou plutôt lui avait-on trop parlé ? Pas seulement. Le président, ne cessant de répéter ses conseillers, ne reconnaît à l'action politique qu'une légitimité : l'élection. Pas d'homme politique digne de ce nom qui n'ait glané ses titres sur les foirails et dans les

THIERRY BRÉHIER et DANIEL SCHNEIDERMAN.
(1) Il est vrai que Michel Charasse conserve - pour une durée déterminée - précises-on - un bureau et une secrétaire à l'Elysée.

Le « tour de France » du nouveau secrétaire général
« Il n'est pas question de transplanter au RPR les mœurs et les usages historiques du PS »
déclare M. Alain Juppé

M. Alain Juppé a commencé, le mardi 12 juillet, à Paris, son « tour de France » des comités départementaux du RPR, par une assemblée des délégués de l'Ille-de-France.

Selon un participant, la plupart des interventions à huis clos ont porté sur les alliances lors des élections et réclamaient qu'« on ait des alliés sérieux sur un engagement précis », qu'« on ne donne pas nos voix à n'importe qui ». Faisant allusion à l'attitude de certains comités, de nombreux militants se sont déclarés « choqués » par leur « ralliement » au gouvernement de M. Rocard.

Lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de cette réunion, M. Juppé a déclaré que cette discussion avec la base a favorisé l'expression d'un certain nombre de critiques. « Les observations venues du terrain n'ont pas été prises en compte au plus haut niveau. » Et de préciser l'exemple de « l'affaire de la vingt-cinquième maiolite et du 100% », où les responsables locaux du RPR avaient prévenu les dirigeants nationaux que « cela ne serait pas compris ». Pour M. Juppé, « il n'est pas question que la réforme du Rassemblement conduise à transplanter dans le mouvement les mœurs et les usages historiques du PS ».

Pour M. Juppé, le RPR entre dans une « phase de débat et d'action », et il doit devenir « un grand mouvement attractif » sans

renier ses sources gaullistes. Reprenant une définition du gaullisme selon M. Pasqua - « refuser ce que les autres considéraient comme insupportable » - M. Juppé pense que le RPR ne se résigne pas au fait que « la France soit gouvernée pendant des années par un magna social-démocrate ». Il a appuyé son propos sur l'exemple donné par la « position abracadabrante » de Jean-Pierre Soisson, le ministre du travail, qui fait savoir, selon lui, « qu'il applique pas la loi ».

Se référant ainsi aux propos de M. Soisson, dimanche 10 juillet sur TF1, sur l'application de la loi d'amnistie aux cadres syndicaux (le Monde du 12 juillet), le secrétaire général du RPR a déclaré : « Je me demande si ce n'est pas justiciable de la procédure Schwarzenberg ».

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

Le président de la République a été reçu par le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à l'Elysée, le mardi 12 juillet. M. Juppé a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Elysée, le mardi 12 juillet.

La composition de M. Corbache pour l'armement en Europe

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

On ne peut pas jouer avec les mots : M. Mitterrand

M. Gilles Ménage, directeur du cabinet

Un homme de l'ombre

Il est de ceux à qui l'on prête beaucoup, sans doute plus qu'il n'en fait et plus encore qu'il ne consent à en dire. Cette réputation d'homme de l'ombre est moins le produit de sa personnalité - plutôt chaste, sobre, demeurant - que la conséquence des fonctions qu'il a occupées, six ans durant, auprès de M. Mitterrand chargé notamment, et surtout, des affaires de police, de terrorisme et de renseignement.

Encore que certains lui attribuent dans sa jeunesse des sympathies socialistes, l'arrivée de M. Ménage à l'Elysée, dès juin 1981, comme conseiller technique, n'est pas le résultat d'un parcours militant mais celui d'un choix fait par M. André Rousselet, directeur de cabinet de M. Mitterrand en mai 1981. Homme d'affaires et dirigeant d'une société de taxi, M. Rousselet avait eu l'occasion de connaître le jeune sous-préfet Ménage alors qu'il officiait à la préfecture de Paris, d'abord comme chargé de mission au cabinet du préfet, puis comme directeur de cabinet du secrétaire général, M. Guy Fougère, futur préfet de police.

La gestion des dérapages

En juillet 1982, lorsque M. Rousselet s'en va diriger l'agence Havas et créer Canal Plus, M. Jean-Claude Colliard, alors directeur adjoint du cabinet de M. Mitterrand, grimpe d'un cran dans l'organigramme et cède son fauteuil à M. Ménage. Le poste est purement fonctionnel et ne prédestine pas ceux qui l'occupent à une particulière notoriété. Mais l'été 1982 est marqué par une première vague d'intensité avec, dans la foulée, la calamiteuse création de la cellule antiterroriste de l'Elysée. M. Ménage, à qui échoit la responsabilité d'en suivre les activités, va bientôt devoir en gérer les dérapages.

Le plus célèbre d'entre eux se produit le 28 août 1982 avec l'arrestation, à Vincennes, de trois bandits promis à la célébrité. Bien vite, il apparaît que la cellule antiterroriste a pris, au minimum, quelques libertés avec le code de procédure pénale. Bien sûr, le commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau, qui portera le chapeau judiciaire de l'opération, accuse le commandant Proustau d'avoir couvert les irrégularités commises en lui ordonnant de faire silence devant le juge d'instruction. M. Ménage, ajoutera l'officier, avait été tenu informé.

Voilà ce dernier placé sous les projecteurs. Les coups partent de tous côtés : de chez M. Chirac qui voit dans les attaques médiatiques dont il est l'objet la main de M. Ménage ; de la presse qui, toutes tendances confondues, porte à son crédit les turpitudes de la cellule élyséenne, qu'il s'agisse d'écoutes téléphoniques, d'enquêtes « réservées », voire, comme dans l'affaire Edern Hallier, d'intimidations envers les imprimeurs sollicités pour éditer le pamphlet insolent d'un écrivain indécrottable ; de plusieurs ministères enfin, qui le rendent responsable des mauvais arbitrages dont le sort paflois les victimes.

Les temps, il est vrai, sont agités. Ecartelés entre un ministre - Gaston Defferre - et un secrétaire d'Etat - Joseph Franchesi - traversés de passions politiques habilement attisées par l'opposition, placés en suspicion par l'Elysée, la police s'agite et, le 3 juin 1983, descend dans la rue. Quelques jours plus tard, un nouveau préfet de police, M. Guy Fougère, et un nouveau directeur général de la police, M. Pierre Verbrugghe, sont appelés comme pompiers. M. Ménage, dit-on, n'aurait pas été étranger à leur nomination. Les trois hommes, en tout cas, se connaissent et collaborent activement. Ce qui ne sera pas du goût de M. Pierre Joux, nouveau ministre de l'Intérieur, qui entend manifester qu'il est désormais l'unique patron.

Vient le temps du calme retrouvé. Si M. Proustau reste en place, la cellule élyséenne, sous l'impulsion de M. Ménage, fait l'objet d'un décret « dégraisage ». Petit à petit, investi de la confiance suprême, le directeur adjoint du cabinet devient à l'Elysée seul responsable des dossiers de police et de sécurité.

Aujourd'hui directeur du cabinet du président de la République, M. Ménage ne devrait d'ailleurs pas abandonner ce secteur. On peut remarquer que M. Fougère qui, en désaccord avec M. Pasqua, avait démissionné en juillet 1986 de ses fonctions de préfet de police, vient de revenir aux affaires, nommé secrétaire général de la défense nationale le 10 juin 1988. A ce poste, il aura notamment pour tâche d'animer la recherche du renseignement, secteur à l'égard duquel M. Ménage a toujours manifesté de l'intérêt. Il ne reste plus à M. Verbrugghe qu'à accéder, lui aussi, à de nouvelles responsabilités.

GEORGES MARION.

Politique

Un entretien avec M. Jean-Pierre Chevènement

« La France, promesse d'une Europe de la défense »

(Suite de la première page.)

L'armée française ne saurait compenser par la qualité reconnue de son encadrement et par la valeur et la motivation de ses hommes l'ancienneté croissante de certains de ses matériels.

La loi de programmation a été votée à une très forte majorité du Parlement. Ce large acquiescement est un atout précieux que beaucoup de pays nous envient. Il faut y veiller. L'effort de défense français reste d'ailleurs à un niveau raisonnable (4 % environ du produit intérieur brut, contre 5,1 % en Grande-Bretagne, 6,8 % aux États-Unis, 12 % à 15 % en URSS). Et cela d'autant plus que, dans le budget français de la défense, entrent certaines dépenses (par exemple la gendarmerie) liées à des tâches qui, dans d'autres pays, ne sont pas assumées par les armées.

L'effort de défense peut s'analyser comme un investissement sur la liberté future de notre peuple ou, si l'on préfère, comme une prime d'assurance pour garantir, pour aujourd'hui et pour demain, l'indépendance nationale, c'est-à-dire, en définitive, la démocratie elle-même.

C'est la raison pour laquelle le premier ministre a indiqué le 29 juin, dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, que la France poursuivrait l'effort de modernisation de sa défense dans le sens indiqué par la loi de programmation votée l'an dernier par le Parlement. En règle générale et sans égard les choix nécessaires, il faut éviter les évolutions hasardeuses.

Effectuer des coupures dans les dépenses prévues des crédits d'équipement conduirait à renchérir le coût de nos principaux programmes, dont certains sont menés en coopération internationale, entraînerait des retards, risquerait de démotiver les équipes de recherches et serait préjudiciable aux entreprises du secteur des armements. Celui-ci concentre des équipes de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers d'une incomparable qualité. C'est l'un des atouts de notre industrie et l'une des bases les plus solides de notre indépendance nationale.

Etes-vous partisans d'un programme de missiles balistiques stratégiques mobiles (comme en ont les États-Unis et l'Union soviétique) selon des modalités françaises à définir ou continueriez-vous le programme de modernisation des missiles nucléaires fixes (en silos) S-4 du plateau d'Albion ?

La France dispose aujourd'hui de trois programmes de missiles stratégiques : les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), les missiles S-3 du plateau d'Albion et les Mirage IV-2 désormais porteurs d'un missile sirène à moyenne portée.

Cette diversité de nos forces stratégiques est un élément de la crédibilité de notre dissuasion. Notre stratégie est par nature défensive : elle n'a pas d'autre finalité que de préserver la liberté et la paix.

Les SNLE forment à coup sûr la composante principale de notre dissuasion. Aussi, celle-ci sera-t-elle modernisée à partir de 1994 par l'apparition d'une nouvelle série de sous-marins de nouvelle génération (SNLE-NG), beaucoup plus performants, qui seront eux-mêmes équipés de nouveaux missiles. On a prévu ensuite de remplacer la composante sol par un missile balistique, le S-4, dont le développement vient d'être lancé.

Pas de missile vagabond

Ce missile sera implanté sur le site d'Albion. Il pourrait être déployé, si la décision en était prise, sur un petit nombre de bases, mais il est exclu, comme cela a été avancé quelquefois, qu'un tel missile puisse vagabonder sur les routes ou les voies ferrées.

La composante pilotée après le retrait, en 1996, du Mirage IV-2, ne peut conserver la même capacité que si elle dispose d'un missile sirène à longue portée. Cela n'est guère envisageable avant l'an 2000.

Si la capacité nucléaire de la France dispose en Europe en fait, sans conteste, la troisième puissance militaire mondiale, il faut quand même rappeler que les États-Unis et l'URSS disposent aujourd'hui d'un nombre de têtes nucléaires cinquante fois plus élevé. Il n'y a donc aucune contradiction entre les progrès du désarmement entre les Deux Grands que nous approuvons, et la modernisation de notre dissuasion, qui est, et restera, celle du « faible au fort » : notre seul souci est de pré-

server notre indépendance nationale et de contribuer à la paix et la stabilité de l'Europe.

Quels arguments pourriez-vous présenter aux Allemands de l'Ouest pour les convaincre de l'intérêt des missiles nucléaires pré-stratégiques français Hadès au profit d'une conception communautaire de la défense en Europe ?

Comme l'a dit François Mitterrand à Hanovre, l'an dernier, « toute arme nucléaire, quel que soit son type, appartient à la stratégie de dissuasion ». Et la stratégie française contribue à la sécurité européenne, ce que les membres de l'alliance atlantique ont reconnu lors du sommet d'Ottawa de 1974. Nos amis allemands apprécient tout par-



ticulièrement l'apport que représente, à la dissuasion globale de l'alliance, l'existence d'une capacité de dissuasion française qui constitue pour l'adversaire potentiel un facteur supplémentaire d'incertitude.

Un missile Hadès à 500 kilomètres

Si chacun peut comprendre l'ingénuité des Allemands à l'égard des armes nucléaires « de théâtre », il convient de rappeler que la portée des missiles Hadès approchera cinq cents kilomètres.

Pour adresser cet ultime avertissement, la France dispose aujourd'hui d'un missile pré-stratégique sirène à moyenne portée. Le président de la République a procédé, hier à Lure, à la mise au service de cette arme qui, portée par Mirage 2000-N, disposera d'une capacité d'allonge bien supérieure. Reste que les missiles Hadès présentent des capacités complémentaires de celles de l'ASMP. A mon sens, il faut éviter de réduire à priori la gamme des choix offerts au politique.

Il y a une dizaine d'années, dans un livre-entretien avec Pierre Messmer sur le service militaire, vous avez envisagé la perspective que le missile ASMP puisse avoir une vocation européenne. Pouvez-vous être plus explicite aujourd'hui à propos de ce rôle que vous attribuez à ces missiles sur avion Mirage 2000 dans le concept national de dissuasion ?

La France conçoit son avenir avec l'Europe et tout particulièrement avec la République fédérale d'Allemagne. Nous voulons bâtir avec elle une véritable « communauté de destin ». Notre espace de sécurité ne commence évidemment pas sur le Rhin.

Mais la défense de l'Europe est aujourd'hui assurée dans le cadre de l'alliance atlantique et pour nos alliés membres de l'Organisation militaire intégrée de l'OTAN elle repose sur le concept de la « riposte graduée », forgé par les Américains au début des années soixante, quand la menace nucléaire soviétique les a amenés à reconsidérer leur stratégie de riposte massive.

Ce concept de riposte graduée n'est pas le nôtre. Seule la dissuasion nucléaire stratégique est en effet concevable à nos yeux pour l'Europe. Rien ne doit être dit ou fait qui laisse penser que la bataille, dont les effets seraient ravageurs, même si elle était livrée avec des moyens conventionnels modernes, dans le cadre de ce que nos amis américains appellent la « dissuasion sélective », puisse être acceptée sur le théâtre européen.

Je rappelle ce qu'a dit le président de la République (Lettre à tous les Français) : « La stratégie de la dissuasion repose sur l'idée que l'arme nucléaire change la nature d'un conflit. Elle a pour objet d'empêcher la guerre, non de la gagner. Elle exclut la priorité

donnée par les États-Unis, il y a plus de vingt ans, à l'utilisation tactique et aux « armes de théâtre » en Europe, c'est-à-dire au déclenchement de la guerre nucléaire sur le terrain de la bataille ».

La promesse de l'Europe

Cependant, les équilibres de sécurité en Europe ont commencé à se modifier. Même contradictoires, les concepts français et américains peuvent aujourd'hui coexister.

Demain, les Européens prendront en charge, par la force des choses, une part plus grande de leur sécurité. Encore faut-il qu'ils affirment leur responsabilité dans l'édification de ce pilier européen de défense au sein de l'alliance atlantique. Les équilibres géostratégiques sont ceux que l'URSS restera quoi qu'il arrive une très grande puissance militaire. Les armes nucléaires françaises joueront donc un rôle important à l'avenir pour garantir la paix et la stratégie en Europe.

Le couple Mirage 2000-ASMP, par sa flexibilité et l'allonge qu'il procure, peut contribuer à l'émergence d'un concept européen de défense. Mais il est clair qu'en cette matière l'existence d'une arme ne saurait se substituer à la volonté politique des Européens eux-mêmes. C'est à eux et à eux seuls de pourvoir un jour à une « défense commune » de l'Europe. Pour le moment, la France est la promesse de cette Europe-là.

A quelle conditions la France doit-elle s'associer à une négociation sur les missiles nucléaires à courte portée (moins de cinq cents kilomètres) en Europe ? Ou bien son arsenal, dans cette catégorie d'armes nucléaires qui comprend le Hadès, doit-il rester, quoi qu'il arrive, en dehors de toute négociation ?

Les Soviétiques et les Américains n'ont pas, pour l'heure, entamé de négociations sur les missiles nucléaires à courte portée. Peut-être le feront-ils un jour, lorsque le problème du déséquilibre conventionnel en Europe aura été résolu.

Le principe de suffisance nucléaire

La France se contente de maintenir, face à tout adversaire potentiel, une capacité de riposte conforme au principe de suffisance. Je constate d'ailleurs que la non-participation française à cette négociation n'a pas, comme le prétendaient certains à l'époque, empêché les Soviétiques et les Américains de parvenir à un accord prévoyant une limitation totale des forces nucléaires dites « intermédiaires », et qui ne le sont d'ailleurs que pour eux.

On ne peut mettre sur le même pied les armes françaises et les armes américaines et soviétiques. Dans ce cas précis, seule la portée est comparable, mais ni le nombre ni les missions ne le sont. Les Soviétiques ont environ 1 400 armes nucléaires de courte portée. La France aura quelques dizaines d'Hadès. De plus, les Hadès ne sont pas des armes du champ de bataille.

L'armée de terre française redoute que soit décidée une nouvelle réduction de ses effectifs. Pensez-vous toujours, en 1988, qu'elle est trop constituée autour de « gros bataillons », aux effectifs pléthoriques et voyez-vous, déjà, en matière d'organisation de ses commandements ou de ses forces, des réformes à faire pour instaurer la « mobilisation populaire » que vous suggériez ?

Les effectifs de nos armées ont été considérablement réduits dans les années 60, après la guerre d'Algérie. On les a alors presque divisés par deux.

L'armée de terre, même si elle est en train d'opérer une véritable mutation technologique, compte des effectifs importants : près de 300 000 hommes en temps de paix, et 600 000 en cas de mobilisation. Cette organisation correspond à l'hypothèse d'un affrontement brutal et massif, en appui à nos alliés de l'OTAN.

S'agit-il pour aujourd'hui et pour demain de la menace la plus probable ? Restons vigilants : nous sommes dans un univers en permanence d'instabilité.

Le devoir de porter les armes

Les équilibres de l'Europe, et d'abord à l'Est et au centre, sont en train de changer. Le terrorisme, les

prises d'otages, la guerre du Golfe font apparaître de nouvelles menaces auxquelles nos concitoyens sont particulièrement sensibles.

D'où l'idée de mettre l'accent sur la mobilité de nos forces, dessein auquel a répondu en 1983 la création de la force d'action rapide.

Faut-il pour autant remettre en cause le service national, qui, je le rappelle, constitue l'ossature de l'armée de terre, à laquelle il apporte 62 % de ses effectifs ? Je ne le crois pas. Le principe du service national est essentiel au maintien de l'esprit de défense dans notre pays. Même la dissuasion n'implique pas seulement une panoplie d'armes diversifiées, et par conséquent invulnérables à une première frappe. Elle suppose tout autant la détermination farouche du président de la République et celle du peuple français tout entier de vivre debout et libre.

La République, c'est aussi pour les citoyens le droit, et j'ajoute le devoir, de porter les armes au service de la liberté. Notre défense n'est ni de droite ni de gauche. Elle est nationale et républicaine.

On peut faire son service aussi bien dans la défense opérationnelle du territoire que dans le corps de bataille. Et qui ne voit que, en temps de crise, la mobilisation des citoyens est essentielle pour donner à la défense nationale une solide colonne vertébrale ?

Autant que nécessaire, avez-vous déjà eu l'occasion de dire qu'il faudra moderniser et diversifier davantage les modalités du service national ? Moderniser et diversifier, qu'est-ce que cela implique à terme ? Etes-vous favorable à une réduction de la durée du service militaire et selon quelles modalités ?

Je crois à l'utilité militaire et à la valeur civique du service national.

Qu'en le veuille ou non, celui-ci reste, avec l'école publique, l'une des matrices de l'unité nationale. Il brasse des jeunes d'origines diverses et permet des expériences enrichissantes.

Ce serait une erreur de le supprimer. Toute réforme, aussi bien, ne saurait partir que des nécessités de la défense. A la fois pour moderniser et pour diversifier le service national.

Un service de défense à l'état

Moderniser : cela signifie mieux adapter le service militaire à la fonction opérationnelle des armées, c'est-à-dire au service des armées modernes, qui requièrent des qualifications de plus en plus élevées et des hommes de plus en plus entraînés et expérimentés. Cela pourrait se faire en dispensant à tous les appelés une instruction militaire de base plus soutenue que celle actuellement offerte et en permettant à une partie d'entre eux d'acquiescer une plus grande qualification militaire à travers des formules comme celle des volontaires du service long (seize mois à deux ans).

Moderniser le service militaire, c'est sans doute aussi réduire la part des lourdes et quelquefois fastidieuses servitudes dont les appelés doivent s'acquiescer. On ne les supprimera pas. Mais un effort de regroupement des unités de l'armée de terre permettrait déjà de les alléger.

Diversifier : le service militaire est la forme principale du service national. Mais il y en a d'autres. Aujourd'hui, les besoins des armées s'élèvent à 250 000 recrutements annuels environ. Moins de 10 000 appelés accomplissent leur service national sous une forme civile : dans la coopération, dans l'aide technique ou dans la police par exemple. Il reste après cela encore 30 % de jeunes qui sont exemptés, dispensés ou réformés. Il serait juste et utile d'accueillir davantage d'appelés dans les formes non militaires du service national.

D'abord en élargissant leurs capacités d'accueil. Mais aussi en les diversifiant. Je pense au service de défense, prévu par les textes mais qui n'a pas encore d'existence matérielle. Le secrétariat général de la défense nationale s'est saisi d'un tel projet. Je pense aussi à un service de formation. A l'heure où la formation est une priorité nationale, il ne serait pas superflu d'enrichir à cette fin une partie du contingent. Mais il ne serait pas souhaitable que le service militaire soit réservé aux jeunes d'origine populaire tandis que ceux issus des classes privilégiées y échapperaient. Pour éviter un tel effet pervers, plusieurs formules doivent être envisagées. Comptez sur moi pour y veiller.

JACQUES ISNARD.

Après les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement en Europe

« On ne peut pas jouer avec les mots » déclare M. Mitterrand

A Lure (Haute-Saône), où il s'est fait présenter le premier escadron opérationnel d'avions Mirage 2000, armés d'un missile nucléaire supersonique (le Monde du 12 juillet), M. François Mitterrand a brièvement évoqué le mardi 12 juillet la proposition de M. Mikhaïl Gorbatchev de convoquer à Reykjavik un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens pour parvenir à un accord de désarmement classique.

« L'écho que j'ai entendu est intéressant », a déclaré le président de la République, selon notre envoyé spécial, mais il suppose un certain nombre de conditions politiques sur lesquelles j'aurai l'occasion plus tard de m'exprimer et que je résumerai ainsi : on demande en somme qu'il y ait une sorte de découplage entre l'Europe et les États-Unis. »

Faisant allusion à l'équilibre des forces en Europe, M. Mitterrand a ajouté : « Les termes employés nécessitent examen pour que l'on sache bien de quoi on parle (...). On ne peut pas jouer avec les mots pour réduire d'un coup, de part et d'autre,

des armes, dès lors que le déséquilibre persisterait. »

A La Haye, d'autre part, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a estimé que la proposition de M. Gorbatchev « paraît écarter les États-Unis et le Canada ». « Il est impossible, a-t-il ajouté, d'aller discuter, dans une sorte de pourparlers paneuropéens, de questions qui concernent au plus haut point nos partenaires d'outre-Atlantique. »

A Washington, le président Reagan a déclaré mardi, à l'occasion de la reprise des négociations sur les armes stratégiques (START) à Genève, que les États-Unis refusent tout marchandage sur leur initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles »). « Nous avons dit clairement aux Soviétiques que nous ne marchandons pas un abandon de l'IDS et n'accepterons rien qui nuirait à nos programmes de recherches, de développement et d'essais qui sont complètement en conformité avec le traité ABM sur les missiles antibalistiques », a-t-il dit dans un communiqué.

Les élections dans les conseils régionaux

Les succès du RPR en Aquitaine et en Champagne-Ardenne relancent le débat sur les alliances avec l'extrême droite

La succession de M. Jacques Chaban-Delmas en Aquitaine et celle de M. Bernard Stasi en Champagne-Ardenne présentent bien des similitudes. Dans ces deux régions, RPR et UDF ne détiennent pas la majorité absolue. En Aquitaine, les 83 sièges du conseil régional se ventilent ainsi : 39 à la droite classique, 40 à la gauche et 4 au FN ; en Champagne-Ardenne, sur 47 sièges, 23 pour la droite classique, 19 pour la gauche et 5 pour le FN.

Arithmétiquement parlant, la droite avait besoin de l'extrême droite à Bordeaux. Elle en a donc payé le prix en laissant un poste de vice-président à un léniniste. C'est ce que M. Bruno Mégret, ancien directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen, appelle le « renvoi d'ascenseur ». Pour l'ancien député de l'Aisne, ce cas concret illustre la « stratégie » que son parti adoptera pour les municipales de mars 1989. Difficile pour le RPR, qui avait bien reçu l'« ascenseur » puisque c'est un des siens, M. Jean Tavarnier, qui a été élu président du conseil régional d'Aquitaine, d'admettre une telle perspective. « Il n'y a pas eu d'alliance avec le FN, il y a eu des votes », a expliqué M. Alain Juppé. Le secrétaire général, qu'agace « la rengaine » sur le FN, a affirmé que « la capacité de réjouissance à des limites » et qu'elle « s'arrête à l'élection de M. Tavarnier ». Et M. Juppé d'ajouter qu'il refusera désormais de « se laisser en permanence entraîner sur ce terrain ».

Vingt-quatre heures plus tard, Châlons-sur-Marne a résonné de l'écho de Bordeaux. M. Stasi ayant décidé de quitter le conseil régional pour se mettre en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats, les amis de M. Le Pen ont sauté à leur façon le départ de leur « bête noire ».

A la faveur de la démission du député UDF, M. Charles Févra, dont le suivant de liste est RPR, le parti de M. Jacques Chirac dispose d'un élu de plus que l'UDF (12 contre 11). Fort de cet avantage, le RPR a imposé la candidature de l'un des siens, M. Jean Kaltenbach, face à celle de M. Maurice Blin (UDF), sénateur des Ardennes, qui, son siège devant être soumis à renouvellement dans un an, ne pouvait se permettre d'entrer en conflit avec son allié. C'est donc M. Blin qui, après une suspension de séance, a présenté, le mardi matin 12 juillet, la candidature de son concurrent RPR. Il n'aura fallu à ce dernier qu'un tour pour être élu avec 28 voix contre 15 au socialiste M. Jean-Claude Fontalland et 4 au communiste M. Claude Lambin.

Théoriquement, M. Kaltenbach ne disposait que d'un potentiel de 23 voix qui ne lui permettaient pas d'espérer obtenir la majorité absolue de 24 suffrages pour gagner au premier tour, pas plus qu'au deuxième (sa troisième, une majorité relative suffit pour être élu). Les cinq élus du FN, dont un était candidat, ont voté pour M. Kaltenbach. Ce « coup » évitait tout risque du côté de l'UDF dont certains élus auraient

pu se montrer indisposés par l'absence de candidature FN, laissant supposer un accord entre ce dernier et le RPR.

Des assurances pour le Front national ?

Si accord il y a eu, il ne s'est pas traduit par un « renvoi d'ascenseur » au niveau de la composition du bureau. M. Bruno Subtil (FN) a gardé son poste de secrétaire. La seule modification concerne M. Blin devenu vice-président en remplacement de M. Kaltenbach qui occupait cette fonction.

Se traduirait-il sous une autre forme ? M. Subtil a assuré après le scrutin avoir « reçu des assurances qu'une politique de droite serait menée avec un conseil régional de droite ».

Du côté de l'UDF, la surprise était grande. Ainsi M. Georges Berchet, sénateur UDF de la Haute-Marne, a précisé qu'il avait eu l'assurance que son ami n'avait ni signé aucun pacte avec le FN. M. Blin expliquait que « le vote dit « surprise » du FN ne préfigurait pas à nouveau une censure droite-gauche à long terme » et que « les dossiers régionaux seront plus forts que les jeux d'humour ».

Face à cet embarras centriste, la gauche ne pouvait qu'enfoncer le clou. M. Fontalland, parlant du nouveau président comme d'« un élu du FNURC », a prévenu : « Il nous sera difficile de nous situer dans la continuité », qui depuis 1986 faisait que les socialistes par leur abstention, permettaient à M. Stasi de faire voter notamment son budget sans l'appui du FN.

Le PS tire prétexte de ces deux scrutins pour agiter l'épouvantail de Le Pen. Selon M. Jean-Jack Quéranno, porte-parole du PS, « tout est mis en place pour que de tels accords se renouvellent dans les conseils généraux et les conseils municipaux ». M. Fabius souhaite que « cela fasse réfléchir les gens, y compris ceux qui ne sont pas de gauche, mais qui sont des modérés, des républicains et des démocrates et qui n'ont pas envie de faire la courte échelle à M. Le Pen ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Au cabinet du Premier ministre. — M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, exerce les attributions de M. Michel Rocard « en matière d'économie sociale », selon un décret ministériel publié mardi 12 juillet au Journal officiel. M. Dreyfus « est chargé d'étudier et de proposer les mesures intéressant la coopération et la mutualité », précise le décret. « Pour l'exercice de ces attributions, il dispose de la délégation à l'économie sociale et peut faire appel aux services compétents des autres départements ministériels. Il peut, président, par délégation du premier ministre, le Conseil supérieur de la coopération et le Comité consultatif de l'économie sociale », ajoute le décret.

ennat du président

qui, comme à l'habitude présidentielle, a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Seule chose à retenir de cette journée : le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Autre chose à retenir de cette journée : le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

De ces deux événements qui ont été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

la question de transplanter au RPR les usages historiques du PS, déclare M. Alain Juppé

Après un entretien, le mardi 12 juillet, à Paris, avec le secrétaire général du RPR, M. Jean Kaltenbach, le président de la République a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Après les élections régionales, le président a été l'objet d'un grand bureau et d'un grand silence.

Société

JUSTICE

Mise en place d'une nouvelle haute hiérarchie judiciaire

M^{me} Myriam Ezratty est nommée premier président de la cour de Paris

M^{me} Myriam Ezratty, avocat général à la Cour de cassation, a été nommée, le 12 juillet, premier président de la cour de Paris, par le Conseil supérieur de la magistrature, en remplacement de M. Pierre Drai, nommé quelques jours plus tôt premier président de la Cour de cassation.

M. Jean-Pierre Cochard, avocat général à la Cour de cassation, a été nommé président de la chambre sociale de la même cour.

La nomination de M. Pierre Arpaillange au ministère de la justice, le départ à la retraite de M^{me} Simone Rozès avaient laissé vacantes les deux fonctions les plus prestigieuses de la magistrature : procureur général près la Cour de cassation et premier président de la même cour. Nommé il y a quelques jours, M. Pierre Drai remplaçait M^{me} Rozès. Il fallait donc dans cet étrange jeu de « chaises musicales » de la haute hiérarchie judiciaire où l'on doit doser ses choix avec des précautions d'apothicaire en tenant compte de la compétence, du talent, mais aussi de la susceptibilité des magistrats et des inévitables sympathies politiques, poursuivre la tâche.

Le choix de M^{me} Ezratty était attendu. Si elle n'est pas une personnalité connue, elle n'est pas inconnue. Elle a occupé différentes fonctions : à la cour de cassation, c'est la règle, faire l'unanimité, il ne viendrait à l'idée de personne de mettre en cause ni le talent, ni la compétence, de cette grande femme douce, pleine de charme, dont le sourire et l'intelligence ont

convaincu, autant que la fermeté. Membre du Syndicat de la magistrature jusqu'en 1981, directrice de l'éducation surveillée du temps de Robert Badinter, puis directrice de l'administration pénitentiaire, elle a laissé à ses interlocuteurs les moins proches le souvenir d'une femme de dialogue et de contact. A ce poste elle avait su (ses successeurs ont compris comme l'est difficile) dialoguer avec les personnels pénitentiaires, tout en inspirant une politique à laquelle par nature ils n'étaient guère enclins. Convaincue de l'insuffisance du « tout-carcéral », M^{me} Ezratty n'avait pas voulu jouer les prolongations à la tête de l'administration pénitentiaire à l'arrivée de M. Chalandon. Elle avait, fidèle à ses convictions, cédé la place sans tapage pour rejoindre la Cour de cassation. Très « en phase » avec M. Arpaillange, le nouveau premier président de la cour de Paris sera en toute indépendance l'officier relais de sa politique pénale.

D'autres nominations sont attendues — au parquet général de la Cour de cassation notamment et aux parquets de Paris et de Versailles. Choisir les hommes ou les femmes idoine est une tâche délicate et l'harmonie dans la conduite de l'action publique un point d'équilibre difficile à trouver.

Ag. L.

M^{me} Ezratty

[Née le 7 décembre 1929 à Nice, M^{me} Myriam Ezratty est magistrat depuis 1950. Elle a occupé différentes fonctions : à la cour de cassation, c'est la règle, faire l'unanimité, il ne viendrait à l'idée de personne de mettre en cause ni le talent, ni la compétence, de cette grande femme douce, pleine de charme, dont le sourire et l'intelligence ont

affaires civiles. Avant d'être nommée conseiller à la cour d'appel de Paris en juin 1978, M^{me} Ezratty avait été conseiller technique de 1974 à 1978 au cabinet de M^{me} Simone Veil, ministre de la Santé. Directrice de l'éducation surveillée de 1981 à 1983, puis directrice de l'administration pénitentiaire jusqu'en 1986, M^{me} Ezratty avait réintégré la Cour de cassation où elle avait rang d'avocat général.]

M. Cochard

[Né le 14 février 1927 à La Rochelle (Charente-Maritime), M. Jean Cochard est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit. Major du concours d'entrée dans la magistrature en 1952, il commence sa carrière comme substitut à Briey (Meurthe-et-Moselle) en 1953. Détaché en janvier 1957 en service de documentation de la Cour de cassation, il est affecté en 1962 au cabinet du directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. Il devient, en décembre 1963, substitut au tribunal de la Seine, puis, en décembre 1965, premier substitut au tribunal de Paris. En mars 1972, il occupe les fonctions de secrétaire général du parquet du tribunal de grande instance de Paris. Nommé ensuite directeur de la gendarmerie et de la justice militaire (mai 1973), il est promu au grade d'avocat général près la cour d'appel de Paris en décembre 1975, avant de rejoindre la magistrature au poste d'avocat général près la Cour de cassation en 1979.]

■ M. Lucaseau procureur général à Nice. — Le Journal officiel du 13 juillet publie de son côté un décret nommant M. Gilles Lucaseau procureur général près la cour d'appel de Nice en remplacement de M. Jean Dufour, nommé procureur général près la cour d'appel de Nîmes.

MAURICE PEYROT.

La Cour de cassation déclare irrecevable la requête en révision du procès Vandapuy

Man-Ernest Vandapuy, trentenaire, condamné le 21 mai 1984 par la cour d'assises des Alpes-Maritimes à quinze de réclusion criminelle pour tentative de meurtre sur des policiers, ne sera pas réjugé. La chambre criminelle de la Cour de cassation, saisie d'une demande de révision présentée par son procureur général à la requête du ministre de la Justice, a rendu mardi 12 juillet un arrêt d'irrecevabilité (Le Monde daté 8-9 mai).

La cour, présidée par M. Paul Berthiaud, n'a pas abordé le fond de l'affaire. Elle constate seulement que « la demande en révision se borne à faire état, sans aucune précision, d'éléments contenus dans la requête et des résultats des vérifications entreprises, sans articuler aucun fait nouveau qui serait de nature à établir l'innocence du condamné ou même à faire douter de sa culpabilité ». En conséquence, la cour considère qu'elle n'est pas en mesure de s'assurer que la demande remplit les conditions nécessaires à une procédure de révision prévue par l'article 622 du code de procédure pénale.

En termes clairs, cette argumentation signifie que la requête n'a pas été rédigée conformément à la loi par les services de M. Chalandon, après que celui-ci eut accepté, le 5 mai dernier, de transmettre la demande de révision à M. Pierre Arpaillange, alors procureur général près la Cour de cassation.

L'affaire aurait pourtant mérité un examen attentif. Dans la nuit du 7 avril 1982, Vandapuy et l'un de ses amis circulent à bord d'une voiture volée lorsqu'un véhicule de police se met à leur poursuite. Bloqué sur les rives de la Vénis à Plan-de-Var (Alpes-Maritimes), Vandapuy se jette hors du véhicule et tombe 5 mètres plus bas sur les rochers. Avant de le retrouver blessé, les policiers entendent deux coups de feu et découvrent à ses côtés une arme avec deux cartouches percutees. Vandapuy n'a cessé de proclamer son innocence et son défenseur, M^{me} Irène Terrel, avait soutenu la demande en révision en s'appuyant sur trois arguments.

Une nouvelle expertise balistique aurait révélé que les distances de tir étaient différentes de celles établies par les policiers lors de l'enquête. Un ingénieur des ponts et chaussées aurait prouvé que le plan des lieux soumis aux jurés n'était pas conforme à la réalité. Enfin, un témoin favorable à l'accusé, le conducteur de la voiture, n'avait pas témoigné au procès de Nice pour une « raison médicale » dont l'authenticité est contestée.

Soutenu par la Ligue des droits de l'homme et par un comité comprenant notamment Claude Mauriac, Théodore Monod, Jean-Marie Domenach et Marguerite Duras,

Vandapuy observe une grève de la faim depuis le 6 juin, et le 19 juin il a tenté de mettre fin à ses jours à l'aide d'une lame de rasoir.

A l'occasion de la demande de révision, il avait sollicité une suspension de peine. La Cour a estimé que,

compte tenu de l'irrecevabilité prononcée, il n'y avait pas lieu de statuer sur ce point. Il faudra que d'autres procédures soient engagées pour que Vandapuy puisse espérer être réjugé.

L'enquête sur une série d'attentats à Marseille

Les quatre personnes interpellées dans le Gard mises hors de cause

Les quatre personnes interpellées vendredi dans le Gard et transférées lundi 11 juillet à Marseille pour y être entendues dans le cadre de l'enquête sur une série d'attentats à l'explosif commis contre des agences bancaires de la ville dans la nuit du 29 au 30 mars dernier, ont été remises en liberté mardi soir, au terme de leur garde à vue.

Mises hors de cause par les enquêteurs, ces quatre personnes avaient, lors de leur interpellation, été trouvées en possession de 600 grammes d'explosifs agricoles, explosifs dont la nature paraissait similaire à celle

des charges utilisées au mois de mars par les auteurs des attentats. Après vérifications, les enquêteurs n'ont retenu aucun élément contre M. Robert Wéry, candidat aux législatives de 1986 sur une liste du Front d'opposition nationale, et contre les trois autres personnes.

La série d'attentats du mois de mars avait d'ailleurs été revendiquée le 14 avril par l'ex-FNLC (Front de libération nationale de la Corse) dans un communiqué authentifié, ainsi que nous l'indiquons dans notre précédente édition.

■ M^{me} Monique Pelletier : « Moins de procès et moins de lois. » — M^{me} Monique Pelletier (UDF), ancienne secrétaire d'Etat à la Justice, a annoncé mardi 12 juillet sur RMC, à l'écoute que les parlementaires et le gouvernement devraient « faire moins de lois, car notre législation est trop compliquée, augmentée des réformes, les conflits, les contentieux, et ce serait une bonne action pour que la justice soit mieux rendue ». « L'institution judiciaire a refusé depuis des années tout ce qui était proposé comme conciliation pré-procès. Il y a une grande quantité de litiges qui trouveraient une solution avant de devenir un procès » a-t-elle ajouté. « Si je devais un jour avoir une responsabilité dans ce secteur, la première action que je mènerais serait de développer ces lieux de conciliation. »

■ Bon footballer, mauvais conducteur : six mois avec sursis. — Le tribunal correctionnel de Bordeaux a condamné, mardi 12 juillet, à six mois de prison avec sursis, 15 000 F d'amende, un an de suspension de permis de conduire et deux amendes de 5 000 et 2 500 F le footballeur international José Touré, poursuivi pour délit de fuite, outrage à magistrat, conduites sans permis, coups et blessures involontaires. Les faits motivant ces délits s'étaient déroulés le 5 juin. Le footballeur avait causé un accident au volant d'un véhicule qu'il conduisait à vive allure sans permis (Le Monde du 8 juin).

Au tribunal de Paris

Une offre d'emploi « discriminatoire »

« Société de nettoyage recherche pour Paris-16^e. Trois ouvriers (fem), un chef d'équipe. Horaires 17-20. Place stable. Carte d'électeur obligatoire. »

La dernière mention de cette annonce parue dans le numéro de Carrières et Emplois daté du 2 au 8 décembre 1984 a entraîné mardi 12 juillet la condamnation à 2 000 F d'amende de M. Thiébaud Renger, président-directeur général de la société Lambda Services reconnue coupable par le 17^e chambre correctionnelle de Paris d'avoir « soumis une offre d'emploi à une condition fondée sur l'origine, le sexe, les mœurs, la situation de famille, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées ».

IF symbolique

Les poursuites avaient été engagées par la CFDT qui a obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts que le tribunal relève que la formule « pour tout candidat à l'emploi » est une formule qui ne serait pas française.

Cependant la défense de M. Renger avait justifié l'attitude de l'entreprise en apportant la preuve que les emplois proposés étaient destinés à l'exécution d'un marché portant sur le nettoyage des locaux de la direction nationale de la gendarmerie. Or le ministre de la défense impose que le personnel fasse l'objet d'une habilitation particulière qui ne peut être normalement accordée qu'à une personne jouissant de la nationalité française.

Malgré l'argument, le tribunal n'a pu se résoudre à considérer que les juges constatant que si la loi prévoit l'éventualité d'un « motif légitime » pour refuser un bien ou un service à une personne à raison de son appartenance à une nation, l'article 416-3 relatif aux propositions d'emploi « dans sa rédaction actuelle, ne prévoit pas la possibilité pour le prévenu d'échapper à toute répression s'il justifie d'un motif légitime de refus alors que les alinéas 1 et 2 de cet article ne prévoient expressément rien ».

M. Robert Hersant, directeur de publication de Carrières et Emplois a été relaxé : sa complicité dans une infraction qu'il n'est pas en mesure de prouver n'a pas été retenue par le tribunal.

M. P.

SPORTS

Le Tour de France

Tous en danseuse !

C'était la journée des routiers sprinters néerlandais... et sprinters néerlandais, Jean-Paul Van Poppel a gagné, mardi 12 juillet, la dixième étape Belfort-Besançon tandis que Monique Knol réglait le peloton du Tour féminin. Le Canadien Bauer et la Française Jeannie Longo conservent le maillot jaune.

Pendant ce temps, Patrice Esnault se battait furieusement, et inutilement du reste, dans l'espoir d'arriver seul à Besançon. C'était sa façon de rendre hommage à Jean De Gribaldy, son ancien directeur sportif, mort l'an passé, qui fut aussi le meilleur coureur bicéram. Ce passionné de cyclisme auquel on doit la découverte de Joaquin Agostinho et de Sean Kelly, aimait les coureurs de tempérament. Une race retrouvée à laquelle appartenirent Jérôme Simon, Victor, Cornillet, Casado, Abadie et Joël Pelier, le régional de l'étape.

JACQUES AUGENDE.

BESANÇON de notre envoyé spécial

On ne verra sans doute plus beaucoup de sprints comme celui-ci dans le Tour de France. Cent cinquante-huit coureurs ensemble. Premier, Van Poppel; deuxième, Bontempi; troisième, Eddy Planckaert. Déjà vainqueur au Mans l'autre mardi, le champion néerlandais, l'homme le plus rapide du peloton, vient de gagner sa deuxième étape et sa deuxième Peugeot 205 en l'espace d'une semaine. Il a bien fait d'en profiter. Les Alpes se profilent à l'horizon et les grimpeurs revanchards s'apprêtent à éparpiller les routiers sprinters, qui ont mangé leur pain blanc.

Une nouvelle course commence. Van Poppel, impérial mardi, va maintenant devoir s'efforcer devant les spécialistes des cols durs. Avec la seule ambition de terminer dans les délais. Quant à Eddy Planckaert, il lui faudra se surpasser pour tenter de sauver son maillot vert du classement par points et compter uniquement sur son courage. On leur souhaite bien du plaisir.

Les montagnards n'auront cependant pas la partie facile. Aucun d'eux n'est à l'abri d'une défaillance ou d'un « jour sans » : une véritable hantise qui n'épargne personne. Antonin Magne disait souvent : « Le Tour de France est une suite d'arrangements que l'on tisse patiemment minute par minute, kilomètre par kilomètre. Un seul accroc et tout l'édifice s'écroule. » Ils vont tout redouter l'accroc. De Lucio Herrera à Jean-François Bernard en passant par Bauer, Jérôme Simon, Bruckink, Delgado, Ciquellon, Kelly, Parra, Hampsten et Aloisi car s'ils possèdent le talent, ils ne sont pas infatigables et pas tellement sûrs d'eux. Comble d'ironie, le plus décontracté sera peut-être Laurent Fignon, le champion aux états d'âme, chronique. Après ses problèmes de genou, sa fringale et son ténia, il n'a plus rien à perdre. Entre Belfort et Besançon, il a escaladé le Ballon de Servance le sourire aux lèvres — une fois n'est pas coutume — et il s'est permis de participer aux sprints intermédiaires des points chauds. Même Bernard Hinault n'a pas revu !

Les classements

Dixième étape : Belfort-Besançon (149,5 kilomètres)

1. Van Poppel (P-B), 3 h 28 min 31 s ; 2. Bontempi (It.), au même temps ; 3. Planckaert (Bel.) ; 4. Jorge Dominguez (Esp.) ; 5. Elliott (G-B).

Classement général. — 1. Bauer (Can.), 34 h 0 min 3 s ; 2. Simon (Fr.), 4 h 14 s ; 3. Bruckink (P-B), à 43 s ; 4. Yates (G-B), à 59 s ; 5. Mettelt (Fr.), à 1 min 1 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Dixième étape : Lure-Besançon (76 kilomètres)

1. Knol (P-B), 1 h 58 min 44 s ; 2. Meijer (P-B), même temps ; 3. Sidel (RFA) ; 4. Brennan (E-U) ; 5. Schenkenberger (Sué).

Classement général. — 1. Longo (Fr.), 4 h 34 min 1 s ; 2. Canis (It.), à 4 s ; 3. Visschers-Nyman (Fin.), à 56 s ; 4. Clappe (It.), à 1 min 3 s ; 5. Hepple (Aut.), à 1 min 6 s.

■ FOOTBALL : coupes d'Europe. — Le tirage au sort des coupes européennes, effectué le 12 juillet, n'a pas favorisé les représentants français, à l'exception de Monaco qui rencontrera les Islandais de Valur dans l'épreuve des champions. En Coupe des vainqueurs de coupe, Metz sera opposé à Anderlecht. En Coupe de l'UEFA, Bordeaux affrontera les Soviétiques de Dniepropetrovsk tandis que Montpellier jouera contre le Benfica Lisbonne, finaliste de la dernière Coupe des clubs champions. Metz et Montpellier recevront leurs adversaires le 7 septembre pour les matches aller. Les matches retour sont programmés le 5 octobre. Monaco a changé les dates de ses rencontres et jouera le 6 septembre et le 4 octobre.

■ TENNIS : Coupe Davis. — Pour rencontrer la Suède, du 22 au 24 juillet à Bastad en demi-finale de la Coupe Davis, l'équipe de France aura la composition suivante : Yannick Noah, Henri Leconte, Guy Forget, Thierry Tulasne et Jean-Philippe Fleurian. La formation suédoise sera composée de Mats Wilander, Stefan Edberg, Anders Jarryd et Kent Carlsson.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Bourdieu (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des Locataires du Monde, La Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Robert Bourdieu-Méry, liquidateur.

Administrateur général : Bernard Worms

Rédacteur en chef : Daniel Varner

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-35-91-92 ou 45-55-91-71

Téléx MONDEPUB 206 136 F

Imprimé à Paris

7, rue de la Harpe

PARIS-13

1988

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-99-01

Régist. Min. 1444-1969

Régist. Min. 1969-1982

Régist. Min. 1982-1985

Régist. Min. 1985-1988

Régist. Min. 1988-1991

Régist. Min. 1991-1994

Régist. Min. 1994-1997

Régist. Min. 1997-2000

Régist. Min. 2000-2003

Régist. Min. 2003-2006

Régist. Min. 2006-2009

Régist. Min. 2009-2012

Régist. Min. 2012-2015

Régist. Min. 2015-2018

Régist. Min. 2018-2021

Régist. Min. 2021-2024

Régist. Min. 2024-2027

Régist. Min. 2027-2030

Régist. Min. 2030-2033

Régist. Min. 2033-2036

Régist. Min. 2036-2039

Régist. Min. 2039-2042

Régist. Min. 2042-2045

Régist. Min. 2045-2048

Régist. Min. 2048-2051

Régist. Min. 2051-2054

Régist. Min. 2054-2057

Régist. Min. 2057-2060

Régist. Min. 2060-2063

Régist. Min. 2063-2066

Régist. Min. 2066-2069

Régist. Min. 2069-2072

Régist. Min. 2072-2075

Régist. Min. 2075-2078

Régist. Min. 2078-2081

Régist. Min. 2081-2084

Régist. Min. 2084-2087

Régist. Min. 2087-2090

Régist. Min. 2090-2093

Régist. Min. 2093-2096

Régist. Min. 2096-2099

Régist. Min. 2099-2102

Régist. Min. 2102-2105

Régist. Min. 2105-2108

Régist. Min. 2108-2111

Régist. Min. 2111-2114

Régist. Min. 2114-2117

Régist. Min. 2117-2120

Régist. Min. 2120-2123

Régist. Min. 2123-2126

Régist. Min. 2126-2129

Régist. Min. 2129-2132

Régist. Min. 2132-2135

Régist. Min. 2135-2138

Régist. Min. 2138-2141

Régist. Min. 2141-2144

Régist. Min. 2144-2147

Régist. Min. 2147-2150

Régist. Min. 2150-2153

Régist. Min. 2153-2156

Régist. Min. 2156-2159

Régist. Min. 2159-2162

Régist. Min. 2162-2165

Régist. Min. 2165-2168

Régist. Min. 2168-2171

Régist. Min. 2171-2174

Régist. Min. 2174-2177

Régist. Min. 2177-2180

Régist. Min. 2180-2183

Régist. Min. 2183-2186

Régist. Min. 2186-2189

Régist. Min. 2189-2192

Régist. Min. 2192-2195

Régist. Min. 2195-2198

Régist. Min. 2198-2201

Régist. Min. 2201-2204

Régist. Min. 2204-2207

Régist. Min. 2207-2210

Régist. Min. 2210-2213

Régist. Min. 2213-2216

Régist. Min. 2216-2219

Régist. Min. 2219-2222

Régist. Min. 2222-2225

Régist. Min. 2225-2228

Régist. Min. 2228-223

MUSIQUES

Rossini perdu et (presque) retrouvé

Du bon usage de l'ornement

La création française d'*Armide* au Festival d'Aix-en-Provence cette semaine confirme la renaissance du musicien de Pesaro. Grâce à lui revit aussi un art du beau chant longtemps oublié.

On n'en finit pas, décidément, de découvrir Rossini... Cette année encore, après *Adelaide di Borgogna*, au Festival de Paris, et la *Gazza ladra*, au Théâtre des Champs-Élysées, le Festival d'Aix-en-Provence présente *Armide* en création française, une œuvre presque inconnue — encore que Maria Callas l'ait chantée dès 1952 — qui devrait faire l'objet chez EMI d'un enregistrement, le premier « officiel » : en attendant qu'il sorte, les amateurs de disques pourront dès l'automne se consoler avec la *Zelmira* que Claudio Scimone prépare actuellement pour Erato.

Le temps est loin où un nouveau *Barbier de Séville* suffisait à faire événement, où il fallait justifier une reprise du *Comte Ory* à l'Opéra-Comique... C'était il y a quinze ou vingt ans à peine. Il est vrai que pendant plus d'un siècle Rossini a eu la chance d'un peu trouble d'être l'immortel auteur du *Barbier de Séville*. On le savait capable de plus de sérieux et de profondeur, car on jouait régulièrement son ultime œuvre, *Guillaume Tell* (créé à l'Opéra de Paris en 1829), mais on préférait le *Barbier* et l'on ne se souciait guère d'aller voir ce qui valaient les opéras, au nombre d'une quarantaine, sortis de sa plume entre 1810 et 1829.

Cette indifférence à l'égard d'un compositeur pourtant illustre peut sembler étrange alors qu'on connaît aujourd'hui la valeur de ce qu'on dédaignait ainsi. Déformés par la légende d'un compositeur heureux et indolent, on avait peine à imaginer que l'action qu'il émerge sur le théâtre lyrique italien pouvait se composer, pour sa vigueur un peu despotique, de celle d'un Beethoven dans le domaine de la musique instrumentale à la même époque.

La distance qui sépare Rossini de ses prédécesseurs, Cimarosa et Paisiello, apparaît infiniment plus grande que celle que ses successeurs, Bellini, Donizetti et le jeune Verdi, ont mise entre eux et lui. En comparaison des uns et des autres, l'art de Rossini se révèle infiniment plus riche et complexe. Ce n'est pas sans raisons que ses compatriotes, impressionnés par l'importance qu'il accordait aux accompagnements et par les audaces de son harmonie, l'avaient surnommé « l'Allemand » (« l'Allemand »). Sous une apparence joviale et débonnaire, il cachait certainement une volonté bien arrêtée et savait obtenir de ses interprètes des prouesses assez inhabituelles, quoique toujours favorables à l'expression de leur talent.

En effet, si la musique de Rossini n'est jamais ingrate, elle se révèle singulièrement exigeante. De là son succès éclatant au son temps, lié à celui des chanteurs, puis son oubli progressif au fur et à mesure que disparaissaient ceux qui étaient capables d'en maîtriser les difficultés. Rossini vécut assez longtemps pour assister au déclin de l'art du chant, qui avait brillé d'un ultime éclat dans ses œuvres, car s'il cessa d'écrire pour le théâtre en 1829, après *Guillaume Tell*, il mourut seulement en 1868, universellement admiré et généreusement traité par ses interprètes.

Massacre à la vocalise

Ce qui caractérise le style vocal des opéras de Rossini, c'est l'abondance, la luxuriance de l'ornementation. Personne après lui n'osera demander une telle agilité du gosier et, faute de chanteurs capables d'assez d'aisance pour donner un semblant de naturel à ces artifices raffinés, l'écriture de Rossini parut bientôt inutilement chargée et incompatible avec la vérité dramatique. On fit une exception pour ses œuvres comiques, car la vocalise, assimilée à l'éclat de rire ou à l'expression de la joie, semble mieux en situation que dans les drames. On en vint même à traiter les coloratures comme des plaisanteries.



Yoshitaka Yamaji, Rockwell Black et Raul Gimenez dans *Armide*, mise en scène de Jean-Claude Fall à Aix.

L'époque n'est pas si lointaine où, dans les représentations du *Comte Ory*, les acteurs montraient des signes d'impatience, à la grande joie du public, tandis que l'un d'eux massacrait d'interminables vocalises avec l'air navré d'un mauvais élève obligé de réciter une leçon de morale.

Comme on ne pouvait aller plus loin dans la caricature, on a dû faire machine arrière, et la renaissance qui porte ses fruits actuels est l'aboutissement naturel du mouvement de redécouverte du bel canto entrepris au lendemain de la dernière guerre.

Contrairement à ce que l'on croit parfois, le dix-neuvième siècle n'a pas vu en effet l'apogée du bel canto, mais le déclin progressif d'un art du chant qui brillait de tous ses feux au dix-huitième, à l'époque où les chanteurs italiens travaillaient essentiellement la souplesse de leur voix, étudiaient les rudiments de la composition et se distinguaient par l'art d'ornementation adroitement une ligne mélodique réduite sur le papier à sa plus simple expression. Les castrats, par exemple, passaient plusieurs années à étudier exclusivement une série d'ornements

raffinés dont ils émaillaient ensuite leur chant et qui leur valait l'admiration des connaisseurs. Le principe de l'ornementation, qui s'étendait à la musique instrumentale, veut qu'on exécute d'abord ce qui est écrit puis, lorsqu'une phrase, une période ou toute une partie d'un air est reprise, qu'on l'agrément avec goût, en respectant le caractère général, étant entendu qu'un virtuose inspiré pourra toujours dépasser sans dommage la mesure ordinaire. Peu avant la fin, un point d'orgue laisse le chanteur entièrement responsable de la chute, bonne ou mauvaise, de l'air; c'est ce qu'on appelle, à proprement parler, la cadence (ou, comme on dit au théâtre, la « chute »).

Dans les partitions antérieures au dix-neuvième siècle, il est assez rare de voir écrites ces reprises variées ou ces cadences qui appartiennent à la tradition orale. Il est vraisemblable que la partition des airs ou des concertos de Mozart ne constitue, en certains endroits, qu'un canevas.

Vingt ans après Mozart, Beethoven fixa lui-même les

cadences de son *Concerto pour violon* ou du *Concerto « l'Empereur »*; dans sa *Cinquième symphonie*, il notera en toutes lettres une brève cadence de hautbois que tout autre aurait seulement indiquée d'un signe. Il entendait ainsi, sans renoncer pour autant à l'effet de la cadence, mettre des bornes à une tradition qui n'était sans doute plus assez vivante au début du dix-neuvième siècle pour s'élever au-dessus de la routine.

C'est précisément à cette époque que Rossini, pour les mêmes raisons, s'applique à écrire très précisément tous les ornements qu'il souhaite voir exécuter, sans exclure par ailleurs la possibilité que les bons chanteurs puissent encore y ajouter.

Il est vraisemblable que l'imaginaire de Rossini a dépassé ce qu'auraient pu concevoir les chanteurs les plus inspirés de la période précédente, et qu'il porta ainsi le bel canto à un ultime sommet; d'autant qu'il étendit aux duos, aux trios et même aux ensembles des raffinements réservés jusque-là, de par leur complexité, aux seules arias. Seul un compositeur peut maîtriser

une telle profusion de fioritures et obtenir un miraculeux équilibre.

Etendant ce principe à l'orchestre, Rossini tire un parti fructueux de la virtuosité instrumentale qu'il fait briller non seulement dans les ouvertures, mais aussi dans les airs et les ensembles. Le mépris qui pèse encore sur la virtuosité ne doit pas faire oublier qu'en plaçant l'interprète dans une situation critique, aux deux sens du terme, elle porte l'enjeu dramatique dans l'exécution musicale elle-même. Ce n'est pas si négligeable à l'Opéra. Ainsi une vocalise bien conduite peut elle se révéler plus émouvante, musicalement parlant, qu'un récitatif tragique soutenu par les trépidations de l'orchestre.

Tandis que les progrès de la facture des instruments à vent accomplis à cette époque suscitaient un développement de la virtuosité des exécutants, qui s'est encore accentuée de nos jours, celle des chanteurs n'a cessé de s'atrophier, rendant de plus en plus problématique l'exécution fructueuse des partitions de Rossini, et chimérique l'espoir d'y briller.

Esthétique matérialiste

A présent que, sans avoir encore retrouvé l'art de l'ornementation libre (qui reste l'apparence des spécialistes de la musique ancienne), il existe de plus en plus de chanteurs capables de tirer un parti avantageux des pages conçues par l'imaginaire débordant de Rossini, le public à son tour s'intéresse à un répertoire oublié. A l'occasion, on prend conscience de la grande diversité de ces partitions, de l'opéra *buffa* au grand opéra romantique. On remarque aussi la qualité de l'orchestration, d'une nouveauté et d'une puissance (dans la force comme dans la douceur) qu'on ne soupçonnait pas.

Peut-être aussi le caractère « objectif », sinon matérialiste, de cette esthétique a-t-il quelques mauvaises raisons de paraître si séduisant aujourd'hui. Il y aurait là certainement un malentendu, mais ce ne serait pas le premier.

GÉRARD CONDÉ.

De diableries en féeries

LES représentations de *Semiramide*, en 1980, resteront sans doute parmi les événements marquants du Festival d'Aix-en-Provence. La redécouverte d'une œuvre majeure de Rossini avait certes de quoi impressionner — encore ne donna-t-on pas dans son intégralité une partition qui dure près de cinq heures — mais la présence côte à côte de Montserrat Caballé et de Marilyn Horne constituait naturellement l'attraction principale pour la plupart des auditeurs.

Il est vraisemblable que l'annonce de la création française d'*Armide* ait été au Théâtre de l'Archéoché n'aurait pas suffi à elle seule à déplacer la foule sans la présence de Jure Anderson dans le rôle-titre. Du moins la perspective d'écouter un Rossini sérieux n'effraie-t-elle plus personne et, à quelques coupures près, d'ailleurs peu significatives, l'exécution sera conforme au texte de l'édition critique réalisée en 1979 par Daniela de Deppo.

L'œuvre le mérite largement, qui est loin de manquer d'intérêt; sur le plan musical d'abord, car l'inspiration très soutenue dans l'ensemble réserve tout au long les plus heureuses surprises, mais aussi comme témoignage supplémentaire de la diversité créatrice de Rossini, qui s'exerce avec éclat jusque dans un domaine — celui de la féerie — où il ne s'est aventuré qu'à cette occasion et avec les réserves qu'on devine, connaissant son goût pour « le naturel et la spontanéité des situations » et son aversion pour « les diableries et les extravagances dont les philosophes modernes ont dérivé avec tant de peine la trop crédule humanité » (lettre

au comte Carlo Donà). Mais il n'avait guère de liberté dans le choix de ses livrets et devait obéir à l'impresario du théâtre San-Carlo de Naples, Domenico Barbeja, qui souhaitait, pour l'automne 1817 un opéra fantastique à grand spectacle différent de ce qu'il faisait alors.

Comme la maîtresse de Barbeja, la cantatrice Isabel Colbran était devenue celle de Rossini et qu'il y avait dans le rôle de la magicienne Armide une occasion excellente de faire briller d'un feu nouveau le talent d'une interprète aussi exceptionnelle, les hésitations ne durent pas être bien longues. Le compositeur, si épris alors de celle qui, les années précédentes, avait

déjà créé Elisabeth et Desdemona sur le même théâtre, se trouvait-il dans les meilleures dispositions pour composer un opéra inspiré de la *Jérusalem délivrée* du Tasse et presque entièrement construit sur une idylle amoureuse ? C'est ce qu'on a dit un peu légèrement; néanmoins, il est vrai que Rossini, assez averti de duos d'amour en général, en a composé trois dans *Armide* d'un charme irrésistible, et que le désespoir tour à tour plaintif ou furieux de la malheureuse amante abandonnée, à la fin de l'ouvrage, n'a rien à envier aux pages les plus expressives de l'opéra romantique à venir.

Sur le plan du langage harmonique et des modulations expressives, Rossini montre une audace assez étonnante ou, plus exactement, une assimilation et une capacité d'extension des conquêtes les plus hardies de Haydn, dont l'influence, dès l'ouverture, est indéniable, mêlée à celles de Mozart, voire de Gluck et de Salieri. Mais cela reste toujours de Rossini, et même là où il annonce le jeune Verdi, c'est avec une richesse sans commune mesure dans la réalisation.

Armide n'était pas le premier opéra écrit par Rossini, qui avait déjà écrit notamment *Tancredi* (1813), *Elisabetta* (1815) et *Otello* (1816) en alternance avec des opéras *buffa* qui semblaient faire contrepoids : *l'Italiana in Alger* (1813), *le Barbier de Séville* (1816), *Cendrillon* (1817). Mais, considérant sans doute qu'il avait désormais mieux à faire, il fera taire cette veine comique au profit d'un approfondissement de son art, qui porte déjà ses fruits.

Profondément ne voulait pas dire dépouillé et ennui, mais luxuriance et dépassement des limites. De là cette virtuosité idéale qu'on a jugée depuis extravagante et qui a longtemps nui à la pérennité de la plupart de ses ouvrages ultérieurs. Dans le cas d'*Armide*, la magicienne séductrice, les censeurs les plus prosaïques devront admettre que ce feu d'artifice vocal était de rigueur.

Armide avait cependant de quoi plaire durablement. On sera particulièrement sensible à l'équilibre entre la virtuosité brillante de l'écriture vocale (dans les airs, les duos et l'étonnant trio pour trois ténors) et la place réservée à l'expression orches-

trale, avec ces grands arcs de cor, de violoncelle et de violon en particulier qui témoignent, s'il en était besoin, du talent exceptionnel des musiciens qui jouaient alors dans la fosse du San-Carlo de Naples.

Sur le plan du langage harmonique et des modulations expressives, Rossini montre une audace assez étonnante ou, plus exactement, une assimilation et une capacité d'extension des conquêtes les plus hardies de Haydn, dont l'influence, dès l'ouverture, est indéniable, mêlée à celles de Mozart, voire de Gluck et de Salieri. Mais cela reste toujours de Rossini, et même là où il annonce le jeune Verdi, c'est avec une richesse sans commune mesure dans la réalisation.

Armide n'était pas le premier opéra écrit par Rossini, qui avait déjà écrit notamment *Tancredi* (1813), *Elisabetta* (1815) et *Otello* (1816) en alternance avec des opéras *buffa* qui semblaient faire contrepoids : *l'Italiana in Alger* (1813), *le Barbier de Séville* (1816), *Cendrillon* (1817). Mais, considérant sans doute qu'il avait désormais mieux à faire, il fera taire cette veine comique au profit d'un approfondissement de son art, qui porte déjà ses fruits.

Profondément ne voulait pas dire dépouillé et ennui, mais luxuriance et dépassement des limites. De là cette virtuosité idéale qu'on a jugée depuis extravagante et qui a longtemps nui à la pérennité de la plupart de ses ouvrages ultérieurs. Dans le cas d'*Armide*, la magicienne séductrice, les censeurs les plus prosaïques devront admettre que ce feu d'artifice vocal était de rigueur.

G. C.

Companyia
Flotats
Saison 1988-89

L'ÎLE DE LA MÉMOIRE

Triptyque en hommage
à Jean Vilar

1ère. journée
LORENZACCIO

2ème. journée
LE MISANTHROPE

3ème. journée
ELVIRE JOUVET 40

joué et mis en scène par
Josep Maria Flotats

Théâtre Poliorama
Rambla dels Estudis, 116
Barcelone
Tél. (91 34 3) 317 58 32

Poliorama
Teatre

ENCATALAN

Cliches
Enregistrer

L'achat d'un enregistreur est une décision importante. Il faut se demander si l'on veut enregistrer des disques, des cassettes, ou si l'on veut simplement enregistrer des voix, des instruments, etc. Il faut aussi se demander si l'on veut un enregistreur portable ou fixe, et si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque.

Il y a beaucoup de modèles d'enregistreurs sur le marché, et il est difficile de choisir. Il faut se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe. Il faut aussi se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe.

Oncle Carroll

Il y a beaucoup de modèles d'enregistreurs sur le marché, et il est difficile de choisir. Il faut se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe. Il faut aussi se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe.

Portraits d'outre-t

de confondre la peinture de l'histoire avec la peinture de l'histoire. Il faut se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe. Il faut aussi se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe.

Il y a beaucoup de modèles d'enregistreurs sur le marché, et il est difficile de choisir. Il faut se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe. Il faut aussi se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe.

Il y a beaucoup de modèles d'enregistreurs sur le marché, et il est difficile de choisir. Il faut se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe. Il faut aussi se demander si l'on veut un enregistreur à cassette ou à disque, et si l'on veut un enregistreur portable ou fixe.

EXPOSITIONS

Clichés du dix-neuvième siècle à Orsay et au CNP

Enregistrer

Apparue simultanément en France et en Grande-Bretagne, la photographie offre l'occasion, à travers Le Gray et Fenton, de confronter deux grandes collections nationales.

PANORAMA de l'évolution d'un art de 1839 à 1918, roman d'aventures, catalogue d'émotions, album pittoresque d'un siècle héroïque, c'est un peu tout cela que proposent les 240 pages choisies parmi les 13 000 œuvres du fonds collecté depuis 1979 pour le Musée d'Orsay par Françoise Heilbrun et Phillips Néage.

Ce vaste survol permet de voir comment la photographie, depuis son invention, n'a cessé de conquérir de nouveaux domaines pour devenir une technique aux multiples applications. Des épreuves positives directes de Bayard au premier négatif de Talbot, si précieux qu'on le couvrait d'un voile, les pionniers, artisans amateurs ou « artistes-photographes », oscillent entre deux orientations contraires : les objectifs inspirés de

l'art et l'attachement au rendu réaliste de la nature.

La photographie, miroir de la mémoire, garde d'abord la trace des visages et des lieux. Le daguerrotypiste archive les quais de la Seine, un bout de jardin ou les arènes de Nîmes. Le portrait n'est pas encore une industrie. Grâce au négatif papier, le tableau de genre permet d'épouser les mœurs de nos aïeux : Robert Schumann pose avec Clara au piano ; prosaïque et exilé, Victor Hugo défie la France de son rocher.

Espace urbain, lacs de ruelles, site naturel, tout excite l'œil. L'exotisme est une manie. En voyage d'agrément ou lors d'expéditions scientifiques, on va à Jérusalem, à Athènes, au Caire. L'Orient offre une place au rêve. Palmiers, palais et vestiges piquent la curiosité de ces « documentaristes » intrépides, à la fois archéologues, géographes, explorateurs et ingénieurs. Dans des conditions difficiles (matériel lourd, procédés compliqués), on fixe les Indiens de la tribu Mic-Mac. Alors qu'en atelier, sans accessoire ni fond peint, Debureau mime une panoplie d'expressions



Indiens Mic-Mac, Terre-Neuve, 1859.

sous l'œil complice du grand Nadar.

Activité commerciale et artistique se conjuguent. L'abandon du daguerrotypisme au profit du pro-

cessé au collodion facilite la légèreté de prise de vue. On escalade, on rampe, on enregistre le temps qui passe. Tout passionne. C'est l'âge d'or. Entre ruines médiévales et salle à manger de l'asile impérial de Vincennes (1859), Charles Nègre campe un nu lascif en studio. Fidèle à la clarté de ses rues vides, Balzac montre Avignon et Lyon dévastés par les crues (1856) ; Malville coiffe d'un angle aigu les toits de Notre-Dame, Théodore Devéria détaille le quel d'Éléphantine et, d'une colonne du nouvel Opéra, Edouard Durandelle fait un chef-d'œuvre austère.

En 1851, la Mission héliographique, dont Orsay a reçu en dépôt tous les négatifs, a pour objet de recenser le patrimoine architectural de l'Hexagone. C'est le règne des « photographes de monuments ». Le Gray, Le Secq, Mistrall, Bayard, dressent l'inventaire des châteaux et des cathédrales au

et rêver

point qu'un critique s'écrie : « On dirait que les saints artistes du Moyen Âge avaient prévu la photographie. »

La collection d'Orsay, vouée aux primitifs français, s'ouvre aussi aux étrangers : Autrichiens, Américains et surtout Anglais. Chef de file de la photo d'art, à la fin du dix-neuvième siècle, la Grande-Bretagne a pour vedettes de tête Octavius Hill, Rejlander, Coburn et, bien sûr, Camérone. Mais aussi Lewis Carroll (voir encadré), avec deux négatifs originaux au collodion (1865) dont celui de la célèbre actrice Helen Terry, enchaînée, dans un rôle de compositon.

Balade initiatique

À la fin du siècle, la photographie dépasse enfin l'information objective. L'instantané séduit Degas, Bonnard et Zola. Mêlant l'artifice et le naturalisme, le pictorialisme s'épanouit de 1890 à 1910. New-York pointe ses gratte-ciel sous l'œil impressionniste de Stieglitz. Son *Entrepreneur* (1907) relie symboliquement la fin du siècle et l'ère contemporaine. À la demande de Cocteau, Man Ray portraiture Proust, de profil, sur son lit de mort. Nous sommes le lundi 20 novembre 1922. Une page de l'histoire est tournée.

Cette balade initiatique, répartie sur 1 200 mètres carrés, se conclut par un hommage à Gustave Le Gray, chef d'école des primitifs français, qui fut un des premiers à tenter de faire de la photographie un art. Il est célèbre pour ses études académiques, assez convenues, sur la nature (forêt, océan, ciel). Emphatiques et glacées, ses « marines » sont si lénifiantes qu'il devait dompter l'élan même des vagues. Ou les couchers de soleil larmoyants obtenus par l'astucieuse technique dite des « ciels reportés ». Exempt de chaleur et de sensualité, ce technicien hyper-appliqué, desservi par

un accrochage terne, s'avère ennuyeux jusqu'à dans ses portraits (Mistrall, Dumas ou lui-même) qu'il considérait comme une corvée.

Du naturalisme d'Emerson aux visions allégoriques de Camérone, c'est l'Anglais qui incarne au mieux les caractères opposés de la prise de vue et de la création d'images. Comme le montre un aperçu des collections de la Royal Photographic Society, la photographie anglaise se singularise par un lyrisme dont Roger Fenton fut le chantre. Il est connu pour sa série sur les squelettes humains et son reportage sur la guerre de Crimée. Mais il témoignait aussi d'une imagination formelle dont était bien incapable Le Gray. Son sens prodigieux de la composition, l'absence de maîtrise du cadre, d'une éblouissante netteté, tirent subtilement la photo vers la fiction. Sa « galerie des Antiquités » (1857), numérotée d'une lueur céleste, est une merveille de perception, d'équilibre et d'harmonie.

La majesté des lacs, des parcs ou des jardins, est toujours ramenée à des proportions humaines par la présence de silhouettes posées dans le décor comme des personnages de film. Le réalisme magique de Fenton devance Hamish Fulton et Atget. Ces cinquante-cinq pièces aux tons sépia, prémices de la modernité, restituent sans mélancolie l'enchantement du passé. L'œil serpente, vagabonde et se perd avec délices au sein de cette nature saisisse comme un théâtre.

PATRICK ROCHERS.

* La Photographie au Musée d'Orsay, choix des collections 1839-1918, et Gustave Le Gray, photographe (1820-1882), organisé par l'Art Institute de Chicago. Musée d'Orsay, jusqu'au 14 août.

* La Photographie britannique, des origines au pictorialisme, à travers les collections de la Royal Photographic Society, présentée par le CNP, Palais de Tokyo, jusqu'au 15 septembre.

Oncle Carroll

L'AUTEUR d'*Alice au pays des merveilles* était un parfait photographe. Des centaines d'« amies-enfants » sont posées devant son objectif. Espérances dolentes et sournoises, élargies par la longueur de la pose mais tantôt têtes à l'objectif, déguisées, gaudes de cadeaux, de gâteaux, de baisers, elles posent en plein air, devant des murs lépreux, des portes closes ou dans le studio que Lewis Carroll s'était fait bâtir au-dessus de son appartement. Interchangeables, toutes différentes, exhibant un même visage contrit, à l'air grave et déconfit, elles constituent l'album d'une famille imaginaire de plus de huit

cents petites filles, sorte de société en réduction classée avec soin dans trente-trois volumes répertoriés par le photographe selon un code connu de lui seul. Et qui, à travers cette multitude de visages innocents, cent fois renouvelés, le temps d'une pose, dérobait à l'enfance quelques lambeaux d'adultère.

P.R.

* Lewis Carroll, trente-cinq tirages, présentés par le CNP au Palais de Tokyo, jusqu'au 15 septembre et au Musée d'Orsay, jusqu'au 15 août.

Holbein le Jeune à Bâle

Portraits d'outre-tombe

Bâle honore superbement Hans Holbein, qui fut citoyen de la ville et s'exila à Londres. C'est l'occasion d'y voir plus clair dans une œuvre faussement simple.

C'EST entendu : Holbein le Jeune fut un des plus grands portraitistes de tous les temps. Maître du dessin auquel bien peu peuvent se comparer, le Bâlois émigré à la cour d'Henri VIII d'Angleterre semble avoir passé toute sa vie, qui dura à peine quarante-cinq ans, la pointe d'argent ou de charbon à la main, l'œil sur d'innombrables modèles. Froidement, paisiblement, il a tracé avec une impeccable précision les détails de leur vêtement et de leur tête. On chercherait en vain la moindre erreur comme la plus petite rupture de rythme ou de style. Holbein dessine avec une sérénité presque exaspérante, la sérénité de qui ne redoute ni défaillance ni surprise, de qui sait aller de l'esquisse au portrait achevé sans peine ni hésitation.

Le plus souvent, la feuille est blanche et il rehausse l'effigie d'un peu d'aquarelle ou de craie, blond ou roux d'une chevelure, bleu ou jaune safran d'une robe. Quelquefois, le papier a été choisi coloré, rose, presque mauve, et l'artiste écrase davantage son trait, afin que le noir et le gris contrastent avec la teinte du fond. On pourrait à l'infini décrire et exalter la finesse et l'exactitude du dessin des narines, des sourcils, des phalanges, des lèvres, des dentelles et des coiffes. On pourrait encore redire quelle référence fut Holbein pour des portraitistes de la force d'Ingres et de Degas. On le pourrait, mais sans en finir avec le soupçon que ces chefs-d'œuvre ne sont pas exactement ce qu'ils semblent, pure transparence et apogée d'un genre.

L'hommage que Bâle rend magnifiquement à son peintre est lui-même construit avec quelque perversité. Il semble conçu afin

de confirmer la grandeur de Holbein le portraitiste. Il réunit en effet les deux ensembles majeurs de ses dessins, celui de Bâle naturellement, que l'on ne voit point d'ordinaire présenté si généreusement, et celui du château de Windsor, propriété de la couronne de Grande-Bretagne, que d'ordinaire l'on ne peut voir. Or cette dernière collection, composée des dessins que Holbein fit à Londres entre 1525 et 1528, puis de 1532 à sa mort, en 1543, contient des feuilles incomparables, dont celles consacrées à la famille de Thomas More et celles où Holbein, peintre à la mode, passe en revue le gotha de l'Angleterre d'Henri VIII. Sa seule présence au Kunstmuseum Basel justifierait un pèlerinage.

Entre ces deux cabinets de visages, complétés de croquis d'architectures, d'études d'anatomie et de figures de saints et de sages, on a laissé en place les peintures de Holbein que possède le musée, sans chercher à obtenir le prêt des *Ambassadeurs* et de quelques autres toiles fameuses. Or cette modestie — si l'on peut parler de modestie à propos d'une telle exposition — est plus instructive que tout effort d'exhaustivité. Dans ses peintures, comme dans ses gravures, judicieusement installées à proximité, Holbein le Jeune n'a guère qu'un sujet, qu'il déguise et révèle selon les circonstances. Ce sujet, c'est la mort.

Des preuves ? Le *Christ mort* de 1521, évidemment, image scrupuleusement exacte dans le genre morbide, image qui ne fait grâce ni des plaies séchées, ni de la peau qui verdit, ni des veines pétrifiées sans que Holbein cède pour autant à l'expressionnisme de Grünewald. Ou la *Cène*, victime de l'iconoclasme de la Réforme, qui la mit littéralement en pièces à coups de hache, et enfin convenablement restaurée : il n'y a pas un trait, il y a autant de traits que d'apôtres à ce festin autour d'un Christ qui sait les souffrances à venir. Ou son portrait d'une vieille femme. Ou, plus évidemment funèbres encore, ces

admirables petites peintures en caméléon de brun rouge de quelques crânes abandonnés devant un soubirail et les planches d'un étrange recueil, imprimé à Lyon en 1538 et nommé *Histoires et Faces de la mort*. Dans chacune d'elles, un squelette annonce à quelque vivant de variable condition qu'il doit trépasser sur l'heure. Le vivant, prêtre, guerrier, laboureur, reine, courtisane ou nourrice, lève la main, se cache la face, fait mine de fuir et s'épouvante. Le motif est répété plus de quarante fois, de la manière la plus impitoyable et la plus moqueuse. Il n'est pas excessif de prétendre reconnaître là tous les signes de l'obsession morbide.

Sans doute l'histoire a-t-elle en la matière quelques raisons à donner, moins l'histoire de Hans Holbein homme privé, époux d'une Bâloise demoiselle Schmid, que celle de Holbein dit le Jeune qui eut le malheur de se faire peintre au moment où naissait la Réforme. De celle-ci, il a souffert cruellement. Elle a détruit une bonne part des œuvres religieuses et lui a interdit d'en exécuter de nouvelles. Elle a prétendu le confiner dans la décoration des façades et des salles municipales, et l'a contraint deux fois à se réfugier à Londres, là où il pouvait espérer que la tolérance religieuse le laisserait en paix. Que des mésaventures si tragiques, la peur, la vue des premières luttes, aient accentué un penchant au pathétique, sans doute. Mais le mal et la manie viennent de plus loin. Holbein, dès avant les thèses de Wittenberg, participe de la mélancolie douloureuse qui a inspiré la *Nef des fous* de Sebastian Brant et l'*Eloge de la folie* d'Erasmus, Erasme qui fut le modèle de Holbein et lui conseilla de s'établir à Londres, où le protégeait son ami Thomas More.

Il n'est pas fortuit que Holbein ne représente des Ecritures que les épisodes les plus violents, Passage de la mer Rouge et Sacrifice d'Abraham, ni qu'il illustre la Passion de visions où passe, en



Holbein : « Chemin de croix ».

dépit de sa retenue, un peu de la fureur satirique de Bosch. Il n'est pas davantage accidentel qu'il ait copié l'*Ecc Homo* de Lucas de Leyde, ni qu'il reprenne la scène et en exaspère le sens : encore la mort, encore la condamnation. Sa foi, qui ne choisit ni Luther ni Rome, semble n'avoir qu'un moteur, l'horreur de l'homme. Elle ignore la charité, la grâce et les indulgences. Peut-être ignore-t-elle le paradis.

Interdit d'art sacré

Et l'on vanterait les portraits d'un tel peintre, on admirerait leur pureté sans y voir aucune malice ? Il suffirait de professer que Holbein, interdit d'art sacré, s'est voué au portrait sans souffrir d'un tel renoncement, lui dont on sait par ailleurs avec quelle attention il a regardé ce qu'il a pu connaître de l'art italien contemporain, art religieux par excellence. Peut-être conviendrait-il plutôt de scruter chevaliers et nobles épouses, Elizabeth, lady

Hoby et Sir John Wyatt, avec à l'esprit le *Christ mort* et les gravures macabres. Tous ces portraits, si limpides, si élégants, ont en commun l'immobilité et l'absence de sentiment. Les lèvres demeurent closes, ni pincées ni à peine ouvertes sur le souffle : fermées et pâles. Les yeux se regardent rien, ni le portraitiste, ni un visiteur, ni un objet. Le poète Nicholas Bourbon lui-même, quoiqu'il tienne à la main une plume, a oublié papier et encrier. Les autres ont les yeux baissés ou vides. Les traits sont sans mouvement ni expression. Holbein se montre fort étrangement indifférent à toute psychologie, pour un portraitiste. Dürer, Cranach, son père Holbein l'Ancien même, ne dédaignent pas d'évoquer la colère, le mépris et la coquetterie. Rien de tel ici, mais ce n'est pas flatterie de peintre mondain, car Holbein ne se fait pas scrupule de dessiner un nez trop pointu et un menton trop lourd.

Ces défauts, il les observe et les transcrit avec les irrégularités et particularités d'étranges objets parés d'étoffes et de fourrures.

Holbein, visionnaire trista, voit moins des visages et des êtres que des masques mortuaires. Il détourne l'art du portrait de son emploi ordinaire et en fait subrepticement un art terrible. Les distinctions sociales de ses glorieux et riches modèles, marquis de Northampton et duc de Wiltshire, leurs passions, leurs vies, tout s'efface. Il reste des volumes, des surfaces, le grain de la peau et du velours, la texture des cheveux, le froid des colliers d'ordre et des bijoux. De l'animé, un cadavre paré pour l'exhibition finale, le buste d'un géant en somme. L'exercice qui devrait conserver au-delà de leur disparition l'image et la réputation de ceux qui exigent de s'y soumettre se révèle épreuve de dissolution. Le modèle est comme déjà mort, nature morte, sous le regard de celui qui voit le deuil et l'anéantissement en lui et partout. Ces portraits muets sont d'outre-tombe. Autrement dit, des vanités.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée des beaux-arts, 16, Saint-Alban-Graben, Bâle. Jusqu'au 4 septembre.

féeries

THEATRE DE L'ATHENE

LOUIS JOUVET

SAISON 88-89

29 SEPTEMBRE - 10 NOVEMBRE

SIMPLEMENT COMPLIQUE

THOMAS BERNHARD

mise en scène C. COLIN

ATELIER 111, MC 93 BOULONNY-FESTIVAL D'AVIGNON

FESTIVAL D'AVIGNON - C.A.C. D'AVIGNON

29 SEPTEMBRE - 10 NOVEMBRE

SOUVENIRS ASSASSINS

SERGE VALLETTI

13 NOVEMBRE - 17 DECEMBRE

PIAF PAR INGRID CAVEN

PIERRE BERGER PRODUCTION

13 NOVEMBRE - 8 DECEMBRE

LE DRAME DE LA VIE

RETIF DE LA BRETONNE

mise en scène J.-M. VILLEGIER

10 JANVIER - 4 FEVRIER

MADEMOISELLE JULIE

AUGUST STRINDBERG

mise en scène M. LANGHOFF

COMEDIE DE GENÈVE

10 JANVIER - 11 FEVRIER

LE TERRIER

FRANZ KAFKA

mise en scène J.-P. KLEIN

JEFER - CHATEAU ROUGE - T.M.T.

28 FEVRIER - 8 AVRIL

LES AMANTS MAGNIFIQUES

MOLIERE ET LULLY

mise en scène J.-L. PALIES

direction musicale J.-M. HASLER

chorégraphie C. BAYLE

CIE THEATRE - C.A.C. LA MOUSINE

2 MARS - 8 AVRIL

CALLAS

PAR ELIZABETH MACCOCO

C.D.N. REIMS - ATTITUDE

25 AVRIL - 3 JUIN

QUARTETT

HEINER MULLER d'après LACLOS

mise en scène J.-M. HASLER

THEATRE D'AVIGNON - C.A.C. ALPES

C.D.C. BOULONNY

PRACTIQUE THEATRALE

COMMENT ET PAR QUI LE THEATRE

OCTOBRE - JUIN

LES LUNDIS MUSICAUX

DE L'ATHENE

DIRECTION THEATRE BERGE

CARTES SPECTATEUR PERMANENT

7 SPECTACLES 450 F

47.42.67.27

AVEC LE PARRAINAGE DE

L'UNION DE BANQUES A PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

SAISON

LA PROJETTE/ONCLE VAMPA

Tchekhov / May Erénov

Théâtre d'Art de Moscou

FANTAGHIAN

Christiane Maitre / Dumas

Jean-Loup Babin / Molière Savary

LE LIVRE DE MOI

Bernard Pomeroy / André Engel

LE DOURGERS GENTILHOMME

Molière / Molière Savary

LAPIN CRASSEUR

Molière Savary

SOPHOMORE

Caroline / Brigitte Jacques

LE FURANOMME

Jean Genet / Pierre Guisard

TON BEAU CAPITAINE

Simone Schwartz-Bar / Sylvie Cava

LA RECONSTITUTION

Bernard Noël / Charles Tordjman

LA BONNE MERE

Gautier / Jacques Lussac

BOPPAI

The Earth Players d'Afrique du Sud

Percy Munn

MARTINETTES / MICHONNE / DANSE

CINEMA / APERTIFS-CONCERTS

INFORMATIONS

ABONNEMENTS NOUVELLES FORMULES

47 04 86 80

Pour recevoir gratuitement le nouveau programme détaillé de la saison 1988-1989, veuillez remplir ce bulletin et le retourner au Théâtre national de Chaillot, 1 place du Trocadéro, 75116 Paris.

NOM

ADRESSE

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles, à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES

6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Platon Bonheur, rue Saint-Martin

(42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

LES ANNEES CINQUANTE. Quelques aspects de l'art contemporain, grande galerie. Petit foyer. Jusqu'en 17 octobre.

Entre le béton et le rock. Galerie du Col. Jusqu'en 17 octobre.

ARCHES-TRAIN. Atelier des enfants. Jusqu'en 24 septembre.

LA COTE-D'IVOIRE AU QUOTIDIEN. Grand et petit foyer. Jusqu'en 29 août.

DESIGN FRANÇAIS, 1960-1990. Forum. Jusqu'en 26 septembre.

LA HUNE. Salle d'art graphique. Jusqu'en 17 octobre.

HEBES DE PAPIER - LES RECITS COMPLETS DES ANNEES CINQUANTE. Salle d'actualité. Jusqu'en 26 septembre.

LA MÉDIATHÈQUE. Une architecture en mouvement. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'en 15 août.

FRANÇOIS FLORES, 1963 - 1988. Galerie du Forum. Jusqu'en 5 septembre.

PRESUNIC. Galerie des brèves. Col. Jusqu'en 29 août.

FRANZ STELLA, 1970-1987. Galerie contemporaine. Jusqu'en 28 août.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, en Col.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-33-61-27).

T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mer. Jusqu'en 20 août.

GENEVIÈVE ASSE. Entrée : 20 F. Jusqu'en 12 septembre.

YOMI KURI. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'en 11 septembre.

EUGÈNE LEROY, RÉMY ZAUGG. Arc. Entrée : 15 F. Jusqu'en 25 septembre.

ALIX RIST. Entrée : 15 F. Jusqu'en 11 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-40-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

A LA RECHERCHE DES FILMS PERDUS. Exposition dossier. Entrée : 23 F. Jusqu'en 4 septembre.

CINÉMATOGRAFIE, INVENTION DU SIÈCLE - AFFICHES DU CINÉMA MUET. Exposition dossier. Entrée : 23 F. Jusqu'en 4 septembre.

GUSTAVE LE GRAY. Photographie (1820 - 1882). Entrée : 20 F (13 F dim.). Jusqu'en 14 août.

LE JAPONAIS D'OPÉRA. Exposition dossier. Entrée : 23 F. Jusqu'en 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition dossier. Entrée : 20 F. Jusqu'en 14 août.

RIVIÈRE GRAVEUR ET LITHOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'en 18 septembre.

RIVIÈRE PHOTOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'en 18 septembre.

Palais du Louvre

Salle provisoire sur le quai des Tuileries (42-40-39-36). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

L'AN V : DESSINS DES GRANDS MAÎTRES. Pavillon de Flore (2^e étage). Entrée : 20 F (gratuit le dim.). Jusqu'en 26 septembre.

LE DÉCOR INTÉRIEUR DES TUILERIES SOUS LE RÉGNE DE LOUIS XIV. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. Jusqu'en 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES 1984-1987. Pavillon de Flore (salle basse). Jusqu'en 26 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-33-61-27).

T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mer. Jusqu'en 20 août.

GENEVIÈVE ASSE. Entrée : 20 F. Jusqu'en 12 septembre.

YOMI KURI. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'en 11 septembre.

EUGÈNE LEROY, RÉMY ZAUGG. Arc. Entrée : 15 F. Jusqu'en 25 septembre.

ALIX RIST. Entrée : 15 F. Jusqu'en 11 septembre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, en Col.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-33-61-27).

T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mer. Jusqu'en 20 août.

GENEVIÈVE ASSE. Entrée : 20 F. Jusqu'en 12 septembre.

YOMI KURI. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'en 11 septembre.

EUGÈNE LEROY, RÉMY ZAUGG. Arc. Entrée : 15 F. Jusqu'en 25 septembre.

ALIX RIST. Entrée : 15 F. Jusqu'en 11 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-40-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

A LA RECHERCHE DES FILMS PERDUS. Exposition dossier. Entrée : 23 F. Jusqu'en 4 septembre.

CINÉMATOGRAFIE, INVENTION DU SIÈCLE - AFFICHES DU CINÉMA MUET. Exposition dossier. Entrée : 23 F. Jusqu'en 4 septembre.

GUSTAVE LE GRAY. Photographie (1820 - 1882). Entrée : 20 F (13 F dim.). Jusqu'en 14 août.

LE JAPONAIS D'OPÉRA. Exposition dossier. Entrée : 23 F. Jusqu'en 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition dossier. Entrée : 20 F. Jusqu'en 14 août.

RIVIÈRE GRAVEUR ET LITHOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'en 18 septembre.

RIVIÈRE PHOTOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'en 18 septembre.

Palais du Louvre

Salle provisoire sur le quai des Tuileries (42-40-39-36). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

L'AN V : DESSINS DES GRANDS MAÎTRES. Pavillon de Flore (2^e étage). Entrée : 20 F (gratuit le dim.). Jusqu'en 26 septembre.

LE DÉCOR INTÉRIEUR DES TUILERIES SOUS LE RÉGNE DE LOUIS XIV. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. Jusqu'en 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES 1984-1987. Pavillon de Flore (salle basse). Jusqu'en 26 septembre.

KIKOINE-YANKEL-CHANA ORLOFF. Peintures-sculptures. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'en 2 octobre.

LESAGE, MAÎTRE BRODEUR. Musée de la Mode et du Costume, 10, av. Pierre-I-er-de-Serbe (47-30-85-46). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'en 20 septembre.

LORD BYRON. Une vie romantique. Maison Reuss-Schäfer, 16, rue Chapal (48-74-95-38). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'en 2 octobre.

CLAUDE MELLAN. L'œil d'arc. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-05-81-26). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'en 21 août.

LE MONT SAINT-MICHEL. Parchemin, la flèche. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'en 21 août.

LA NATURE DE L'ART. Côté des sciences et de l'industrie, parc de la Villette, 30, av. Corentin-Carion. T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'en 21 août.

GIUSEPPE PENONE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 16 F. Jusqu'en 12 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BRITANNIQUE. Des origines au pictorialisme. Palais des Beaux-Arts, 13, av. du Président-Wilson (47-33-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jean-Jacques Henner, 43, av. de Villiers (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

QUAND LA LOUPE REMPLACE LA LONGUE-VUE. On se merveille l'histoire des maquettes du Musée de la Marine. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

QUAND PASSENT LES NUAGES. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BENJAMIN ROUBAUD ET LE PANTHÉON CHARVARIER. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-34-36-38). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

ART POUR L'AFRIQUE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 22 F (13 F le dim.). Jusqu'en 25 juillet.

GENEVIÈVE ASSE. Bibliothèque Nationale, musée de la Soie, 12, rue des Petits-Champs (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'en 24 juillet.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 15 septembre.

BORDS DE MER. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31

Avec MK2
c'est
tous les jours
14 Juillet !

Marin Karmitz, éditeur et marchand de films à Paris

Mai 88
CHOCOLAT
Claire Denis

Avril 88
BAGDAD CAFE
Percy Adlon

Mars 88
SAMMY ET ROSIE
s'envoient en l'air.
Stephen Frears

Février 88
**La vie est un long
fleuve tranquille.**
Etienne Chatiliez

Janvier 88
**Ma vie
de chien**
Lasse Hallström

Décembre 87
Maurice
James Ivory

Octobre 87
**Au revoir,
les enfants**
Louis Malle

M K 2

MK2 distribue 35 mm. Références 75042 Page 188 44.07.92 78

TABLEAU
1988
1987
1986
1985
1984
1983
1982
1981
1980
1979
1978
1977
1976
1975
1974
1973
1972
1971
1970
1969
1968
1967
1966
1965
1964
1963
1962
1961
1960
1959
1958
1957
1956
1955
1954
1953
1952
1951
1950
1949
1948
1947
1946
1945
1944
1943
1942
1941
1940
1939
1938
1937
1936
1935
1934
1933
1932
1931
1930
1929
1928
1927
1926
1925
1924
1923
1922
1921
1920
1919
1918
1917
1916
1915
1914
1913
1912
1911
1910
1909
1908
1907
1906
1905
1904
1903
1902
1901
1900
1899
1898
1897
1896
1895
1894
1893
1892
1891
1890
1889
1888
1887
1886
1885
1884
1883
1882
1881
1880
1879
1878
1877
1876
1875
1874
1873
1872
1871
1870
1869
1868
1867
1866
1865
1864
1863
1862
1861
1860
1859
1858
1857
1856
1855
1854
1853
1852
1851
1850
1849
1848
1847
1846
1845
1844
1843
1842
1841
1840
1839
1838
1837
1836
1835
1834
1833
1832
1831
1830
1829
1828
1827
1826
1825
1824
1823
1822
1821
1820
1819
1818
1817
1816
1815
1814
1813
1812
1811
1810
1809
1808
1807
1806
1805
1804
1803
1802
1801
1800
1799
1798
1797
1796
1795
1794
1793
1792
1791
1790
1789
1788
1787
1786
1785
1784
1783
1782
1781
1780
1779
1778
1777
1776
1775
1774
1773
1772
1771
1770
1769
1768
1767
1766
1765
1764
1763
1762
1761
1760
1759
1758
1757
1756
1755
1754
1753
1752
1751
1750
1749
1748
1747
1746
1745
1744
1743
1742
1741
1740
1739
1738
1737
1736
1735
1734
1733
1732
1731
1730
1729
1728
1727
1726
1725
1724
1723
1722
1721
1720
1719
1718
1717
1716
1715
1714
1713
1712
1711
1710
1709
1708
1707
1706
1705
1704
1703
1702
1701
1700
1699
1698
1697
1696
1695
1694
1693
1692
1691
1690
1689
1688
1687
1686
1685
1684
1683
1682
1681
1680
1679
1678
1677
1676
1675
1674
1673
1672
1671
1670
1669
1668
1667
1666
1665
1664
1663
1662
1661
1660
1659
1658
1657
1656
1655
1654
1653
1652
1651
1650
1649
1648
1647
1646
1645
1644
1643
1642
1641
1640
1639
1638
1637
1636
1635
1634
1633
1632
1631
1630
1629
1628
1627
1626
1625
1624
1623
1622
1621
1620
1619
1618
1617
1616
1615
1614
1613
1612
1611
1610
1609
1608
1607
1606
1605
1604
1603
1602
1601
1600
1599
1598
1597
1596
1595
1594
1593
1592
1591
1590
1589
1588
1587
1586
1585
1584
1583
1582
1581
1580
1579
1578
1577
1576
1575
1574
1573
1572
1571
1570
1569
1568
1567
1566
1565
1564
1563
1562
1561
1560
1559
1558
1557
1556
1555
1554
1553
1552
1551
1550
1549
1548
1547
1546
1545
1544
1543
1542
1541
1540
1539
1538
1537
1536
1535
1534
1533
1532
1531
1530
1529
1528
1527
1526
1525
1524
1523
1522
1521
1520
1519
1518
1517
1516
1515
1514
1513
1512
1511
1510
1509
1508
1507
1506
1505
1504
1503
1502
1501
1500
1499
1498
1497
1496
1495
1494
1493
1492
1491
1490
1489
1488
1487
1486
1485
1484
1483
1482
1481
1480
1479
1478
1477
1476
1475
1474
1473
1472
1471
1470
1469
1468
1467
1466
1465
1464
1463
1462
1461
1460
1459
1458
1457
1456
1455
1454
1453
1452
1451
1450
1449
1448
1447
1446
1445
1444
1443
1442
1441
1440
1439
1438
1437
1436
1435
1434
1433
1432
1431
1430
1429
1428
1427
1426
1425
1424
1423
1422
1421
1420
1419
1418
1417
1416
1415
1414
1413
1412
1411
1410
1409
1408
1407
1406
1405
1404
1403
1402
1401
1400
1399
1398
1397
1396
1395
1394
1393
1392
1391
1390
1389
1388
1387
1386
1385
1384
1383
1382
1381
1380
1379
1378
1377
1376
1375
1374
1373
1372
1371
1370
1369
1368
1367
1366
1365
1364
1363
1362
1361
1360
1359
1358
1357
1356
1355
1354
1353
1352
1351
1350
1349
1348
1347
1346
1345
1344
1343
1342
1341
1340
1339
1338
1337
1336
1335
1334
1333
1332
1331
1330
1329
1328
1327
1326
1325
1324
1323
1322
1321
1320
1319
1318
1317
1316
1315
1314
1313
1312
1311
1310
1309
1308
1307
1306
1305
1304
1303
1302
1301
1300
1299
1298
1297
1296
1295
1294
1293
1292
1291
1290
1289
1288
1287
1286
1285
1284
1283
1282
1281
1280
1279
1278
1277
1276
1275
1274
1273
1272
1271
1270
1269
1268
1267
1266
1265
1264
1263
1262
1261
1260
1259
1258
1257
1256
1255
1254
1253
1252
1251
1250
1249
1248
1247
1246
1245
1244
1243
1242
1241
1240
1239
1238
1237
1236
1235
1234
1233
1232
1231
1230
1229
1228
1227
1226
1225
1224
1223
1222
1221
1220
1219
1218
1217
1216
1215
1214
1213
1212
1211
1210
1209
1208
1207
1206
1205
1204
1203
1202
1201
1200
1199
1198
1197
1196
1195
1194
1193
1192
1191
1190
1189
1188
1187
1186
1185
1184
1183
1182
1181
1180
1179
1178
1177
1176
1175
1174
1173
1172
1171
1170
1169
1168
1167
1166
1165
1164
1163
1162
1161
1160
1159
1158
1157
1156
1155
1154
1153
1152
1151
1150
1149
1148
1147
1146
1145
1144
1143
1142
1141
1140
1139
1138
1137
1136
1135
1134
1133
1132
1131
1130
1129
1128
1127
1126
1125
1124
1123
1122
1121
1120
1119
1118
1117
1116
1115
1114
1113
1112
1111
1110
1109
1108
1107
1106
1105
1104
1103
1102
1101
1100
1099
1098
1097
1096
1095
1094
1093
1092
1091
1090
1089
1088
1087
1086
1085
1084
1083
1082
1081
1080
1079
1078
1077
1076
1075
1074
1073
1072
1071
1070
1069
1068
1067
1066
1065
1064
1063
1062
1061
1060
1059
1058
1057
1056
1055
1054
1053
1052
1051
1050
1049
1048
1047
1046
1045
1044
1043
1042
1041
1040
1039
1038
1037
1036
1035
1034
1033
1032
1031
1030
1029
1028
1027
1026
1025
1024
1023
1022
1021
1020
1019
1018
1017
1016
1015
1014
1013
1012
1011
1010
1009
1008
1007
1006
1005
1004
1003
1002
1001
1000
999
998
997
996
995
994
993
992
991
990
989
988
987
986
985
984
983
982
981
980
979
978
977
976
975
974
973
972
971
970
969
968
967
966
965
964
963
962
961
960
959
958
957
956
955
954
953
952
951
950
949
948
947
946
945
944
943
942
941
940
939
938
937
936
935
934
933
932
931
930
929
928
927
926
925
924
923
922
921
920
919
918
917
916
915
914
913
912
911
910
909
908
907
906
905
904
903
902
901
900
899
898
897
896
895
894
893
892
891
890
889
888
887
886
885
884
883
882
881
880
879
878
877
876
875
874
873
872
871
870
869
868
867
866
865
864
863
862
861
860
859
858
857
856
855
854
853
852
851
850
849
848
847
846
845
844
843
842
841
840
839
838
837
836
835
834
833
832
831
830
829
828
827
826
825
824
823
822
821
820
819
818
817
816
815
814
813
812
811
810
809
808
807
806
805
804
803
802
801
800
799
798
797
796
795
794
793
792
791
790
789
788
787
786
785
784
783
782
781
780
779
778
777
776
775
774
773
772
771
770
769
768
767
766
765
764
763
762
761
760
759
758
757
756
755
754
753
752
751
750
749
748
747
746
745
744
743
742
741
740
739
738
737
736
735
734
733
732
731
730
729
728
727
726
725
724
723
722
721
720
719
718
717
716
715
714
713
712
711
710
709
708
707
706
705
704
703
702
701
700
699
698
697
696
695
694
693
692
691
690
689
688
687
686
685
684
683
682
681
680
679
678
677
676
675
674
673
672
671
670
669
668
667
666
665
664
663
662
661
660
659
658
657
656
655
654
653
652
651
650
649
648
647
646
645
644
643
642
641
640
639
638
637
636
635
634
633
632
631
630
629
628
627
626
625
624
623
622
621
620
619
618
617
616
615
614
613
612
611
610
609
608
607
606
605
604
603
602
601
600
599
598
597
596
595
594
593
592
591
590
589
588
587
586
585
584
583
582
581
580
579
578
577
576
575
574
573
572
571
570
569
568
567
566
565
564
563
562
561
560
559
558
557
556
555
554
553
552
551
550
549
548
547
546
545
544
543
542
541
540
539
538
537
536
535
534
533
532
531
530
529
528
527
526
525
524
523
522
521
520
519
518
517
516
515
514
513
512
511
510
509
508
507
506
505
504
503
502
501
500
499
498
497
496
495
494
493
492
491
490
489
488
487
486
485
484
483
482
481
480
479
478
477
476
475
474
473
472
471
470
469
468
467
466
465
464
463
462
461
460
459
458
457
456
455
454
453
452
451
450
449
448
447
446
445
444
443
442
441
440
439
438
437
436
435
434
433
432
431
430
429
428
427
426
425
424
423
422
421
420
419
418
417
416
415
414
413
412
411
410
409
408
407
406
405
404
403
402
401
400
399
398
397
396
395
394
393
392
391
390
389
388
387
386
385
384
383
382
381
380
379
378
377
376
375
374
373
372
371
370
369
368
367
366
365
364
363
362
361
360
359
358
357
356
355
354
353
352
351
350
349
348
347
346
345
344
343
342
341
340
339
338
337
336
335
334
333
332
331
330
329
328
327
326
325
324
323
322
321
320
319
318
317
316
315
314
313
312
311
310
309
308
307
306
305
304
303
302
301
300
299
298
297
296
295
294
293
292
291
290
289
288
287
286
285
284
283
282
281
280
279
278
277
276
275
274
273
272
271
270
269
268
267
266
265
264
263
262
261
260
259
258
257
256
255
254
253
252
251
250
249
248
247
246
245
244
243
242
241
240
239
238
237
236
235
234
233
232
231
230
229
228
227
226
225
224
223
222
221
220
219
218
217
216
215
214
213
212
211
210
209
208
207
206
205
204
203
202
201
200
199
198
197
196
195
194
193
192
191
190
189
188
187
186
185
184
183
182
181
180
179
178
177
176
175
174
173
172
171
170
169
168
167
166
165
164
163
162
161
160
159
158
157
156
155
154
153
152
151
150
149
148
147
146
145
144
143
142
141
140
139
138
137
136
135
134
133
132
131
130
129
128
127
126
125
124
123
122
121
120
119
118
117
116
115
114
113
112
111
110
109
108
107
106
105
104
103
102
101
100
99
98
97
96
95
94
93
92
91
90
89
88
87
86
85
84
83
82
81
80
79
78
77
76
75
74
73
72
71
70
69
68
67
66
65
64
63
62
61
60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31
30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1
0

Enquête

Revenu minimum : le lent cheminement de

Les thérapies

(Suite de la première page.)

Et pourtant, deux ans plus tard, on revendiquerait encore le droit aux allocations ? C'est ce que met en place un revenu d'insertion n'est pas seulement une prestation nouvelle. La montée en charge a été progressive, malgré la publicité faite par le département. Deux cents contrats, signés en juin-juillet 1986, trois cent dix-huit ménages aidés sur l'année entière, soit quatre cent-soixante personnes, sept cent six ménages en 1987 (neuf cent cinquante adultes), une bonne partie des contrats ayant en fait été prolongée d'une année sur l'autre. Le stock devrait se stabiliser autour de cinq cents à six

cents ménages aujourd'hui. La renégociation de la convention avec l'Etat, après le changement de gouvernement — les nouveaux pouvoirs publics conditionnaient le versement de l'aide à un travail, une activité des bénéficiaires ou, au moins, comme le souhaitait le département, à une formation, — n'a pas seule ralenti le mouve-

Les pauvres se cachent

Les pauvres, en fait, se cachent. Malgré l'enquête préalable et la simplicité du système d'attribution — ce sont les travailleurs sociaux qui, dans chacune des quatre circonscriptions du département, reçoivent les demandes, vérifient les ressources, décident du montant à verser, établissent le « contrat » fixant les obligations du bénéficiaire, en pleine concertation avec lui, — malgré cela, il a fallu du temps pour les connaître, voir ce que l'on pouvait faire avec eux. « Nous avons vu apparaître des gens inconnus, des marginaux, par exemple. Ou bien des isolés, vivant dans de petits logements vétustes du centre-ville ou hébergés par leur famille, qui arrivaient à se nourrir en cherchant dans les poubelles sur les marchés. On a même hésité à faire appel à de nouvelles ressources, leur imposer de nouvelles contraintes », raconte un travailleur social.

On a commencé par payer mais, avec le temps, l'extrême diversité de la pauvreté et la lenteur de la réinsertion sont apparues au grand jour. Il y a les dynamiques, comme cette jeune femme qui lave et brosse avec énergie le sol d'entrée d'une HLM de Valdoie, dans la banlieue, à l'heure des retours d'école. Un travail d'utilité sociale qu'elle effectue vingt heures par semaine, pas encore découragée par le laisser-aller de certains locataires. « Au moins, c'est un travail, dit-elle ; mais ça laisse le temps d'en chercher : il faut demander partout, dans les usines, les bureaux, à l'agence

pour l'emploi, autour de soi. » Bobineuse à l'usine Alsthom pendant quatre ans, elle a « quitté son emploi sans raison, pour faire la fête : j'étais jeune. Je n'avais rien dans la tête. Depuis deux ans, je n'ai trouvé que des remplacements, trois mois au maximum », le dernier dans un bar-restaurant ; elle en espère un autre pour l'été dans un hôtel. Revenu minimum et travail d'utilité sociale, qu'on peut interrompre et reprendre ensuite, donnent une sécurité, explique-t-elle, « sinon, on n'a rien ». Car son mari, un chômeur lui aussi, n'est plus indemnisé.

Claude D., trente-deux ans, est également « inscrit partout ». Il espère un emploi de gardien à mi-temps dans un dépôt de mazout où travaille son frère, après des remplacements de-ci, de-là, pour l'entretien des bus et un travail d'utilité sociale aux espaces verts de Belfort, travail qu'il voit s'achever avec regret : il a appris à tailler les arbres et les fleurs et à se servir des machines. Mécanicien, il n'avait eu que le tort d'aller travailler en Suisse, après un passage chez Peugeot, à la chaîne. Il s'est retrouvé au chômage à partir de 1984, la fabrique de boîtiers de montres qui l'employait ayant fermé. Après un stage de cariste, il a fait toutes les agences : « mais on vous demande partout si vous avez un moyen de déplacement ». Pour lui, sa jeune femme et sa petite fille de onze mois, le revenu minimum était la seule ressource.

Travaux d'utilité sociale

D'autres sont plus fatalistes, comme ces deux ouvriers qui viennent d'achever un stage de peintre en bâtiment et ramassent les papiers sur les pelouses d'une autre cité HLM : « Ça occupe », dit l'un d'eux. Le reste du temps, il va à la pêche...

A ceux-là, on a pu progressivement proposer près de cent soixante-dix travaux d'utilité sociale (TUS), à raison de quinze à vingt heures par semaine dans les HLM, les services commu-

naux ou divers établissements publics (collège ou maisons de retraite, le département assurant le plus clair du financement). « Un chiffre maximum, compte tenu des crédits disponibles jusqu'à présent », affirme M. de Koerberlé, directeur départemental de la solidarité. Mais on n'y est pas parvenu sans mal : « Les collectivités et même les associations offrent plus volontiers des TUS pour les jeunes, souligne Christian Proust : les pauvres font peur, on craint de s'engager à leur égard ».

De fait, note un travailleur social, certains bénéficiaires aspirent à en faire un travail permanent : « Ils rêvent d'être embauchés à la mairie ».

S'y ajoutent parfois les réticences de syndicats qui craignent

la concurrence d'un sous-salaire. Dans les HLM, on s'est donc efforcé d'utiliser les TUS au moment (le dimanche, par exemple), où les salariés ne veulent pas travailler, ou pour des chantiers trop limités pour des professionnels. Surtout, la plus grande partie des travaux — entretien d'immeubles ou d'équipements publics, notamment des espaces verts, quelquefois emplois aux cuisines, plus rarement accompagnement de personnes âgées ou travail de bureau — ne sont guère accessibles aux femmes, qui représentent pourtant une bonne moitié des personnes secourues. « Nous avons une ribambelle de candidates, mais rien à leur donner », souligne une assistante sociale.



Sortir du piège de la pauvreté...

Beaucoup, surtout, hommes ou femmes, ne sont pas ou plus en état de prendre un travail. Dans les dossiers des travailleurs sociaux, à côté de « survivants », pour qui il faut reconstituer des droits — comme ces vanniers proches de la retraite qui ont toujours vécu de petits travaux, ni salariés ni artisans, — se déclinent toutes les formes de la malchance, tous les degrés de la débile.

Ne plus tenir à rien

Quel « contrat » proposer à M. T., vingt-huit ans, seul avec un enfant, qui n'a jamais travaillé et n'a jamais osé réclamer de pension alimentaire à son ex-mari, qui « n'a pas de niveau », ne s'est inscrite nulle part, et avec qui on a pu seulement négocier le « rééchelonnement » d'une dette de loyer ? A M. B., quarante-sept ans, sans travail depuis quatre ans, après avoir changé d'emploi tous les deux ans, successivement électricien, garde-barrière, surveillant de chaufferie, et qui doit deux années de loyer ? Miné par l'alcoolisme, il dit : « ne plus tenir à rien » et refuse toute cure de désintoxication, sa compagne étant encore plus alcoolique que lui. Ou à la famille C., cinq enfants plus ou moins handicapés, où l'éthylisme tend à traverser les générations, et dont le père a également erré d'emploi en emploi, filateur, graisseur ou soudeur, jusqu'à ce qu'il n'en retrouve plus après 1979, en raison de la crise... Ou à cet ancien cafetier en faillite, qui ne songe qu'à négocier avec une marque de bière son autorisation d'ouvrir un débit de boissons ?

On avait surtout tablé sur la formation, conçue à la fois comme un préalable et un moyen de réinsertion. Mais il fallut beaucoup tâtonner, personne n'ayant la pratique de ce public dont la motivation était encore plus faible que le niveau scolaire — souvent limité à l'école primaire.

Ce n'est que peu à peu, à la fin de 1987, que ce « sas » a pris

Eviter le piège de l'assistance

ASSISTANCE ou insertion ? C'est par ce dilemme que l'on pose généralement la question de la prise en charge des pauvres. C'est de cette façon que raisonne M. Méhaignier en réclamant une « contrepartie » au versement du « revenu minimum » — reprenant à peu près l'analyse de M. Chirac, qui opposait, en décembre 1987, une « activité minimum garantie », facteur de dignité, au projet de « revenu garanti » des socialistes. La réalité est moins simple : parce que le revenu minimum est une des conditions de la réinsertion, parce que la façon dont il est conçu peut aider ou rendre plus difficile celle-ci, enfin parce que l'« activité » dont il est question n'est pas facile à définir et encore moins facile à assurer aux bénéficiaires de ce revenu.

Si « minimal » soit-il — 2 000 ou 3 000 francs ne permettent pas beaucoup de folies, — ce revenu change en effet leur vie. Il permet d'accomplir des actes de l'existence jusque-là difficiles : payer un loyer, ou son électricité, en tout cas cesser de vivre totalement au jour le jour. Encore faut-il que les conditions d'attribution et de versement de ce revenu n'en fassent pas une simple assistance, mais qu'elles aident, au contraire, à en sortir dans un délai variable selon les capacités des individus et les situations locales — en particulier les possibilités de travail. Ni, à l'inverse, qu'elles imposent d'un coup des conditions impossibles à remplir.

Le premier élément qui compte, c'est la durée de versement. Elle doit être suffisante pour donner une vraie « garantie », un minimum de tranquillité, et en même temps pas trop longue pour que le revenu ne puisse apparaître comme assuré ad aeternum. Il faut éviter ce que l'on constate souvent pour l'allocation de parent isolé : on ne se préoccupe

de l'« après » que lorsque arrive la fin de la prestation...

Au ministère des affaires sociales, on juge ainsi trop brève la durée de versement (six mois) du « complément local de ressources » (CLR) créé par M. Zeller, secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale dans le gouvernement Chirac. D'ailleurs, le constat a été fait par l'équipe de M. Zeller elle-même, et depuis 1987, on a autorisé la reconduction des CLR, qui n'étaient pas prévues à l'origine.

La « désinjection »

Le « revenu minimum d'insertion » sera normalement accordé pour un an et pourrait ensuite être renouvelé par périodes de six mois. Reste en suspens l'éventualité d'un examen périodique des ressources et de l'évolution du bénéficiaire dans l'intervalle (par exemple tous les trois ou six mois). Deuxième nécessité : éviter que l'allocation ne décourage le bénéficiaire de chercher du travail — et des revenus lorsqu'il le peut, ce qui n'est pas toujours le cas, — éviter ce qu'on appelle la « désinjection » au travail. Le mot peut paraître choquant, obscène, appliqué à des gens qui ont tout simplement besoin de survivre. Mais précisément, pour des personnes sans travail, sans ressources fixes depuis longtemps parfois, il ne faut pas ajouter un motif supplémentaire de découragement.

Cette préoccupation se rencontre dans tous les pays où existent des formules de revenu minimum, par exemple aux Etats-Unis, au Québec ou en Grande-Bretagne, (les « supplementary benefits ») et ne date pas des gouvernements conservateurs de M. Thatcher ou de M. Reagan... Le fait de n'accorder le revenu minimum qu'aux plus de vingt-cinq ans ne lève que partiellement l'obstacle.

Il faut donc que le « revenu minimum » ne soit pas trop pro-

che du « salaire minimum » : les amicaux n'auraient aucune raison de travailler trente-neuf heures par semaine s'ils pouvaient arriver presque au même revenu... Cette préoccupation conforte les raisons financières, primordiales, qui ont amené à fixer un montant relativement bas : un demi SMIC, 2 000 F, plus 1 000 F pour la deuxième personne à charge, 600 pour la troisième — un montant correspondant à celui de l'« allocation de solidarité » pour les chômeurs. De même au Québec, où l'« aide sociale » s'élève à 466 dollars pour une personne seule, alors que le salaire minimum est de 689 dollars (1).

Mais il faut surtout faciliter la transition entre rien et le SMIC, entre l'absence complète de travail et le temps plein, car la marche à franchir est trop haute. Le

titulaire du « revenu minimum » doit pouvoir effectuer, s'il en trouve, des petits travaux, à temps partiel ou pour une durée limitée, et au conservé ouvertement le revenu, ou du moins une grande partie. Qui prendrait un travail qui ne rapporte rien ou presque rien ? Plus le « taux de taxation implicite » du travail est élevé, moins on est porté à en rechercher... sauf du travail au noir : on l'a constaté aussi au Québec, où les bénéficiaires de l'« aide sociale » ne peuvent garder que 25 dollars par mois, au plus, de revenu d'un travail.

La nécessité de laisser aux intéressés une bonne partie du revenu acquis par un travail semble avoir été comprise par tout le monde au gouvernement : « Si l'on veut éviter d'avoir à verser dans trois ans

le revenu minimum à 1 500 000 personnes, il faut se montrer un peu généreux au départ. » De toute façon, les sommes reçues pour des travaux temporaires ou limités pendant la durée de versement du « revenu minimum » resteraient acquises : on n'appliquerait de retenues que pour la suite, si le travail dure. Mais il faudra sans doute monter assez haut dans les exonérations, si l'on veut qu'à tout moment le travail au grand jour soit plus rémunérateur que la simple assistance : l'exemple québécois, encore, montre que l'ultime marche vers la sortie ne doit pas être trop élevée, pour permettre aux assistés de sortir du « piège de la pauvreté ».

Définir les contreparties

Quant à la fameuse « contrepartie », elle doit aussi être adaptée à la situation des destinataires du « revenu minimum ». Localement, beaucoup sont demandeurs... en vain. Une bonne partie des départements qui ont signé en 1986-1987 des conventions avec l'Etat pour le versement des « compléments locaux de ressources » élaborés par M. Zeller n'ont pas atteint le nombre fixé, faute de trouver les travaux ou les « tâches d'intérêt général » correspondants : TUC, PIL, PLIF, ont déjà largement occupé le terrain.

En outre, une partie non négligeable des destinataires du « revenu minimum » ne sont pas en état de prendre un véritable travail, même à temps partiel : on l'a constaté aussi dans les collectivités où existent de tels « revenus » : formation insuffisante et surtout incapacité de tenir les contraintes (horaires réguliers, par exemple) à l'issue d'années de chômage, ou faute d'avoir jamais travaillé (par exemple pour les femmes),

dépendance complète de l'assistance reçue...

Aussi beaucoup de responsabilités reposent-elles inévitablement sur les travailleurs sociaux et les associations qui collaboreront au « revenu minimum ». D'abord, ce sont eux qui, dans la pratique, constitueront le dossier de demande, même si les caisses d'allocation familiale (CAF) sont chargées de l'« instruction administrative ».

Cela va changer leur rôle, car aujourd'hui ils consacrent beaucoup de temps à trouver aux plus démunis toutes les aides et subsides possibles. Cette tâche subsistera-t-elle encore ou sera-t-elle dévolue aux CAF, lorsque les personnes concernées ont droit à d'autres prestations « légales » et durables : pension de vieillesse ou d'invalidité, allocation d'adulte handicapé, prestations familiales, allocations de chômage ? Dans ces cas-là, en effet, le « revenu minimum » n'est qu'un complément, ou ne doit être versé que provisoirement, en attendant l'autre prestation — les sommes avancées étant alors récupérées sur celle-ci.

Mais les travailleurs sociaux auront surtout pour tâche, comme c'est déjà le cas pour certains minimums locaux, notamment à Belfort, de définir avec les bénéficiaires les « contreparties » qui font l'objet du « contrat » signé avec eux, de leur proposer un travail et (ou) une formation adaptés, de les suivre et de les soutenir, de s'assurer de l'exécution du contrat, ou de le faire réviser. Ce sont eux qui pourront faire le bilan périodique des progrès et des échecs. C'est donc largement sur leurs épaules que reposera l'espoir d'une insertion pour la majorité des bénéficiaires du futur « revenu minimum ».

G. H.

(1) Un dollar canadien vaut environ 49 francs français.

Enquête

de la pauvreté

l'insertion

... qui, après avoir été...
... de la pauvreté...
... de la pauvreté...
... de la pauvreté...

... Mais pour quel effet...
... Quel effet...
... Quel effet...
... Quel effet...

Les unités de la gestion économique

... Certaines initiatives...
... Certaines initiatives...
... Certaines initiatives...
... Certaines initiatives...

... Certaines initiatives...

L'exemple bordelais

L'employable décompte des PI

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...
... L'exemple bordelais...

Enquête

de la pauvreté l'insertion

forme, préparé par une association départementale de formation, l'IREP 90, après un premier essai pris en charge par la ville de Belfort pour une vingtaine de personnes sélectionnées, dont une bonne demi-douzaine ont retrouvé un emploi ou une promesse d'emploi, et autant une formation qualifiante.

Aujourd'hui, cela peut ressembler à une formation traditionnelle, à raison de douze à quinze heures par semaine en plusieurs groupes de niveaux différents et choisis, de l'alphabétisation aux exercices d'anglais. Mais pour la plupart, même si l'on peut « prendre le train en marche », c'est l'aboutissement de cinq ou six mois. Au départ, des discussions avec des psychologues pour faire un « bilan » personnel, reprendre pied, donner l'envie de réfléchir, choisir des thèmes... « Il fallait resocialiser des gens complètement repliés sur eux-mêmes », même les moins désavantagés en apparence, comme cette mère de famille qui avait travaillé neuf ans avec son mari, commerçant, onze ans comme employée de bureau, mais en était venue à s'enfermer seule dans le noir, volets tirés, raconte Françoise Camst, chargée de mission. On a dû parfois renégocier les horaires pour arriver à une fréquentation régulière. En même temps, on a tenté des programmes « a priori » surprenants, comme une initiation à l'information, séduisante bien qu'en effrayant un peu.

Progressivement, une soixantaine de personnes se sont engagées dans ce « sas », une centaine à partir de janvier 1988. Peu ont abandonné. Une quinzaine doivent entrer en formation professionnelle qualifiante à la rentrée. Les autres, pour la plupart, sont demandeurs de cycles nouveaux, qu'ils avaient parfois refusés auparavant et qui ressemblent à ceux des « actions de formation collective », de Lorraine, ou du Nord : couture, dessin, gymnastique... Mais il reste à diversifier la palette, notamment pour les hommes, qui forment un gros tiers de l'effectif à l'inverse des TUS.

La formule doit être systématisée grâce à l'aide financière et technique du Fonds social euro-

péen, qui apportera 4,5 millions de francs en trois ans. Seuls restent en dehors les cas les plus « lourds ». On va aussi rechercher les directions vers lesquelles orienter les stagiaires pour une formation professionnelle (stages de l'AFPA, de l'Agence pour l'emploi, en alternance...) ou un emploi, en essayant de coordonner les efforts des différentes institutions.

Mais pour quels débouchés ? Quel avenir par exemple pour M. H., cinquante-deux ans, qui a encore une fille de quinze ans à charge, et « qui s'est formidablement adapté à son stage de réinsertion à la crèche », comme l'affirme cette assistante sociale, mais quant à trouver un emploi, « elle a un problème : son âge ».

Sur les 483 personnes dont le contrat a pris fin en 1987, 17 % seulement ont trouvé un emploi et 11 % une formation rémunérée (mais, heureusement, 19 % ont bénéficié de nouvelles prestations durables).

Les mutilés de la guerre économique

Certaines initiatives visent à y répondre. La ville de Belfort envisage, en donnant une formation, complémentaire aux bénéficiaires d'un TUS, de créer dans une cité HLM une régie de quartier qui pourrait à la fois fournir quelques emplois permanents et encadrer d'autres TUS, de préférence du quartier, pour des travaux d'entretien, voire de remise en état d'appartements que les HLM ou les locataires n'arrivent pas à faire et trop limités pour des professionnels. Ainsi une solidarité locale pourrait-elle. « Il faut améliorer la vie des gens, si l'on ne veut pas que les plus modestes jugent favorisés les bénéficiaires du revenu minimum », dit Christian Proust. Il compte aussi proposer une priorité d'emploi et une « prime à l'embauche » dans les collectivités locales des « départements pilotes » de la lutte contre la pauvreté : « des emplois réservés pour les mutilés de la guerre économique ».

GUY HERZUCH

L'exemple bordelais

L'impitoyable décompte des PIL

A Bordeaux, l'exemple des PIL (programmes d'insertion locale), équivalant des TUC pour les adultes, illustre les obstacles que l'on peut rencontrer quand on essaie de mettre en œuvre un dispositif prévu pour venir en aide à une population précaire.

A l'origine, mille personnes correspondaient aux critères définis pour pouvoir bénéficier de la formule. Chômeurs de longue durée depuis plus de deux ans, indemnisés par l'UNEDIC au titre de l'allocation spécifique de solidarité, financée par l'Etat, ils pouvaient tous prétendre, en théorie, occuper un emploi d'intérêt collectif, fourni par la mairie et rémunéré avec 500 F supplémentaires. Dans ce cas précis, le municipalisme bordelais leur proposait d'assurer la circulation à la sortie des écoles, le torse sanglé d'un gilet de sécurité orange et fluorescent.

Sur ce « public » potentiel, trois cents ne se sont pas rendus à la convocation. Plus significatif encore, quatre cents autres considéraient qu'ils n'avaient ni les capacités ni les moyens d'occuper un tel poste. Beaucoup estimèrent que l'emploi était au-dessus de leurs forces et, terriblement découragés, ne purent saisir l'occasion.

Restaient donc trois cents postulants sélectionnés qui, en fait, devinrent vite deux cent cinquante. En effet, il apparut

que cinquante de ces PIL, ne pouvaient raisonnablement se charger d'une telle activité. Certains étaient alcooliques, d'autres étaient psychologiquement perturbés et ne pouvaient être employés sans risques.

Les responsables bordelais reconnaissent que ce décompte, impitoyable, révèle l'ampleur des drames engendrés par le chômage prolongé. Il est difficile d'imaginer une contrepartie en activité, y compris dans le cadre de cette mesure.

La leçon est éprouvante. Même si les pourcentages peuvent varier, il n'en reste pas moins que, sur mille personnes, deux cent cinquante seulement sont aptes à résumer une forme « réduite » d'intégration sociale et à peine professionnelle.

Que, à Bordeaux, sept cent cinquante chômeurs de longue durée et indemnisés n'aient pu être intégrés dans le dispositif d'une manière que les difficultés qui risquent de survenir dans l'application du revenu minimum. Si les personnes qui se trouvent dans une situation « a priori » plus favorable que les nouveaux pauvres n'ont pu accéder à ces mesures, que faut-il penser de l'état des futurs bénéficiaires du revenu minimum ? Plutôt que l'activité, l'insertion paraît la seule réponse adaptée.

A. L.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
Poste 4138 - 4324

Communication

Rebondissement dans l'affaire Michel Droit

M. de Chaisemartin, principal collaborateur de M. Hersant inculpé de corruption active

M. Yves de Chaisemartin, directeur adjoint de la Socpresse et bras droit de M. Robert Hersant, a été inculpé, le mardi 12 juillet, par le juge Claude Grellier, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, de corruption active. M. de Chaisemartin est soupçonné d'avoir versé plusieurs sommes d'argent sur le compte de M. Michel Droit, alors même que l'académicien

avait déjà quitté la Socpresse pour la CNCL. Celle-ci avait accordé au groupe de presse la Cinq et des autorisations de radio (FUN-FM). L'inculpation de M. de Chaisemartin relance l'affaire Droit au moment où le juge Philippe Boiffin s'apprête à clore l'instruction sur la première accusation de forfaiture par un non-lieu (le Monde du 13 juillet).

Affaire Droit, acte II. Le raisonnement est d'une logique implacable : il n'est pas de corruption sans corrupteur. L'inculpation, il y a six semaines, de M. Michel Droit pour corruption passive impliquait à court terme celle d'un membre éminent du groupe Hersant pour corruption active.

L'étude des comptes bancaires de l'académicien n'a-t-elle pas fait apparaître — entre novembre 1986 et janvier 1988 — des versements fréquents émanant de plusieurs sociétés du groupe de presse et pour un montant global de plus de 600 000 F ? Versements reconnus d'ailleurs par M. Droit et correspondant, selon lui, à une indemnité de départ du Figaro (200 000 francs) et à la session de « droits d'auteur » sur la rubrique Figaro histoire dont il est le créateur (400 000 F).

L'attribution de la 5 en question ?

Mais l'explication n'a, semble-t-il, guère convaincu le juge, notamment cette notion de droits d'auteur jusqu'à l'incrimination en matière de presse. Des sommes variées et irrégulières échappent d'autre part à ces explications. Des sommes qui correspondent notamment au règlement de « piges » (paiement d'un article ponctuel).

publiées dans différents titres du groupe, et au remboursement de frais divers (comme ceux d'un voyage de M. et M^{me} Droit au Canada, estimés à 60 000 francs).

Directeur adjoint de la Socpresse, M. Yves de Chaisemartin était l'interlocuteur privilégié de M. Droit et a signé lui-même de nombreuses lettres confirmant les paiements. M. Robert Hersant, lui, n'en aurait signé que deux — en octobre 1986 et en juin 1987 — pour confirmer l'existence d'un arrangement avec l'académicien sur la question des droits d'auteur. Sa responsabilité pourrait donc être engagée. Mais la qualité de député européen confère au PDG de la Socpresse une immunité parlementaire. Avocat de la partie civile, M^{re} Jean-Louis Bessis s'apprête donc à déposer une requête pour que soit engagée la procédure visant à la levée de cette immunité parlementaire.

Les conséquences de l'affaire pour le groupe de M. Hersant risquent d'être lourdes si ses responsables sont reconnus coupables. La sanction encourue va, selon l'article 177 du Code de commerce, de deux à dix ans de prison ferme, l'amende étant directement proportionnelle au prix de l'avantage obtenu. En l'occurrence, il s'agit pas moins que de la Cinq et du réseau de radio FM.

De plus le droit commun stipule que tout avantage obtenu ou octroyé, fût-ce pour une faible partie, grâce à la corruption doit faire l'objet d'une rétrocession. Si l'irrégularité des versements à Michel Droit était avérée, et la thèse de la corruption démontrée, l'affaire déborderait une fois de plus le cadre strictement judiciaire. Les propriétaires de la Cinq, la chancellerie, les services du premier ministre, ne peuvent plus ignorer la question... et son enjeu : la réorganisation du paysage audiovisuel français.

ANNICK COJEAN

Le Carnet du Monde

Naissances	Décès
— Joseph, Annie, Bartien, Dipy, sont contents d'annoncer la naissance de Paul, Pauline MARIANI, le 1 ^{er} juillet 1988, à Paris.	— M. et M ^{me} Michel Dehollain et leurs enfants, font part du décès de M ^{re} Fernande DEHOLLAIN.
— Les obèques ont lieu ce jour, mercredi 13 juillet 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Le Chesnay.	— Les obèques ont lieu ce jour, mercredi 13 juillet 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Le Chesnay.
— Les professeurs de l'Institut d'urbanisme et d'aménagement de la Sorbonne, ont la tristesse de faire part du décès de M ^{re} Monique DURVILLE, urbaniste, professeur à l'Institut.	— Tous les membres de la famille Gaudin, font part du décès de M. André GESKIS, survenu le 4 juillet 1988.
— Les obèques et l'inhumation au cimetière de Montparnasse ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 11 juillet 1988.	— Le président, Le grand rabbin de France, Et les membres de l'Assemblée générale du Consistoire central des communautés juives de France, ont le regret d'annoncer le décès, le 9 juillet 1988, de leur collègue et ami Charles GUTWIRTH, trésorier adjoint.
— Touran Agdash Kadjar, sa fille, Chayesteh Kadjar, sa belle-sœur, Mohamamad Ali Mirza Kadjar, son fils, Soltan Ali Mirza Kadjar, son neveu, Keykhasrow Mirza Kamran Kadjar, son gendre, Djahangir Mirza et Navid Mirza Kamran Kadjar, ses petits-fils, ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu à Thonon-les-Bains, le 2 juillet 1988, en sa quatre-vingt-troisième année, de M ^{re} la princesse Soltan Makhmoud Mirza KADJAR, chef de la maison Kadjar, héritier du trône de Perse.	— L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière nouveau de Neuilly, le 18 juillet, à 16 h 30.
— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.	— L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière nouveau de Neuilly, le 18 juillet, à 16 h 30.
— L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière nouveau de Neuilly, le 18 juillet, à 16 h 30.	— L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière nouveau de Neuilly, le 18 juillet, à 16 h 30.

Les résultats du CESP sont publiés

Les représentants de la presse magazine menacent de démissionner

Bonne tenue de la presse quotidienne nationale : légère érosion de la presse quotidienne régionale. Telles sont les principales tendances des résultats d'audience rendus publics, le mercredi 13 juillet, par le Centre d'études des supports de publicité (CESP). A Paris, le Parisien, avec 1 462 000 lecteurs au total, enregistre la progression la plus forte (+ 18 %), immédiatement suivie par celle du Monde (+ 7 %), qui atteint 1 541 000 lecteurs. Libération, l'Equipe et la Croix restent stables.

Quant aux résultats de la presse magazine, qui devraient faire apparaître une baisse de 6 % pour les hebdomadaires et de 13 % environ pour les mensuels, ils devraient être prochainement publiés.

Les trois administrateurs du CESP représentant le collège magazine l'ont en effet accepté, le mardi 12 juillet, malgré leurs réserves sur les changements méthodologiques intervenus depuis l'an dernier et dont ils jugent les résultats « déflationnistes » (le Monde du 8 juillet). Ces trois administrateurs : M^{me} Bertrand de la Villegue (groupe Hachette), Jean de Montmort (Marie-Claire) et Francis Morel, PDG des Editions mondiales — qui représentent soixante-dix titres magazine sur un total de cent dix-huit, pourraient néanmoins s'opposer à la décision de leur groupe respectif du CESP d'ici à la fin de l'été.

En attendant, de nouvelles discussions seront engagées avec le CESP sur ces problèmes méthodologiques (l'enquête presse 88 a été réalisée en trois vagues auprès d'un échantillon de 15 628 personnes représentatif de la population française de quinze ans et plus).

Feu vert du gouvernement britannique

M. Murdoch peut garder 20,5 % des actions du « Financial Times »

LONDRES

de notre correspondant

Lord Young, ministre du commerce et de l'industrie, a déclaré, mardi 12 juillet, qu'il ne saisissait pas la commission des monopoles et des fusions à propos de la prise de participation de M. Rupert Murdoch dans la société Pearson, unique propriétaire du Financial Times et des deux tiers des Echoes. M. Murdoch possède actuellement 20,5 % des actions de Pearson. Lord Young estime qu'il est urgent... d'attendre. Il n'a pas l'intention d'intervenir tant que la part de M. Murdoch n'atteindra pas 25 %. Dans ce cas, la commission serait automatiquement saisie. Elle peut recommander la vente des paquets d'actions si elle juge que les règles de la concurrence sont menacées.

M. Murdoch, originaire d'Australie, mais qui a la citoyenneté britannique, est déjà propriétaire de cinq titres de la presse nationale britannique : The Times, The Sunday Times, The Sun, News of the World, et Today. La commission serait vraisemblablement hostile à ce qu'il contrôle simultanément deux grands quotidiens de qualité tels que le Times et le Financial Times. On prête parfois à M. Murdoch l'intention de vendre le Times, prestigieux mais déficitaire, pour racheter le Financial Times, tout

aussi renommé mais qui, lui, gagne de l'argent.

Lord Young est persuadé que M. Murdoch n'exerce pas d'influence matérielle ou éditoriale sur le Financial Times. L'intéressé lui-même avait fait savoir en janvier qu'il n'avait pas l'intention de dépasser « d'ici 12 mois » le seuil des 25 % ni de se mêler au contenu du Financial Times. La rédaction du célèbre quotidien de la City imprimé sur papier saumon n'est pas convaincue. Les journalistes du « FT », comme on désigne familièrement le titre, craignent que M. Murdoch n'ait toujours l'intention de prendre, le moment venu, le contrôle de Pearson et donc de leur quotidien. La société Pearson elle-même, qui considère comme « inamicale » la participation depuis 1987 de M. Murdoch, écrit d'envier ses rapports avec le « prédateur ».

En janvier 1988, le groupe Pearson avait annoncé son intention de racheter le quotidien français les Echoes. Une opération « suspendue » par le ministre de l'économie et des finances, qui doutait du « caractère durablement communautaire » du groupe Pearson essentiellement à cause de la participation de M. Murdoch. Au terme d'un compromis, Pearson, qui a déjà acheté les deux tiers des Echoes, pourra acquérir le reste début 1989 si le groupe reste « communautaire ».

DOMINIQUE DHOMERES

Springer prend le contrôle du troisième éditeur espagnol de magazines

Le groupe de presse ouest-allemand Springer vient de prendre le contrôle du troisième éditeur espagnol de magazines, la Sociedad autonoma de revistas, periódicos y ediciones (SARPE). Ce groupe publie l'essentiel des magazines féminins en Espagne (Nuevo Estilo, Greca, Prima, Muchachos, Vitalidad, etc.) et a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires d'environ 170 millions de francs. Le groupe Springer, éditeur du Bild Zeitung, Die Welt, etc., possède désormais 97,5 % de la SARPE.

Premier éditeur ouest-allemand de quotidiens, le groupe, qui a réalisé l'an dernier un bénéfice net de 26,4 millions de DM, regroupe aujourd'hui les quotidiens Bild Zeitung (4 900 000 exemplaires) et ses publications associées, Die Welt (217 000 exemplaires), Berliner Morgenpost (179 000 exemplaires)

vendus à Hamburger Abendblatt (285 000 exemplaires), des hebdomadaires de télévision (Hörzu, Funk Ufa), plusieurs magazines sportifs (Temis, Rallye racing...) et la gestion, avec le négociant de film munichois Leo Kirch de la chaîne de télévision privée SAT 1.

Le Livre CGT demande l'intervention de Mitterrand dans le conflit de l'imprimerie Jean Didot. — Pour résoudre le conflit de l'imprimerie Jean Didot, en situation de lock-out depuis le 16 juin, le syndicat du Livre CGT demande l'intervention du gouvernement Rocard. « Il a les moyens de permettre une négociation, et il en a les pouvoirs. Nous souhaitons qu'il en ait le volonté politique », explique le Livre CGT, qui avait déjà occupé le ministère des finances il y a quelques jours (le Monde du 8 juillet).

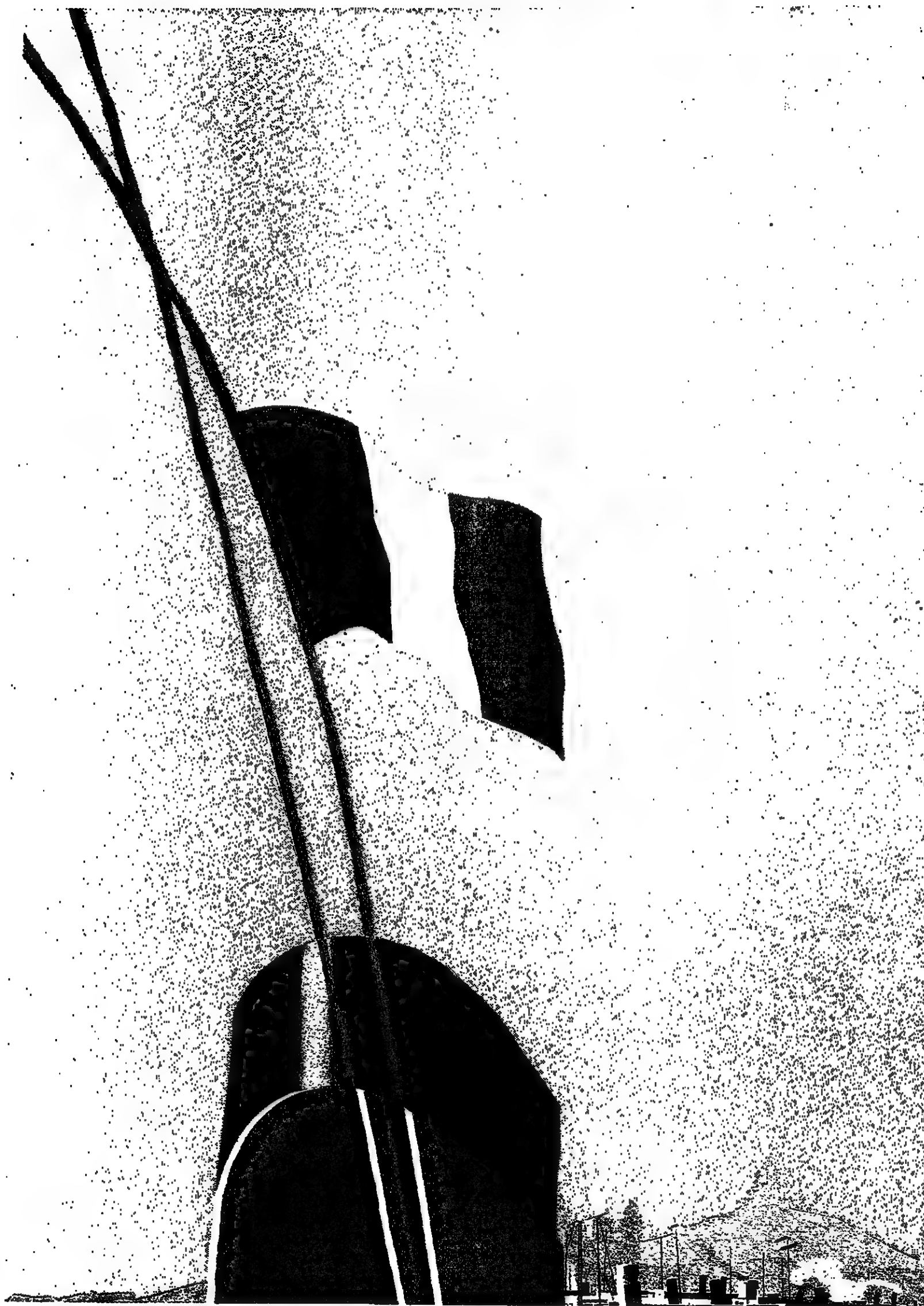
CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 79 F
Abonnés 69 F
Communications diverses 82 F
Renseignements : 42-47-95-03

-(Publicité)

MAIRIE EXPO

Le rendez-vous annuel des élus et décideurs des collectivités locales



MARSEILLE

14-18 OCTOBRE 1988



Relations Publiques de France, 7 bis, place du Palais Bourbon, 75007 PARIS - Tél.: 47.53.93.16

**Avantage aux entrepreneurs
et aux indépendants**

Le 1944, le revenu annuel de la paroisse de 100 000 fr. est réparti de la façon suivante : 100 000 fr. pour le clergé, 100 000 fr. pour les œuvres, 100 000 fr. pour les secours, 100 000 fr. pour les autres dépenses.

[illegible]

Quasi per miracolo, la
protezione dei nostri cittadini
che sono (e sono) i nostri
ed erano (e sono) i nostri
servizi segreti del ministero.

Dopo le prime notizie
di imbarco, nei giorni di aprile

1043

1044

1045

1046

1047

1048

1049

1050

1051

1052

1053

1054

1055

1056

1057

1058

1059

1060

1061

1062

1063

1064

1065

1066

1067

1068

1069

1070

1071

1072

1073

1074

1075

1076

1077

1078

1079

1080

1081

1082

1083

1084

1085

1086

1087

1088

1089

1090

1091

1092

1093

1094

1095

1096

1097

1098

1099

1100

1101

1102

1103

1104

1105

1106

1107

1108

1109

1110

1111

1112

1113

1114

1115

1116

1117

1118

1119

1120

1121

1122

1123

1124

1125

1126

1127

1128

1129

1130

1131

1132

1133

1134

1135

1136

1137

1138

1139

1140

1141

1142

1143

1144

1145

1146

1147

1148

1149

1150

1151

1152

1153

1154

1155

1156

1157

1158

1159

1160

1161

1162

1163

1164

1165

1166

1167

1168

1169

1170

1171

1172

1173

1174

1175

1176

1177

1178

1179

1180

1181

1182

1183

1184

1185

1186

1187

1188

1189

1190

1191

1192

1193

1194

1195

1196

1197

1198

1199

1200

1201

1202

1203

1204

1205

1206

1207

1208

1209

1210

1211

1212

1213

1214

1215

1216

1217

1218

1219

1220

1221

1222

1223

1224

1225

1226

1227

1228

1229

1230

1231

1232

1233

1234

1235

1236

1237

1238

1239

1240

1241

1242

1243

1244

1245

1246

1247

1248

1249

1250

1251

1252

1253

1254

1255

1256

1257

1258

1259

1260

1261

1262

1263

1264

1265

1266

1267

1268

1269

1270

1271

1272

1273

1274

1275

1276

1277

1278

1279

1280

1281

1282

1283

1284

1285

1286

1287

1288

1289

1290

1291

1292

1293

1294

1295

1296

1297

1298

1299

1300

1301

1302

1303

1304

1305

1306

1307

1308

1309

1310

1311

1312

1313

1314

1315

1316

1317

1318

1319

1320

1321

1322

1323

1324

1325

1326

1327

1328

1329

1330

1331

1332

1333

1334

1335

1336

1337

1338

1339

1340

1341

1342

1343

1344

1345

1346

1347

1348

1349

1350

1351

1352

1353

1354

1355

1356

1357

1358

1359

1360

1361

1362

1363

1364

1365

1366

1367

1368

1369

1370

1371

1372

1373

1374

1375

1376

1377

1378

1379

1380

1381

1382

1383

1384

1385

1386

1387

1388

1389

1390

1391

1392

1393

1394

1395

1396

1397

1398

1399

1400

1401

1402

1403

1404

1405

1406

1407

1408

1409

1410

1411

1412

1413

1414

1415

1416

1417

1418

1419

1420

1421

1422

1423

1424

1425

1426

1427

1428

1429

1430

1431

1432

1433

1434

1435

1436

1437

1438

1439

1440

1441

1442

1443

1444

1445

1446

1447

1448

1449

1450

1451

1452

1453

1454

1455

1456

1457

1458

1459

1460

1461

1462

1463

1464

1465

1466

1467

1468

1469

1470

1471

1472

1473

1474

1475

1476

1477

1478

1479

1480

1481

1482

1483

1484

1485

1486

1487

1488

1489

1490

1491

1492

1493

1494

1495

1496

1497

[illegible]

	1	_____
	2	_____
	3	_____
	4	_____
	5	_____
	6	_____
	7	_____
	8	_____
	9	_____
	10	_____
	11	_____
	12	_____

[illegible]

Year	Number of people (millions)
1960	18
1965	22
1970	25
1975	28
1980	30

Year	Percentage
1997	~15%
1998	~15%
1999	~15%
2000	~15%
2001	~15%
2002	~15%
2003	~15%
2004	~25%
2005	~15%
2006	~15%
2007	~15%
2008	~15%
2009	~15%
2010	~15%
2011	~15%
2012	~15%
2013	~15%
2014	~15%
2015	~15%
2016	~15%
2017	~15%
2018	~15%
2019	~15%
2020	~15%

Bureau GENC

d'achet sans autre obligation.

Une augmentation du niveau
des professeurs indop-
tistes.

... nous pourrions passer
... les choses en revue
... les choses en revue
... les choses en revue

[illegible][illegible][illegible]

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

[illegible]

There is a great deal of information in this document which is not in the public domain. It is the property of the Government and is loaned to you. It is to be used only for the purpose for which it is loaned and is not to be distributed outside of your organization. It is to be destroyed when it is no longer needed for the purpose for which it was loaned. It is to be kept in a secure place and is not to be loaned to anyone else. It is to be kept confidential and is not to be discussed with anyone outside of your organization. It is to be kept in a secure place and is not to be loaned to anyone else. It is to be kept confidential and is not to be discussed with anyone outside of your organization.



c: coupon détaché ~ o: offert - *: droit détaché - d: demandé - p: prix précédent ~ ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Washington renvoie à son tour l'ambassadeur du Nicaragua. 4 Afghanistan : l'aide au retour des réfugiés. 9 URSS : les députés du Haut-Karabakh ont proclamé le rattachement de leur région à l'Arménie.	10 Réorganisation à l'Elysée pour le second septennat. 11 Les réactions de M. Mitterrand aux propositions de M. Gorbatchev.	12 Mise en place d'une nouvelle haute hiérarchie judiciaire. — SPORTS : le Tour de France. 21 COMMUNICATION : rattachement dans l'affaire Michel Droit.	13 Le 42 ^e Festival d'Avignon. 14 Création d'Armide, à Aix-en-Provence. 15 Clichés du XIX ^e siècle à Orsay et au CNP. — Holbein le jeune à Bâle. 16 Expositions.	25 Les revenus des Français entre 1984 et 1987 : avantage aux entrepreneurs individuels et aux indépendants. — Les orientations du ministre du travail, M. Soisson. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 12 Annonces classées 22 Carnet 21 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 19 Spectacles 18	● Admissions aux grandes écoles : ENSAM, INT Ingénieur, ENSCM, ESC Lyon, ESCOLES. 36-15 taping LEMONDE ● Tous les jeux du Monde JSU ● Abonnez-vous au Monde de l'éducation avec 50 % de réduction ABO 36-15 taping LM

L'impôt de solidarité sur la fortune En attendant le débat d'automne

L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devrait être examiné, le mercredi 13 juillet, en conseil des ministres. Le texte du projet de loi qui sera discuté au Parlement à la rentrée n'a pas été posé de problème au Conseil d'Etat, auquel il avait été soumis la semaine dernière. Seule question de fond posée : les membres du conseil d'administration d'une société exercent-ils *ipso facto* des fonctions de direction, une des conditions permettant de bénéficier de l'exonération accordée à l'outil de travail ?

Au fur et à mesure que se précisent les positions sur l'ISF apparaît l'idée que le véritable débat n'a pas encore eu lieu. On ne peut pas complètement écarter les véritables choix restant à faire. Les positions demeurent, en effet, très éloignées entre les partisans d'un impôt de redistribution, style 1982, et les adversaires de cet impôt, qui n'accepteraient un ISF qu'à la condition d'un réaménagement général des impôts sur le patrimoine (droits de succession, taxes foncières, etc.). Dans le premier groupe se rangent de nombreux élus socialistes, qui n'acceptent pas que l'ISF soit réduit à une mesure symbolique, faisant

notamment valoir l'urgence d'un revenu minimum et la nécessité de le financer par un prélèvement sur les Français les plus riches.

Dans l'autre groupe se rangent les centristes et autres députés de droite non pas hostiles à une mesure de solidarité mais inquiets de voir introduit dans notre système fiscal un impôt à l'assiette discutable (pourquoi tant d'exonérations, comment les justifier, comment les limiter...) ? et aux taux dangereux à manier dans la mesure où les détenteurs du « capital » — que cela plaise ou non — seront de plus en plus courtisés dans l'Europe sans frontière de demain.

Comment peseront sur ce débat d'automne MM. Mitterrand, Rocard et Bérégovoy ? Le président de la République est très sensible au lien — qu'il aurait voulu plus étroit dans le temps et dans les sommes en jeu — entre impôt de solidarité et revenu minimum. Pour cette raison, sa préférence aurait été pour des taux plus élevés que ceux qui ont finalement été retenus sous la pression de M. Rocard (moins de 1 %). M. Bérégovoy, dont la convergence de vues est toujours parfaite avec l'Elysée, était partisan

d'une reprise de l'IGF style 1982, avec des taux à peine réduits, supérieurs en tout cas à 1 %.

« L'IGF n'a pas eu d'effets maléfiques de 1982 à 1986. Ne dramatisons pas l'effet d'une mesure qui existe chez la plupart de nos voisins », déclare le ministre de l'économie.

M. Rocard n'est pas tout à fait de cet avis. Sensible à l'argument « solidarité », il accorde beaucoup d'importance à l'effet que risque de produire un impôt par nature mal bâti, discutable, qui frapperait surtout les biens immobiliers — déjà sensiblement imposés à travers les taxes foncières — et qui soulèverait d'interminables débats quant à la définition de l'« outil de travail » qu'on veut exonérer mais qu'il aurait volontiers, lui, imposé à taux très faible.

On lira, d'autre part, la position du groupe de l'Union du centre telle qu'elle s'est exprimée par la voix de son président, M. Pierre Méhaignerie. Suite du débat en octobre au Parlement, un débat qui risque d'être beaucoup plus chaud qu'on ne le pense généralement.

A. V.

TUNISIE Suppression de la présidence à vie

TUNIS. — La chambre des députés a adopté, le mardi 12 juillet, en seconde lecture, le projet de réforme de la Constitution. Ce projet, voté une première fois au printemps dernier (le 10 mars), tend à renforcer le régime républicain et la démocratie dans le pays. Il porte notamment sur la suppression de la présidence de la République à vie, spécialement instituée, en 1975, pour M. Bourguiba.

Selon les articles amendés, le président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat, et il est rééligible deux fois consécutives. Le candidat à la présidence doit avoir quarante ans au moins et soixante-dix ans au plus. M. Bourguiba avait été déposé à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Le projet d'amendement supprime aussi la succession automatique qui fait du premier ministre le successeur du président, en cas de vacance du pouvoir. Il est aujourd'hui proposé que le président de la chambre des députés prenne en charge les affaires de l'Etat pour une période de quarante-cinq à soixante jours, au bout de laquelle des élections présidentielles seraient organisées.

Ces amendements prévoient aussi des mesures transitoires qui dotent le président Ben Ali, dont le mandat expire en novembre 1991, d'instruments législatifs constitutionnels l'autorisant à « choisir le moment approprié, en cas de nécessité ou si l'intérêt supérieur l'exige, d'organiser des élections présidentielles ou législatives anticipées ». — (AFP.)

Lancement réussi de la deuxième sonde soviétique vers Phobos

Une semaine après le tir de leur première sonde spatiale automatique Phobos-1 en direction de la planète Mars, les Soviétiques ont une nouvelle fois réussi en lançant, mardi 12 juillet vers 19 heures (heure française), Phobos-2. Comme celle qui l'a précédée, cette sonde d'un peu plus de six tonnes mettra deux cents jours pour parcourir les 190 millions de kilomètres qui la séparent du satellite de la planète rouge. C'est en effet dans les derniers jours de janvier que les deux engins doivent arriver dans la banlieue martienne. A partir de cet instant, les calculs vont se multiplier pour affiner les orbites des deux sondes et préparer ce qui sera le clou de la mission : le survol en rassemblement de cette grosse pomme de terre qu'est Phobos.

Cette partie de l'expérience, qui doit avoir lieu entre le 7 et le 9 avril de l'année prochaine pour la première des deux sondes et entre le 25 et le 30 mai pour la seconde, est d'autant plus importante qu'elle devrait permettre d'étudier de près le satellite, qui est peut-être un vestige de l'époque à laquelle se sont formées les planètes du système solaire. A cette fin, outre la mise en route des multiples expériences préparées par une dizaine de pays dont la France, seront déposés à la surface de Phobos deux laboratoires autonomes (DAS) destinés à l'étude mécanique et chimique du sol et un engin, une sorte de santerelle qui,

plusieurs heures durant, effectuera des bonds d'une vingtaine de mètres pour recueillir des informations sur la dureté du sol de Phobos, la gravité qui règne à sa surface et la valeur éventuelle de son champ magnétique.

Mort du cinéaste américain Joshua Logan

Le cinéaste américain Joshua Logan est mort le 12 juillet à son domicile de Manhattan. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Né à Texarkana au Texas en 1908, il fut d'abord un homme de théâtre. Il débuta à Hollywood comme scénariste, collabora en 1938 à la réalisation de *College Swing*, d'Arthur Ripley, pour entrer à Broadway une carrière brillante. Il revint au cinéma en 1955 et tourna *Plein*, chronique de mœurs provinciales, d'après une pièce de William Inge, dont il assure également la mise en scène au théâtre. Le film remporta un grand succès, auquel les interprètes, William Holden, Kim Novak, Rosalind Russell, Susan Strasberg, contribuèrent. La critique française, et particulièrement les *Cahiers du cinéma*, virent alors en Logan un réalisateur à placer au même rang que Richard Brooks, Robert Aldrich ou Nicholas Ray. C'était peut-être aller un peu vite en besogne.

Bus-Stop (1956), toujours d'après William Inge, fait encore illusion grâce à Marilyn Monroe, mélancolique et douloureuse, dans un rôle de chanteuse de bungalow d'Arizona, qu'elle a travaillé avec Lee Strasberg, le maître de l'Actor's Studio. Mais *Sayonara* (1957), lourd mélodrame sentimental, est l'œuvre de vérité : tout le monde déchanté.

Logan devait aussi commettre une transposition hollywoodienne de *Fanny*, de Marcel Pagnol (1961), avec Charles Boyer, Leslie Caron, et tourner des comédies musicales à grand spectacle, *South Pacific* (1958), *Camelot* (1967), la *Kermesse de l'Ouest* (1969).

J. S.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 juillet
Peu d'artifice

A la veille du 14 juillet, la Bourse n'a pas déployé d'artifice pour dissimuler son anxiété. Car, après la fête nationale, seront publiés vendredi les résultats de la balance commerciale américaine du mois de mai. Dans cette perspective, les investisseurs ont préféré se désengager. L'indice Coteaux a baissé de 1,25 % en fin de matinée, après de 1,25 %. Parmi les baisses figuraient les valeurs phares comme Souverain Allibert (- 5 %), L'Air liquide (- 4 %) et Michelin (- 3 %). En hausse se distinguaient l'Institut Mérieux (+ 4 %) et le nouveau LVMH (+ 3 %).

● M. Jospin : La deuxième guerre mondiale devra être étudiée de « façon approfondie ». — M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, a déclaré, le mardi 12 juillet, qu'il allait demander aux enseignants des classes de première de veiller à « faire étudier de façon approfondie » la seconde guerre mondiale, qui figure désormais à la fin du programme d'histoire de cette classe. Le ministre d'Etat a souligné « après les incertitudes » suscitées par la suppression de la période 1939-1945 du « menu » des classes terminales, et donc du baccalauréat (le Monde du 13 juillet). « On reviendra et reprendra cette période en début de terminale sous forme de bilan. Cela figurera dans les programmes du baccalauréat comme dans les manuels », a précisé M. Jospin. Devant les protestations, l'académie avait en effet fait ajouter un paragraphe sur la « bielle » de la seconde guerre mondiale aux programmes préparés sous son précédent, et qui ne devaient commencer qu'en 1947.

Le numéro du « Monde » daté 13 juillet 1988 a été tiré à 509 465 exemplaires

A B C D E F G

La déclaration de l'Union du centre

« Gouverner sérieusement »

Au nom de l'Union du centre, M. Pierre Méhaignerie a fait, le 12 juillet, au sujet de l'ISF, une déclaration dont voici les passages essentiels :

« Il s'agit de savoir si gouverner sérieusement, c'est gouverner sérieusement. Car il y a un problème évident de fiscalité du patrimoine en France. Le gouvernement est-il franchement animé d'une volonté de moderniser l'ensemble de notre fiscalité du patrimoine ? Si tel est le cas, qu'il nous propose alors parallèlement à l'ISF une refonte et un sensible allègement de trois impôts qui sont : les droits de succession (...), les droits de mutation à titre onéreux (...), l'impôt foncier (...).

» Manifestement, Michel Rocard n'a pas choisi cette voie. Il a fini par accepter la reconduction d'un impôt archaïque et anti-économique, en obtenant seulement certaines améliorations.

» Durant la discussion du texte, nous nous battons dans quatre directions :

» — Considérer l'ISF comme un à-valoir sur les droits de succession. Cette idée que M. Rocard lui-même a d'ailleurs émise permettrait de répartir le poids des droits de succession dans le temps, d'apporter immédiatement une recette fiscale à l'Etat, sans alourdir la fiscalité du patrimoine ;

» — Le texte serait voté pour une période provisoire allant jusqu'au 31 décembre 1992 pour permettre au gouvernement de déposer un texte de réforme complète de la fiscalité du patrimoine ;

» — Le plafonnement à 80 % du revenu imposable doit inclure non seulement l'ISF et l'impôt sur le revenu, mais aussi l'impôt foncier, faute de quoi il conviendrait de réduire le plafonnement à 70 % ;

» — Cette loi doit épargner plus largement les PME, entreprises agricoles, commerciales et artisanales lors de leur transmission.

L'UDC déterminera son vote en fonction des réponses apportées à ces quatre exigences. »

Parce que nous avons édifié notre entreprise sur des principes de rigueur, d'expérience, sur des valeurs sûres, nous pouvons innover chaque jour en matière d'assurance, d'épargne, de prévoyance pour que nos produits et notre service répondent toujours mieux à vos attentes.

UAP
N° 1 OBLIGE.

Premier accord de principe sur l'Angola et la Namibie

Détente régionale

Le chef de la délégation sud-africaine a déclaré qu'il avait obtenu un accord de principe sur l'Angola et la Namibie. Les quatre délégations à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont convenu de discuter de la question de la Namibie.

Les quatre délégations à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont convenu de discuter de la question de la Namibie. Les quatre délégations à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont convenu de discuter de la question de la Namibie.

(Lire page 4.)

La victoire

Après plus d'une semaine de tergiversations, les élections municipales ont été remportées par le Parti révolutionnaire (PR) à la veille du 13 juillet. Les élections municipales ont été remportées par le Parti révolutionnaire (PR) à la veille du 13 juillet.

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

La victoire du PR en 1988 est le coup plus dur pour le régime de Salazar (200 000 voix).

LE MONDE diplo

LE PRIX DE
par CLAUDE JU
Les États-Unis et l'Europe
ont pour leur part des
manières différentes de
la situation plus que
durée de la guerre. Les
deux camps ont des
réactions différentes.

NOIRS AM
Les phénomènes de
la vie politique des
noirs d'Amérique
sont-ils si différents
des autres régions ?
Il est difficile de
comparer les situations
plus ou moins les mêmes.

A. S. THOMAS : Les
noirs, les blancs, les
autres.